

# **Introduction à l'étude des crises actuelles en Afrique**

Prof. Stanislas Bucyalimwe Mararo

Association «Entente et Paix en Afrique»  
Session d'été, 8-10 Août 2006, Savognin (Suisse)  
Texte complété et enrichi par des notes et indications  
bibliographiques

## 1. Note préliminaire

Le continent africain:

a) est une réalité géographique ayant une histoire qui s'imbrique avec celle d'autres régions et d'autres aires culturelles depuis le 1er millénaire avant-Jésus-Christ<sup>1</sup>:

- existence séculaire des dynamiques internes aux sociétés (au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest et au Centre),
- existence séculaire des relations commerciales et culturelles internes au continent et avec le monde extérieur; celles de l'Afrique côtière avec l'Europe, le Proche-Orient, l'Inde et la Chine sont fort anciennes.

b) est le **berceau de l'humanité** : les anthropoïdes et hominidés, de l'australopithèque (plus ou moins 5 million d'années avant JC) à l'Homo Sapiens (entre -2.000 et -1. 000 ans), et leurs vestiges culturels (paléolithique, mésolithique et néolithique qui a vu le passage de la cueillette à l'agriculture, de la chasse à l'élevage, du nomadisme à la sédentarisation et à la vie citadine, l'apparition des activités religieuses ou culturelles) y sont présents selon les archéologues.

c) a vu la naissance et le développement de plus anciennes grandes civilisations antiques dans la vallée du Nil (Egypte et Nubie) et en Abyssinie (Ethiopie) avant la conquête islamique au 7ème siècle après JC. Leur évolution fut liée à celle des grandes civilisations de l'Europe méditerranéenne et celles du Proche-Orient et du Moyen-Orient ou du «Croissant fertile»<sup>2</sup>.

d) a été divisé en deux par le désert du Sahara; le Sahara préhistorique était humide et donc habité; c'est autour du 1er millénaire avant JC qu'il aurait commencé à se dessécher et diviser l'Afrique en deux: Afrique tropicale ou sub-saharienne ou noire et l'Afrique du Nord ou Afrique blanche. Après avoir été une barrière infranchissable, il devint le trait d'union entre les deux Afriques et les **peuples berbères** y jouèrent un rôle important (voir le commerce transsaharien qui a fleuri avec l'expansion de l'islam en Afrique Occidentale à partir du 11ème siècle apr.JC). Pendant cette période, l'Afrique subsaharienne fut caractérisée par

---

<sup>1</sup>Les problèmes des sources, des méthodologies et de la périodisation de l'histoire africaine sont discutés abondamment dans le *Volume I de l'Histoire générale de l'Afrique* publié par l'UNESCO sous la direction de l'historien burkinabé, Joseph Ki-Zerbo, Introduction, chapitres 1 à 15.

<sup>2</sup> DOROZYNSKI, A., «Pour que le Croissant fertile porte bien son nom», <http://idrinfo.idrc.ca>, MARGUERON, J.C et PFIRSCH, L., *Le Proche-Orient et l'Egypte antique*, Paris, Hachette, 1995. JOHANNES, F., *Les premières civilisations du Proche-Orient*, Paris, Collection Atouts Histoire, 2005

des migrations des peuples dits Bantu de la zone soudanaise (**berceau du peuplement** supposé) vers le centre et le Sud de l'Afrique.

e) avait une autonomie interne au départ; la période qui va du 12<sup>ème</sup> siècle au 16<sup>ème</sup> siècle est celle de grands royaumes et empires africains.

f) a perdu progressivement cette autonomie avec le processus de la colonisation et son intégration dans l'**économie-monde** ou l'**économie capitaliste** (point culminant étant la guerre froide et la mondialisation ou globalisation)<sup>3</sup>. La colonisation a pris plusieurs formes (**modes d'exploitation et modes de peuplement**) et est passée par plusieurs phases et ce, en fonction de l'espace, du temps et des puissances colonisatrices.

- colonisation gréco-romaine de l'Afrique du Nord: du 1<sup>er</sup> millénaire avant J.C jusqu'au 5<sup>ème</sup> siècle apr.J.C., période au cours de laquelle une grande partie de l'Afrique du Nord fut intégrée dans l'Empire Romain; depuis cette date, elle maintint des relations étroites avec l'Empire Romain d'Occident et l'Empire Byzantin.

- colonisation arabo-musulmane: l'Afrique du Nord (dès le 7<sup>ème</sup> siècle apr.J.C.), l'Afrique de l'Ouest (dès le 11<sup>ème</sup> siècle via le désert du Sahara), l'Afrique Orientale (dès le 15<sup>ème</sup> siècle) et l'Afrique centrale (Est de la RDC) au 19<sup>ème</sup> siècle.

- colonisation de l'Europe Occidentale avec trois sous- phases:

- celle du «**old imperialism**» (Fin 15<sup>ème</sup> siècle-Milieu du 19<sup>ème</sup> siècle) dominé par l'Espagne et le Portugal avant d'être supplantés respectivement par la Hollande, la France et la Grande Bretagne.
- celle du «**new imperialism**» (1885 aux indépendances, 1960 étant l'année de référence) dominé par les pays de l'Europe Occidentale (Grande-Bretagne, France, Belgique, et Allemagne)<sup>4</sup>.
- celle du «**neo-colonialism**». En 1965, Kwame Nkrumah, président du premier pays de l'Afrique noire à avoir accédé à l'indépendance (1957), le Ghana, définissait le néocolonialisme par ces traits [it means power without responsibility for those who hold it, and it means exploitation without redress for those who suffer from it...It continues to actively control the affairs of the newly independent states. In most cases, it is manifested through economic and monetary measures. While neo-colonialism may be a form of continuing control by a state's previous formal colonial master, these states may also become subjected to imperial power by new actors. These new actors include the United States or many international financial and monetary organizations. Because of the nuclear parity between the

---

3 WALLERSTEIN, I., *Africa and the Modern World*, 1986; BAYART, J.F., , «L'Afrique dans le monde: une histoire d'extraversion», *Critique internationale*, n° 5, automne 1999, pp. 97-120 et publié par African Affairs en 2000 en anglais.

<sup>4</sup> Walter Rodney discute les effets néfastes des interventions européennes en Afrique (de la fin du 15<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux indépendances) dans *Et l'Europe sous-développe l'Afrique*. Paris, Editions Caribbéennes, 1986.

superpowers, the conflict between the two take place in the form of «limited wars». Neo-colonial territories are often the places where these «limited wars» are waged. As the ruling elites pay constant deference to the neo-colonial masters, the needs of population are often ignored, leaving issues of living conditions like education, development, and poverty unresolved]<sup>5</sup>. A cause de sa lucidité et sa perspicacité, il fut étiqueté de leader dangereux. Kwame Nkrumah, père du panafricanisme<sup>6</sup>, et tous ceux qui avaient des idées proches des siennes furent éliminés de la scène politique africaine; d'ailleurs, il semble que c'est lui qui a donné l'impulsion à la politique africaine des Etats-Unis<sup>7</sup>.

Ainsi, la décolonisation qui a débuté après la seconde guerre mondiale pour atteindre le point culminant à l'année de référence, celle de 1960, a été piégée<sup>8</sup>. La raison est que les puissances occidentales (anciennes métropoles regroupées au sein de l'Union Européenne et les Etats-Unis) n'ont pas cessé pour autant d'intervenir dans les affaires internes à l'Afrique; leurs interventions ont simplement changé de face et de stratégie<sup>9</sup>. On ne peut donc pas s'étonner que, au cours de ces quatre dernières décennies, l'Afrique fut le théâtre des guerres permanentes ou, tout au moins, récurrentes ou intermittentes.

Il est donc impossible de comprendre les crises africaines en dehors du contexte International qui, lui-même, a changé constamment. C'est pourquoi, cet exposé comprend deux étapes: (1) l'examen de l'évolution du contexte international depuis la fin du 15ème siècle et son impact sur l'évolution interne à l'Afrique; (2) les dimensions internationales et locales des crises post-guerre froide et ce, suivant les grandes régions, à savoir l'Afrique centrale et australe, la Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale, l'Afrique occidentale et septentrionale.

## **2. Le Monde et l'Afrique depuis la fin du 15ème siècle**

---

<sup>5</sup> Pour plus de détails, lire NKRUHMAH, K., *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*. London, Thomas Nelson and Sons, 1965.

<sup>6</sup> Pour lui, «la puissance de l'Afrique réside dans son unité (NKRUHMAH, K., *L'Afrique doit s'unir*. Paris: Présence africaine, 2ème édition, 1994). La création de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) en 1963 et devenue récemment l'Union africaine (UA) était une réponse à cet appel. Les leaders africains actuels voudraient transformer cette dernière en un moyen efficace pour faire face à la mondialisation, KOUAM, R.D., «L'Union africaine comme réponse africaine au défi de la mondialisation», *Afrique et Développement*, Vol. XXX, n° 1-2, 2005, pp. 125-151.

<sup>7</sup> NWAUBANI, E., «Eisenhower, Nkrumah and the Congo Crisis», *Journal of Contemporary History*, vol. 36, n° 4, 2001, pp. 599-622; CECILE, L., *Nkrumah, le panafricanisme et les Etats-Unis*, Paris, Karthala, 2000.

<sup>8</sup> Certains analystes comme Henri Dumont anticipait les calamités à l'époque où il y avait encore l'euphorie pour les indépendances (*L'Afrique noire est mal partie*. Paris, Seuil, 1962). Les réalités lui ont donné raison; et ce n'est pas Joseph Ki-Zerbo qui peut le contredire, lui qui, dans *A Quand l'Afrique?* (Editions de l'Aube 2003) commentait récemment les grandes questions qui se posent aujourd'hui en Afrique.

<sup>9</sup> Jeremy Seabrook a trouvé une belle expression pour décrire cette réalité: «the metamorphosis of colonialism», <http://www.postcolonialweb.org/poldiscourse/seabrook1.html>.

#### a) 1494: Traité de Tordesillas

- Ce traité était un accord par lequel les deux puissances coloniales d'alors, l'Espagne et le Portugal, se partageaient le monde: l'Afrique se retrouvait du coup dans la zone d'influence portugaise<sup>10</sup> et l'Amérique dans celle de l'Espagne.
- La Hollande, la France et la Grande Bretagne se sont lancées dans l'expansion coloniale tardivement; mais, la Grande Bretagne a fini par s'imposer et devenir leader mondial dès la fin du 18ème siècle (époque de la première révolution industrielle) jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.
- La traite des Noirs fleurit pendant quatre siècles (du 16ème au 19ème siècles): c'est la **traite atlantique**, celle pratiquée par les Européens tout au long de cette période dans le cadre du commerce triangulaire (Europe-Afrique-Amérique)<sup>11</sup> qu'il faut dissocier d'avec la **traite orientale** pratiquée au 19ème siècle par les Arabo-musulmans sur la côte africaine de l'Océan Indien avec Zanzibar et le sultanat d'Oman comme plaque tournante<sup>12</sup>. Lieux de destination de cette dernière traite? Pays arabo-musulmans du Proche-Orient et du Moyen-Orient.
- Les positions des Européens en Afrique au milieu du 19ème siècle n'étaient autre chose que quelques colonies situées sur les côtes africaines; mais, les rivalités européennes pour le contrôle du bassin du Congo, surtout depuis la traversée de l'Afrique par Henri Morton Stanley (anglais d'origine et américain de nationalité) de l'Océan Indien à l'Océan Atlantique via l'Afrique centrale et son entrée au service de Léopold II (deuxième souverain belge) à la tête du Comité d'Etudes du Haut-Congo/CEHC (1879-1882) et de l'Association Internationale du Congo/AIC (1882-1885) devenaient de plus en plus aigues et risquaient de conduire à des affrontements armés au coeur de l'Afrique. Quant à l'ensemble de l'intérieur du continent au 19ème siècle, il connaissait des profonds changements: expansion égyptienne au Soudan sur le Haut-Nil (début du 19ème siècle) suivie par l'émancipation de ce dernier au lendemain de l'ouverture du canal de Suez (1869) en Afrique du Nord; réveil de l'islam et de la guerre sainte sous la houlette des Peuls et création des Etats guerriers à caractère théocratique en Afrique Occidentale jusque dans la région du Lac Tchad (Osman Da Fodio, El Hadj Omar, Samori Touré, etc.), Etats qui résistèrent farouchement à la pénétration française, déplacement du réseau commercial transsaharien de l'extrême Ouest (ancien Soudan occidental)-Maghreb vers le centre (région du Tchad) et de là en direction de la Lybie et de l'Egypte, installation des esclaves africains affranchis et libérés des Etats-Unis au Libéria; montée de la puissance éthiopienne sous le règne de Ménélik II, et montée de la puissance arabo-swahili en Afrique orientale; constitution de

---

<sup>10</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

<sup>11</sup> KLEIN, H.S., *The Atlantic Slave Trade*. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. Un point de vue opposé, celui qui minimise la traite européenne, est développé dans PETRE-GRENOUILLEAU, O., *Traites négrières. Essai d'histoire globale*. Paris, Karthala, 2004.

<sup>12</sup> COPER, F., *Plantation Slavery on the East Coast of Africa*. New Haven, Yale University Press, 1977.

nouveaux Etats de type marchand dans le Nord-Est du Congo (Azande et Mangbetu entre l'Ubangi et l'Uélé) et Sud-Est du Congo (Garengaze avec Msiri au Nord-Est du Katanga) en Afrique centrale; montée de la puissance zulu avec Tchaka, Grand Trek (migration des boers, colons hollandais, du Cap vers l'Orange et le Transvaal suite à la pression des Anglais qui ont repris leurs provinces du Cap et du Natal qu'ils occupaient depuis la fin du 17ème siècle) et séparation des Boers et Noirs en Afrique australe<sup>13</sup>.

#### b) Novembre 1884- Février 1885: Conférence Internationale de Berlin

- Situation en 1885: l'enjeu était l'occupation du bassin (géographique et conventionnel) du Congo<sup>14</sup> dont le gros des territoires fut inclus dans la RDC actuelle. Cette conférence avait pour but de régler les rivalités européennes en Afrique.
- 26 Février 1885: promulgation de l'**Acte Général de Berlin**: véritable charte coloniale de l'Afrique, il donne les principes du partage de l'Afrique sur papier. L'un de ces principes stipule que chaque puissance qui avait des possessions sur la côte avait le droit d'occuper l'arrière-pays. Ce qui n'est pas allé sans difficulté dans la phase suivante, celle du partage de l'Afrique sur terrain.
- 1885-1900: rivalités pour l'occupation territoriale dans le cadre du partage sur terrain (ex. le cas de Fachoda qui a failli mettre aux prises la Grande Bretagne et la France): formation des Etats aux dimensions inégales, aux frontières rigides et dont les structures furent calquées sur le modèle des Etats-nation de l'Europe avec un fort centralisme politique. Des ethnies furent divisées entre deux ou plusieurs Etats coloniaux. La conférence de Berlin balisait ainsi le processus de la constitution des empires anglais, français, belge, italien, allemand, espagnol et portugais ( qui, en 15 ans, étaient déjà une réalité. Après sa défaite, à la fin de la première mondiale, l'Allemagne dut perdre ses possessions coloniales (**traité de Versailles de 1919**) au profit de la **Société des Nations** (SDN) qui confia leur administration à des puissances dites mandataires: la Grande Bretagne reçut une partie du Togo et celle du Cameroun, le Tanganyika et le Sud-Ouest Africain (aujourd'hui Namibie), la France les parties restantes du Togo et du Cameroun, la Belgique le Ruanda-Urundi<sup>15</sup> qui fut annexé administrativement au Congo Belge en 1925. Chaque puissance coloniale visait à modeler la mentalité des Africains à travers l'école et la religion pour en faire des auxiliaires dociles et faciliter l'exploitation systématique du continent (voir la **doctrine des trois «C»**: Civilisation, Christianisme et Commerce ou la **doctrine des trois «M»**: Militaires, Missionnaires et Marchands), exploitation

---

<sup>13</sup> KI-ZERBO, *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*. Paris, Hatier (dernière édition), 1994.

<sup>14</sup> YAKEMTCHOUK, R., «Le bassin conventionnel du Congo», *Cahiers économiques et Sociaux*, Vol.VI, N° 3-4, décembre 1968, pp. 347-378.

<sup>15</sup> Les deux premiers groupes des pays faisaient partie du **système de mandat B**, à l'exception du SOA qui, avec le Ruanda-Urundi, faisait partie du **système de mandat C**. Le **système de mandat A** concernait les anciennes provinces ottomanes, à savoir la Palestine (confiée à la Grande Bretagne), le Liban et la Syrie (confiés à la France) et son objectif consistait à les conduire vite vers l'auto-détermination contrairement aux autres qui devaient y accéder moins vite.

dont les méthodes et les conséquences variaient d'un empire à l'autre. Parmi les nombreuses conséquences de la colonisation, on peut citer notamment l'application **d'une politique raciale et discriminatoire**<sup>16</sup>, une forte implication européenne dans les sociétés africaines (révocation et relégation des chefs qui refusaient la soumission et leur remplacement par des chefs dociles, violant ainsi les principes de succession en matière coutumière), la consolidation des relations de subordination entre les colonies et les métropoles dans le cadre de ce qu'on appelle couramment le **«pacte colonial»** (consécration du monopole commercial de la métropole dans ses colonies), le transfert des conflits politiques, sociaux, et confessionnels des métropoles dans les colonies, les résistances à la pénétration européenne et à l'exploitation coloniale suivies toujours par des répressions massives, etc.

### **c) 1945: Accord de Yalta et fin de la seconde guerre mondiale**

Les trois faits marquants de l'immédiat avant et l'immédiat après cet accord sont les suivants:

- Déclin de l'Europe occidentale suite aux deux guerres mondiales qui se sont déroulées sur son terrain et substitution du leadership mondial britannique par celui des Etats-Unis.
- Création de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) ou mise en place des institutions de Bretton Woods<sup>17</sup> et celle de l'ONU (Organisation des Nations-Unies)<sup>18</sup> qui devinrent les instruments de la politique étrangère des Etats-Unis et le ciment de l'ordre mondial de l'après seconde guerre mondiale.
- Mise sur pied du Plan Marshall et création de l'OTAN qui placèrent l'Europe sous la coupe des Etats-Unis au nom de la reconstruction européenne et de la sécurité collective contre le communisme respectivement.

### **d) 1947: Président américain Truman et la politique du containment**

- Lutte contre l'expansion du communisme en Europe et division du monde en deux blocs antagonistes (conflit Ouest-Est) ou émergence du monde bipolaire: Plan Marshall versus Comecon, OTAN (Organisation Trans-Atlantique Nord) versus Pacte de Varsovie avec le rideau de fer (Mur de Berlin) et les deux Allemagnes, à savoir l'Allemagne Occidentale, et Allemagne de l'Est ou République démocratique allemande, comme symboles de cette division.

---

<sup>16</sup> PERMAL, A., «L'eupéanisme et l'inégalité des races», Lophem, *Bulletin des Missions*, 1937.

<sup>17</sup> Le dollar américain fut érigé en monnaie de référence dans les échanges et paiements internationaux.

<sup>18</sup> Il n'y a que trois pays africains qui ont participé à la conférence constitutive de l'ONU, l'Ethiopie, le Libéria et l'Egypte. Les nouveaux Etats africains n'intégrèrent le système financier et monétaire international et le système onusien que progressivement au fur et à mesure que les colonies accédaient à l'indépendance.

- Création de la CIA (Central Intelligence Agency) et de la NSC (National Security Council) et organisation des opérations secrètes dans le monde<sup>19</sup>.
- Premières accessions des colonies à l'indépendance; c'es le cas de celles de l'Asie, du Proche-Orient et du Moyen-Orient.

#### e) 1955: Conférence de Bandoeng et naissance du mouvement des Non-Alignés

- Rôle central de l'Indonésie de Soekarno et de la Yougoslavie de Tito.
- Buts déclarés: évoluer en dehors de l'influence de deux blocs antagonistes et conjuguer les efforts des pays du Tiers-Monde (expression à la mode à l'époque) pour défendre collectivement leurs intérêts face à ces derniers.

#### f) 1960: Année-symbole des Indépendances africaines

- Décolonisation: processus d'émancipation des colonies vis-à-vis des métropoles<sup>20</sup>.
  - ◇ Causes
    - Causes internes: conflits (politiques, économiques et sociaux) au sein des blocs coloniaux dans chaque colonie; revendications des réformes économiques et sociales d'abord (lutte pour l'égalité des chances et de traitement), de l'autonomie politique ensuite par des africains.
    - Causes externes: montée de l'anti-colonialisme dans les métropoles consécutivement aux succès des partis marxistes et socialistes qui faisaient de la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme leur cheval de bataille; exaltation du principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ou de l'auto-détermination (Président

---

<sup>19</sup> GANSER, D., *Nato's Secret Armies. Operation Gladio and Terrorism in Western Europe* (London and New York, Frank Cass, 2005). La lutte contre le communisme allait de pair avec la lutte contre le nationalisme africain comme les tentatives de faire échouer l'indépendance de l'Algérie et les assassinats ciblés des leaders nationalistes africains (Patrice-Eméry Lumumba en RDC, Tom Mboya au Kenya, Eduardo Mondlane et Samora Machel au Mozambique, Amilcar Cabral au Cap Vert, Thomas Sankara au Burkina Faso, sans oublier tous les nationalistes sud-africains qui sont tombés sous le régime de l'apartheid, etc). Le développement de cette guerre sans merci s'est mué en une politique américaine cynique qui, depuis Ronald Reagan, est destinée à resubordonner le Sud, en particulier les fameux dragons asiatiques: «But with the eruption of the Third World debt crisis in mid-1982, a great opportunity was presented to the Reaganite agenda of resubordinating the South via structural adjustment», BELLO, W., *Dark Victory. The United States, Structural Adjustment and Global Poverty*. London, Pluto Press, 1994, p. 28.

<sup>20</sup> Sur la décolonisation de l'Afrique en particulier et l'émergence du Tiers-Monde en général, voir GIFFORD, P. and LOUIS, R. (eds), *The transfer of power in Africa: Decolonization, 1940-1969*, New Haven, Yale University Press, 1982; AGERON, C.R. et MICHEL, M. (sous la direction de), *L'ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995; AGERON, C.R. et Michel, M. (sous la direction de), *L'ère des décolonisations. Actes du Colloque d'Aix-La-Provence*, Paris, Karthala; COQUERY-VIDROVITCH, C., «La décolonisation en Afrique», *Cahiers d'Histoire*, n° 80-81, 2000, pp. 175-190; «De Bandoeng à Bagdad. De la décolonisation à la guerre des civilisations, du non-alignement à l'altermondialisme», *Alternatives*, 19 avril 2005.

américain Wilson<sup>21</sup>, 1919 et Premier ministre britannique Churchill, 1942); rôle décisif de l'ONU<sup>22</sup>; repercussions des indépendances des colonies de l'Asie et du Proche-Orient entre 1946 et 1949; effets de la participation des africains à l'effort militaire et économique au cours de la seconde guerre mondiale.

◇ Processus de décolonisation

- Quelques pays (Egypte, Lybie, Soudan, Maroc, Tunisie, Ghana, Guinée) avaient accédé à l'indépendance avant cette date et d'autres après, la dernière en date étant l'Afrique du Sud en 1994.
- C'est la majorité des colonies de l'Afrique subsaharienne qui ont accédé au statut des Etats indépendants en 1960. Aujourd'hui, le continent compte une cinquantaine d'Etats indépendants; la seule exception est le Sahara Occidental dont l'émancipation politique du Maroc reste problématique.

◇ Types de décolonisation

- Il y a des cas d'accession aux indépendances négociées (Ghana, Nigeria, Tanzanie, Uganda, ex-Afrique Occidentale Française/AOF et ex-Afrique Equatoriale Française/AEF, RDC), ou obtenues parfois à la suite de quelques révoltes populaires (ex. Kenya avec le mouvement Mau-Mau).
- Le dossier noir est celui des indépendances obtenues à l'issue des luttes armées acharnées et, parfois, longues (Algérie, Angola, Mozambique, Cape Vert, Rhodésie du Sud/Zimbabwe, Sud-Ouest Africain/SOA-Namibie, Afrique du Sud), en majorité des anciennes colonies portugaises et anglaises.

○ Changements intervenus entre 1960 et 1989<sup>23</sup>

◇ Sur le plan politique

- Régimes politiques post-coloniaux: multipartisme, élections et mise en place des institutions démocratiques, mais faillite progressive de ces régimes démocratiques instaurés aux indépendances suite aux guerres civiles et coups d'états qui ont accompagné la guerre froide (diversité d'expériences).
- L'Afrique fut le terrain du conflit Est-Ouest dans l'ère de la guerre froide de 1960 à 1985 (accession de Mikhaël Gorbatchev au pouvoir à Moscou et application de sa politique de la

---

<sup>21</sup> Il est l'initiateur de la Société des Nations (SDN). L'un des quatorze points qu'il évoqués pour ramener la paix est ainsi libellé: «arrangement sur les questions coloniales en tenant compte des intérêts des populations concernées» (point 5).

<sup>22</sup> LOUWERS, O., *L'article 73 de la charte et l'anticolonialisme de l'ONU*, Bruxelles, IRCB, 1952.

<sup>23</sup> Parmi les études de synthèse à consulter, on peut suggérer les suivantes: LAIDI, Z., *The Superpowers and Africa. The Constraints of a Rivalry, 1960-1990*, Chicago, Chicago University Press, 1990; DENG, L., KOSTNER, M. and YOUNG, C. (eds), *Democratization and Structural Adjustment in Africa in the 1980's*, Madison, University of Wisconsin Press, 1991; GREGOIRE, L.J., *L'Afrique et les perspectives nouvelles de résolution du problème de l'endettement*, Bordeaux, CEAN, 1989; MEREDITH, M., *The State of Africa. A History of Fifty Years of Independence*, London, Simon and Schuster UK LTD, 2006.

glasnost et de la perestroïka) et consolidation des régimes dictatoriaux dans les années 70 et 80. C'est dire que l'Afrique n'a été membre du mouvement des Non-Alignés que de nom.

▪ Le clivage idéologique Est-Ouest, la division de l'Afrique en Afrique francophone, anglophone, et lusophone d'une part, l'Afrique du Nord dite blanche et l'Afrique subsaharienne dite noire d'autre part, le conflit des intérêts nationaux et les ambitions de différents leaders africains ont compromis les actions des organisations régionales (ex. CEPGL, CEDEAO, SADCC, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Est) et de l'OUA qui ont vu le jour au cours de cette période dans la prévention et le règlement des conflits: le succès réel a été enregistré dans la lutte contre les derniers bastions du colonialisme et le régime de l'apartheid en Afrique australe. Dans ce cadre, les pays dits de la ligne de front (Tanzanie, Zambie, Angola, Mozambique, Zimbabwe) ont joué un rôle de premier plan alors que d'autres comme la RDC de Mobutu et la Côte d'Ivoire de Houphouët-Boigny ont préféré marcher à contre-courant en nouant des relations privilégiées avec les régimes blancs.

▪ La prolifération des conflits inter-étatiques<sup>24</sup> dont l'enjeu était multiple: le contrôle des richesses dans les zones frontalières (exemples parmi beaucoup de cas d'espèces: différend frontalier entre la Lybie et le Tchad au sujet de la bande d'Aouzou<sup>25</sup>, le Nigéria et le Cameroun au sujet de l'île de Bakassi<sup>26</sup>, le Bénin et le Niger<sup>27</sup>, le Cameroun et la Guinée Equatoriale<sup>28</sup>), l'irréductibilité ethnique ou le désir de réunir les populations apparentées que les puissances coloniales avaient séparées entre 1885 et 1900 en une seule entité étatique (cas des populations somaliennes réparties entre la Somalie, l'Ethiopie, le Kenya et Djibouti et qui a alimenté le conflit entre la Somalie et l'Ethiopie d'une part, la Somalie et le Kenya d'autre part), l'ambition des chefs d'états africains (cas d'Idi Amin Dada qui fut à l'origine du conflit entre l'Ouganda et la Tanzanie), etc. Bien que le principe de l'intangibilité des frontières ait été avalisé à la création de l'OUA en 1963 et ait été inscrit dans sa charte, il n'a jamais été accepté par ceux qui ont toujours voulu la révision des frontières en évoquant des droits historiques (cas du Maroc, par exemple, à propos de la Mauritanie et du Sahara Occidental<sup>29</sup>, Ethiopie contre l'Erythrée, Sénégal contre la Gambie). La thèse de la révision des frontières fixées à Berlin que certains leaders évoquent aujourd'hui pour

---

<sup>24</sup> Les uns sont plus anciens que les autres, BENNAFLA, K., «La fin des territoires nationaux? Etat et commerce frontalier en Afrique centrale», *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, pp. 25-50; PENINO, J.L., «Un redéploiement stratégique dans la Corne de l'Afrique», *Le Monde diplomatique*, décembre 2001, pp. 20-21; MUSILA, C.A., *Conflits et crises en Afrique de l'Ouest: Etat des connaissances*, Paris, SWAC, 2002 (?).

<sup>25</sup> LANNE, B., *Tchad/Lybie, la querelle des frontières*, Paris, Karthala, 1982.

<sup>26</sup> EKO, E.L.M., *Gestion des crises liées à l'exploitation pétrolière dans le golfe de Guinée: La rétrocession de Bakassi otage des pseudo-sécessionnistes biafrais*, Université de Marne-La-Vallée, le 30 avril 2005.

<sup>27</sup> *Mémoire du Bénin relatif à L'arrêt rendu par la Cour Internationale de Justice le 12 juillet 2005 dans l'affaire du différend frontalier Bénin-Niger*, 2006.

<sup>28</sup> CHOUALA, Y.A., «La crise diplomatique de mars 2004 entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale: Fondements, Enjeux et Perspectives», *Polis*, vol. 12, numéro spécial 2004-2005.

<sup>29</sup> BARBIER, M., *Le Conflit du Sahara Occidental*, Paris, L'Harmattan, 2003.

remettre en cause la souveraineté des Etats (cas de la guerre du président rwandais, Paul Kagame, en RDC dans laquelle ce dernier faisait, au départ, publiquement appel à Berlin II) n'est pas nouvelle.

- Les relations de dépendance vis-à-vis des anciennes métropoles (cadre de la coopération bilatérale) et l'occupation de la position marginale dans les relations internationales (cadre de la coopération multilatérale) ont persisté.

- La politique des Etats-Unis consistait à agir derrière la Grande Bretagne et la France dans leurs anciennes colonies et agir directement en RDC. Le motif avancé est que les deux premières étaient capables de combattre elles-mêmes le communisme; ce qui n'aurait pas été le cas pour la petite et pauvre Belgique<sup>30</sup>. Les rivalités que ces puissances entretiennent ne les empêchent pas de faire un front commun pour faire asseoir leurs intérêts sur le continent et, subséquemment, maintenir les Africains dans l'exploitation néo-coloniale.

◇ Sur le plan économique et social

- Les Etats africains furent soumis aux diktats de la Banque mondiale et du FMI. Avec le programme d'ajustement structurel, ils sont entrés dans l'engrenage de l'endettement et le cercle vicieux de la pauvreté globale. Même le cadre de la coopération mis en place par l'Europe, la Communauté Economique Européenne-Etats Africains et Malgache Associés (CEE-EAMA) d'abord, CEE-ACP (Pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) ensuite, n'a pas apporté des changements majeurs dans les relations commerciales. L'interdépendance, thème central à tous les discours politiques et économiques des deux parties, ne s'est jamais concrétisée. L'Afrique, ce «continent (toujours) convoité»<sup>31</sup>, est restée le grenier des matières premières et les prix de ces matières premières sont toujours imposés par les pays européens, six membres de la Communauté Economique Européenne (CEE) au départ (1960) et 25 membres de l'Union Européenne (UE) depuis mai 2005. C'est pour toutes les raisons d'ordre politique et économique évoquées ci-haut que l'Afrique est un continent aux contrastes ou aux contradictions flagrantes (potentialités économiques considérables versus famine, épidémies et misère sans nom). Comme en bien d'autres domaines, l'ampleur de ces fléaux varie d'un pays à l'autre en fonction du degré des performances dans la gestion des Etats.

◇ Sur le plan culturel

L'ambition était de revaloriser, promouvoir les langues et cultures africaines à l'école et dans les productions scientifiques. La philosophie et l'histoire africaines présentées respectivement comme inexistantes et statiques dans l'historiographie coloniale (les études

---

<sup>30</sup> AICARDI DE SAINT-PAUL, M., *La politique africaine des Etats-Unis. Mécanismes et Conduite*. Paris: Economica, 1984.

<sup>31</sup> REKACEWICZ, P., «Afrique: Un secteur minier convoité», *Le Monde diplomatique*, mai 2000.

d'alors étaient axées sur l'ethnologie, l'ethnographie et l'anthropologie) furent remises à l'honneur. L'objectif visé dans la politique culturelle post-coloniale était d'arriver petit à petit à la désaliénation mentale («de-westernization»)<sup>32</sup> et forger des identités nationales. Il y a eu ici des avancées réelles dans beaucoup de pays, même si le chemin reste long et difficile, surtout durant cette ère de la globalisation<sup>33</sup>.

#### g) 1989: Ecoulement du mûr de Berlin et Retombées en Afrique

- ◇ Fin du monde bipolaire et recrudescence des violences en Afrique<sup>34</sup>.
- ◇ Unilatéralisme américain: slogans de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme au service de la domination globale ou de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. La notion de droit d'ingérence et la doctrine de la guerre préventive sont des preuves que le recours à la force a supplanté le droit dans la régulation des relations internationales et que le monde est devenu une jungle où seuls les grands ont à dire. La Cour Pénale Internationale (CPI) qui a été instituée récemment et qui est boudée par ces derniers, en tête les Etats-Unis, Israël, la Chine et la Russie, est un nouveau traquenard qui vise les récalcitrants des pays du Tiers-Monde ou du Sud du genre Milosevic (Bosnie), Saddam Hussein (Irak), Charles Taylor (Libéria) et le pauvre et marionnette seigneur de guerre de l'Ituri (Nord-Est de la RDC), Thomas Lubanga, sacrifié dans les tractations politiques à Kinshasa. Les crimes commis par les Occidentaux (ils sont présents dans tous les drames derrière les parties en conflit) ne sont jamais punis (cas du Rwanda et de la RDC, par exemple). La CPI devient, comme la Banque mondiale et l'ONU, une arme supplémentaire destinée à mettre les dirigeants du Sud jugés gênants au pas.
- ◇ Substitution des dictatures militaires de la guerre froide par de nouvelles dictatures, issues des rébellions pour la plupart : c'est le cas de l'Ouganda, de l'Ethiopie, de l'Erythrée, et du Rwanda dont les leaders passent pour modèle du nouveau leadership aux yeux de Washington et auquel est associé le fameux slogan de «renaissance africaine»<sup>35</sup>. Alors que les dirigeants actuels de ces pays ont pris les armes au nom de la lutte pour la liberté,

---

<sup>32</sup> MABIKA, K., *La remise en question, base de la décolonisation mentale*, Bruxelles, Editions Remarques africaines, 1967; GAMBEMBO, D., KAZADI, J. et MPINGA, H., *Le nationalisme congolais: Idéologie d'authenticité*, Kinshasa, Imprimeries de l'Université, 1971; GARAUDY, R., «L'apport de la culture africaine à la civilisation universelle», *Présence africaine*, 1973, pp. 113-125; GLELE, A.M., *Religion, Culture et Politique en Afrique noire*, Paris, *Présence africaine*, 1981; GAMBEMBO, F.W.U., *Mental Decolonization and Epistemic Restructuration*, University of South Africa, 1995.

<sup>33</sup> DIAGNE, S.B et OSEBI, H., *La question culturelle en Afrique: contextes, enjeux et perspectives*, Dakar, Codesria, 1996.

<sup>34</sup> AKINADE, S. and SESEY, A. (eds), *Africa in the Post-Cold International System*, Herdon, Vi, 1998; Marchal, R. et MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997

<sup>35</sup> CROUZET, I., «La renaissance africaine: un discours sud-africain?», *Politique africaine*, n° 77, mars 2000, pp. 171-182; BARBANCEY, P., «Grands Lacs. Fragile renaissance africaine», *Regards*, n° 41, décembre 1998; SAVARIAUD, S., «Afrique du Sud. Espoirs et déceptions de la renaissance africaine», *RFI-Actualité*, le 16 avril 2004.

ceux qui suivent la même voie pour venir à bout de leurs dictatures sanguinaires sont désormais disqualifiés par Washington qui les place dans la catégorie des terroristes. Le temps des «freedom fighters» est donc révolu et les nouveaux dictateurs, chouchous de Washington, ont trouvé, en dehors de l'impunité dont ils bénéficient, un autre rempart de protection contre leurs abus et délits.

- ◇ Les sociétés civiles ont acquis un rôle considérable au sein de différents Etats et dans les relations internationale<sup>36</sup>; mais, ce rôle est handicapé par beaucoup de pesanteurs<sup>37</sup>.
- ◇ Un élément nouveau est l'embrasement de tout le continent, avec la RDC comme centre de tous les enjeux post-guerre froide. On se demande si ce qui est en cours en Afrique centrale n'est pas la réédition de la situation du 19ème siècle qui a conduit à la convocation de la Conférence Internationale de Berlin et au partage colonial de l'Afrique en 1885.
- ◇ Rôle de sapeur-pompier des Etats-Unis et de l'Union européenne: ils orchestrent les violences et truquent souvent, si pas toujours, les élections pour imposer leurs pions à la tête des Etats africains<sup>38</sup> et ainsi faire triompher le libre marché, cordon ombilical de la mondialisation<sup>39</sup>; ne dit-on pas que «la mondialisation est le triomphe du libéralisme sauvage»? Les vies humaines ne comptent plus dans l'esprit des stratèges mondialistes<sup>40</sup>.

### **3. Dimensions internationales et locales des crises en Afrique après 1990**

René Degni-Ségui distingue différentes causes des crises africaines<sup>41</sup>:

(1) cause principale: lutte pour le pouvoir (conservation du pouvoir impliquant l'imposition du pouvoir solitaire avant 1990 et le refus d'alternance politique depuis 1990), conquête du pouvoir

---

<sup>36</sup> KEANE, J., *Democracy and Civil Society*, London, Verso, 1988; SELIGMAN, A., *The Idea of Civil Society*, New York, Free Press, 1992; BAYART, J.F., «Civil Society in Africa», in *Political Domination in Africa*, edited by Patrick Chabal, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 109-125; FATTON, R., *Predatory Rule: State and Civil Society in Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992.

<sup>37</sup> FATTON, R., «Africa in the Age of Democratization: The Civic Limitations of Civil Society», *African Studies Review*, vol. 38, n° 2, 1995, pp. 67-99; MAKUNDE, J., «Is there a civil society in Africa?», *International Affairs*, vol. 74, n° 2, 1998, pp. 305-317; ROLLAND, G., «Gouvernance globale et société civile: Enjeux pour le long terme», *Zaire-Afrique*, n° 359, novembre 2001, pp. 521- 535 (précédé d'un éditorial intitulé «Quelle société civile pour résoudre nos problèmes?). Pour le cas du Kivu, lire MUCHUKIWA, B., *Les ONG locales: Pouvoir et Contre-Pouvoir au Zaïre*, Bukavu, le 17 août 1993; BAGENDA, B., «Zaïre: Faire vivre la société civile», *Revue Nouvelle*, Tome XLIV, n° 3 mars 1994, pp. 2&-26; KATIKATI, M.J.M., «Rôle et Efforts de la société civile dans la résolution des conflits», *Dialogue*, n° 192, août-septembre 1996, pp. 47-50; BUCYALIMWE, M.S., «La société civile du Kivu: une dynamique en panne?», in *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1998-1999* (sous la direction de Stefaan Marysse et Filip Reyntjens), Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 237-271.

<sup>38</sup> Pour l'après 1990, lire GAULME, F., «Les nouveaux dominos africains», *Etudes*, octobre 1997, pp. 293-302.

<sup>39</sup> RUANO-BORBALAN, J.C. et ALLEMAND, S., *La Mondialisation*, Paris, Editions Le cavalier Bleu, 2002; MAMPAEY, L., *Paix de marchés, permanence de la guerre*, Bruxelles, GRIP, 2002; AUBERGER, P., *La démocratie à l'épreuve des marchés*, Paris, Economica, 2003.

<sup>40</sup> CONVERSI, D., *L'américanisation et l'expansion planétaire du conflit ethnique: le piège de la mondialisation*, London, January 2004 (traduit de l'anglais par Jean Tardif).

<sup>41</sup> DEGNI-SEGUI, R., *Les causes des guerres en Afrique noire*, Faculté de Droit, Abidjan (Côte d'Ivoire), 1999 (?).

par la force des armes et avec l'aide extérieure apportée aux bandes armées et aux belligérents (ingérences externes) avec comme conséquence l'intrusion dans le processus de démocratisation pour en bloquer l'évolution;

(2) causes secondaires: la pauvreté (sous-développement) avec comme facteurs aggravants les catastrophes naturelles, la récession économique et la recherche de gain facile, les divisions sociales (conflits régionaux, ethniques et religieux) qui sont manipulées par les politiciens dans le cadre de la politique de diviser pour régner.

Toutes ces causes se trouvent pratiquement associées dans chaque crise. Aux cours des décennies 60, 70 et 80, l'Afrique a connu un nombre limité des crises majeures, en dehors des luttes de libération dans les colonies portugaises et les territoires soumis aux régimes minoritaires blancs en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud/Zimbabwe: crise congolaise (RDC), 1960-1964 et 1967, guerre du Biafra au Nigéria (1967-1970), quelques conflits frontaliers (ex. Maroc versus Algérie, Tchad versus Lybie, Ethiopie versus Somalie, etc.)<sup>42</sup>, guerre du Sahara Occidental<sup>43</sup>, guerre de sécession de la Casamance<sup>44</sup>, guerres civiles au Tchad<sup>45</sup> et au Sud Soudan<sup>46</sup>. Après 1990, c'est le continent tout entier qui s'est embrasé alors que l'on s'attendait au raffermissement de la paix suite à la fin de la guerre froide. Nous donnons ci-après le résumé de quelques grandes crises récentes ou actuelles par région en ayant soin d'en donner chaquefois un «background» historique.

## **a) Afrique centrale et australe**

### **o Généralités**

Avant 1990, l'Afrique centrale et australe était une zone partagée à la fin du 19ème siècle après d'âpres rivalités entre la Belgique et la Grande Bretagne d'une part, la Grande Bretagne et le Portugal d'autre part (l'Allemagne en fut éliminée en 1919). On assista à une décolonisation peu agitée en Afrique belge<sup>47</sup>, sauf au Rwanda où la révolution sociale sanglante de 1959 a conduit à l'abolition du double pouvoir colonial belge et monarchique tutsi ouvrant le pays et toute la région à une crise politique aux effets dévastateurs et durables; à une décolonisation

---

<sup>42</sup> Il y avait derrière ce conflit frontalier une dimension idéologique et stratégique Est-Ouest qui a fait de la Corne de l'Afrique la région du continent la plus troublée à côté de l'Afrique australe entre 1960 et 1990.

<sup>43</sup> MOHSEN-FINAN, K., «Le règlement du conflit du Sahara Occidental à l'épreuve de la nouvelle donne régionale», *Politique africaine*, n° 76, décembre 1999, pp. 95-105; CHIKI, D., *Sahara Occidental: vieux conflit face à de nouveaux enjeux*, Toulouse, le 23 juin 2005.

<sup>44</sup> Bien qu'elle soit de moindre intensité, elle se poursuit depuis 1982.

<sup>45</sup> GATTA, G.N., Tchad, guerre civile et désintégration de l'Etat, Paris, Présence africaine, 1982; BUIJTENHUIJS, R., *Le Frolinat et les guerres populaires au Tchad, 1965-1976*, Mouton Editeur, 1978.

<sup>46</sup> DECRAETE, M., *Le conflit entre le gouvernement du Soudan et ses provinces méridionales*, Bruxelles, Cedef, 1972.

<sup>47</sup> Malheureusement, le gouvernement démocratique élu en RDC fut vite détruit consécutivement à une guerre orchestrée par les Belges, les Anglais et Américains (voir infra).

violente (lutte armée) de certaines colonies anglaises (cas de la Rhodésie du Sud/Zimbabwe entre 1965 et 1980, du SOA/Namibie et de l'Afrique du Sud) et portugaises (Angola et Mozambique). L'Afrique centrale et australe devint une zone d'affrontement Est-Ouest dans lequel Mobutu et les régimes blancs de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud jouèrent un rôle central depuis septembre 1960 jusqu'en 1985; ici, il est fait allusion aux dimensions internationales de la crise congolaise précitée et aux guerres de libération en Angola et au Mozambique. L'après 1990 fut caractérisé par la fin de la guerre froide et l'abandon de Mobutu par Washington au profit de Museveni de l'Ouganda d'abord (au pouvoir depuis Janvier 1986 après 4 années de maquis) et de Paul Kagame du Rwanda ensuite (au pouvoir depuis Juillet 1994 après 4 années de maquis<sup>48</sup>). L'Ouganda et le Rwanda sont fortement armés par Washington et utilisés pour déstabiliser et diviser la RDC, contrôler ses richesses et recréer de nouveaux petits Etats sur les ruines du grand Congo si possible. Le prétexte avancé: serait le sort des Tutsi Banyamulenge ou la prévention du génocide des Tutsi dans la région des Grands Lacs. La réalité est ailleurs comme Michel Chossudovsky l'atteste: «La guerre civile au Rwanda et les massacres ethniques cadraient avec la politique étrangère américaine, soigneusement conçue en fonction d'objectifs stratégiques et économiques. Le génocide de 1994 au Rwanda a, du point de vue de Washington, atteint ses objectifs stratégiques et géopolitiques. Les massacres ethniques ont porté un coup dur à la crédibilité de la France et permis aux Etats-Unis d'établir une assise néocoloniale en Afrique centrale. De ville coloniale nettement franco-belge, Kigali, la capitale rwandaise, est devenue nettement anglophone»<sup>49</sup>. L'Angola (ex-colonie portugaise) et l'Afrique du Sud (ex-colonie anglaise) sont devenus, après avoir suivi des trajectoires un peu différents, des puissances régionales dont les ambitions vont au-delà de l'Afrique australe. Les deux pays tiennent cette position dominante de la puissance de leurs armées respectives et de l'importance de leurs ressources économiques qui sont contrôlées par des blancs et/ou mulâtres et surtout les multinationales euro-américaines et israéliennes. L'Afrique du Sud post-apartheid a la particularité d'être, à côté de l'Ouganda, du Rwanda, de l'Ethiopie, de l'Erythrée, du Nigéria et du Ghana, l'allié-clé de Washington et de Londres dans leurs politiques actuelles en Afrique. Dans l'ensemble, le rôle des firmes sud-africaines, angolaises, zimbabwéennes est de plus en plus grand dans les guerres des Grands Lacs où elles rivalisent avec les multinationales américaines, canadiennes, françaises, anglaises, israéliennes, australiennes, etc. Les mercenaires sud-africains sont très actifs dans tous les conflits du continent, en particulier en Afrique de Grands Lacs et en Côte d'Ivoire.

---

<sup>48</sup> Entre Janvier 1986 (avènement de Museveni au pouvoir en Ouganda) et Octobre 1990 (début de l'invasion du Rwanda par l'armée ougandaise (National Resistance Army/NRA) et le Front Patriotique Rwandais/FPR à partir de l'Ouganda), il avait assumé les fonctions de chef des services de sécurité ougandais qu'il dirigea des mains de fer. Il s'est illustré par une répression féroce à l'encontre des opposants ougandais. Les différentes séries de l'Uganda Democratic Front's (UDC) Newsletter, éditées par Remigius Kintu, sont pleines de renseignements utiles à ce sujet.

<sup>49</sup> CHOSSUDOVSKY, M., *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial*, Montréal, Les Editions Ecosociété, 2004, pp. 134-135. Lire aussi MUNZHIRWA, M.N.C., *Les nations veulent-elles se servir de l'Afrique des Grands Lacs? L'Eglise devant le défi de la violence et de l'hypocrisie*, Bukavu, le 8 septembre 1994.

- Crises majeures

- Anciennes colonies belges

- ◇ **RD Congo:** Congo-Kinshasa, le troisième pays le plus large en Afrique après le Soudan et l'Algérie, a changé plusieurs fois le nom: Etat Indépendant du Congo/EIC (1885-1908), Congo Belge (1908-1960), République Démocratique du Congo (1960-1967), République du Congo (1967-1971), République du Zaïre (1971-1997) et de nouveau République Démocratique du Congo (de 1997 à nos jours). Ces changements correspondent à des phases importantes de son histoire. Propriété du roi Léopold II et colonie belge respectivement, il a accédé à l'indépendance le 30 juin 1960. Déjà, en juillet et août 1960, celle-ci fut compromise par les guerres de sécession qui durèrent trois ans; orchestrées par les américains, belges et anglais, elles visaient à détruire les institutions démocratiques naissantes dominées par les nationalistes du Mouvement National Congolais du premier ministre Patrice-Éméry Lumumba (MNC/L)<sup>50</sup>. Ces Occidentaux ont utilisé l'Organisation des Nations-Unies au Congo (ONUC) et leurs représentants au Congo et dans la région pour commettre ce forfait. Ces institutions furent remplacées par la dictature de Mobutu qui, de 1965<sup>51</sup> à 1990, a bénéficié d'un appui inconditionnel de l'Occident dans la répression de toute opposition interne et dans le pillage du pays<sup>52</sup>, sans oublier la déstabilisation des mouvements de libération en Afrique australe<sup>53</sup> et sa collusion avec les régimes racistes blancs de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud dans ce jeu déstabilisateur des gouvernements nationalistes de l'Angola et du Mozambique.

A la fin de la guerre froide, le peuple congolais a choisi la Conférence nationale souveraine (CNS) pour mettre fin à la dictature de Mobutu (juillet 1991-décembre 1992); mais les institutions mises en place à l'époque et qui fonctionnaient tant bien que mal ont été détruites par la guerre d'agression de septembre/octobre 1996, une guerre qui a été imposée à la RDC par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et leurs parrains occidentaux, au premier chef les leaders Américains. Celle-ci a plongé le pays dans un chaos qui est encore loin de prendre fin et a emporté plus de quatre millions de vies humaines dans un silence total de la part de la

---

<sup>50</sup> DE WITTE, L., *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 2000.

<sup>51</sup> Il a fait un premier coup d'état en septembre 1960 et céda le pouvoir au président élu Joseph Kasavubu en février 1961. Non seulement il a fait éliminer Patrice-Éméry Lumumba le 17 janvier 1961, mais aussi il est resté le vrai maître du pays jusqu'à son deuxième coup d'état du 24 novembre 1965 en tant que chef de l'armée nationale congolaise et bénéficiaire du soutien financier, politique et diplomatique des Américains et Belges. Il régna sans partage jusqu'à son départ par les Américains et Belges le 17 mai 1997 et, cette fois-ci, au profit du Rwanda de Paul Kagame et de l'Ouganda de Yoweri Kaguta Museveni.

<sup>52</sup> SCHATZBERG, M.G., *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1988; GIBBS, D.N., *The Political Economy of Third World Intervention. Mines, Money, and U.S Policy in the Congo Crisis*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991; KELLY, S., *America's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaire*, Washington D.C., American University Press, 1993.

<sup>53</sup> Les armes et combattants de Jonas Savimbi transitaient par Kinshasa et Prétoria.

communauté internationale (en commençant par les Etats-Unis et l'Organisation des Nations-Unies)<sup>54</sup>: Parmi ces victims, se trouvent le président Laurent-Désiré Kabila et les deux archévêques de Bukavu, Christophe Munzhirwa et Emmanuel Kataliko. «Par son appui à la montée en puissance des forces ougandaises et rwandaises et par son intervention directe dans la guerre civile congolaise, Washington détient aussi une responsabilité dans les massacres ethniques commis dans l'Est du Congo de même que dans la mort des centaines de milliers de personnes dans les camps des réfugiés. Le major général Paul Kagame a été l'instrument de Washington. Les pertes des vies humaines ne comptaient pas»<sup>55</sup>. La communauté internationale a refusé d'accompagner le schéma de la CNS; elle a choisi plutôt d'appuyer une guerre d'agression par les trois armées de l'Ouganda du Rwanda et du Burundi qui lui permet d'imposer ses diktats à la RDC. Au bout du tunnel, elle a imposé une tutelle sur la RDC à travers le processus de paix déclenché depuis Lusaka (Juillet 1999)<sup>56</sup> et ce, par le biais de la MONUC (Mission de l'Organisation des Nations-Unies en RDC) et du CIAT (Comité International pour l'Accompagnement de la Transition) dirigés par l'américain William Swing. Elle entend poursuivre cette tutelle dans l'ombre de Joseph Kabila, le candidat de l'Occident qui vient d'être élu le 29 octobre 2006 dans des conditions fort controversées. Ainsi, beaucoup d'observateurs s'accordent pour dire que les élections tant vantées ne pourront pas résoudre la question de légitimité du pouvoir et mettre fin à l'occupation d'une partie du territoire national par l'Ouganda et le Rwanda.

◇**Rwanda**: Le conflit ethnique (Hutu-Tutsi-Twa), le clivage régional (Rukiga au Nord et Nduga au Sud principalement), l'exiguïté du pays où l'accroissement démographique se fait de manière exponentielle, les mesures économiques imposées par les institutions financières internationales (surtout la Banque Mondiale et le FMI) et les rivalités des politiciens sont autant de problèmes auxquels sont toujours confrontés les dirigeants de ce pays. Sa longue histoire douloureuse est consécutive à la mauvaise gestion de ces problèmes ou de quelques-uns d'entre eux. Colonie allemande au sein du bloc Ruanda-Urundi (1895-1919), le Rwanda (capitale: Kigali) est devenu respectivement un territoire sous mandat aux temps de la SDN entre 1919 et 1945 et un territoire sous tutelle aux temps de l'ONU entre 1945 et 1962. Autant

---

<sup>54</sup> HAWKINS, V., «History Repeating Itself: The DRC and the UN Security Council», *African Survey Review*, vol. 12, n°4, 203, p. 53. Plusieurs voix se sont levées pour réclamer la création d'un tribunal pénal international pour la RDC à l'instar de celui du Rwanda ou de l'ex-Yougoslavie; malgré l'ampleur et la multiplicité des crimes perpétrés sur le territoire congolais, la communauté internationale a réservé jusqu'ici une fin de non recevoir à cette demande.

<sup>55</sup> CHOSSUDOVSKY, M., *op.cit.*, p. 134. Au sujet de l'instrumentalisation de Paul Kagame et du génocide rwandais dans l'actuelle guerre en RDC, lire NGBANDA, H., *Crimes organisés en Afrique centrale. Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Paris, Editions Deboirirs, 2005.

<sup>56</sup> MARTENS, L., *Analyse de l'accord de Lusaka et de ses pièges. Les plans américains pour la division et la mise sous tutelle du Congo*, Bruxelles, le 5 août 2000; WILLAME, J.C., *L'accord de Lusaka. Chronique d'une négociation internationale*, Tervuren, Cedef, 2002.

dire que la domination coloniale belge et monarchique Tutsi<sup>57</sup> fut effective entre 1919 et 1959; entre 1959 et 1962 (date de l'indépendance), la révolution sociale assistée par certains milieux belges<sup>58</sup> permit aux élites Hutu d'accéder au pouvoir et à beaucoup des Tutsi de prendre le chemin de l'exil<sup>59</sup>. Deux régimes hutu se sont succédés au pouvoir: celui de Grégoire Kayibanda (1962-1973) dirigé à partir de Gitarama au Sud et celui de Juvénal Habyarimana (1973-1994) dirigé à partir de Gisenyi au Nord. Au moment où s'amorçait le processus de la démocratisation en Afrique en 1990 et les négociations sur leur question étaient entamées, les réfugiés Tutsi, regroupés au sein du FPR (Front Patriotique Rwandais) et bénéficiant de l'appui militaire, financier, politique et diplomatique des Etats-Unis, de la Belgique, de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Ouganda et de la Tanzanie déclenchèrent une guerre pour la reconquête du pouvoir perdu en 1959-1962<sup>60</sup>. Devant cette offensive militaire, la France prit partie pour le pouvoir hutu en place (celui de Juvénal Habyarimana); ainsi, le conflit Hutu-Tutsi fut instrumentalisé pour des enjeux géostratégiques ou comme moyen des rivalités anglo/américano-françaises<sup>61</sup>. Après quatre ans de guerre meurtrière et destructrice, le FPR prit le pouvoir en juillet 1994.

1994 est l'année de la rupture. Elle marquait le point culminant du clivage Hutu-Tutsi qui, exacerbé par la guerre du FPR et les massacres interethniques récurrents, a débouché sur le génocide. Depuis lors, on parle d'un nouveau Rwanda ou d'un Rwanda post-génocide dirigé des mains de fer par la minorité tutsi par opposition au Rwanda ancien qui était dirigé par la

---

<sup>57</sup> L'administration coloniale belge a renforcé le pouvoir tutsi, surtout au Nord du pays, la soumission et l'exploitation de tous les Hutu du pays par l'aristocratie Tutsi de l'époque (NEWBURY, C., *The Cohesion of Oppression: Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, Washington, Columbia University Press, 1988; BALIBUTSA, M., *L'Archéologie de la violence en Afrique des Grands Lacs*, Libreville, Ciciba, 1999, troisième partie, pp. 241-373; VANSINA, J., *Le Rwanda ancien. Le royaume nyiginya*, Paris, Karthala, 2001). Aux yeux des Hutu, ils étaient soumis à une double colonisation.

<sup>58</sup> A partir de timides réformes introduites en 1952, le roi Mutara Rudahigwa a commencé à avoir des frictions avec l'administration coloniale belge parce qu'il refusait de céder aux exigences des élites hutu, celles de «la justice à leur égard» alors que celle-ci «requiert quelques sacrifices de la part du groupe des gouvernants» (Aloys Munyagaju, cité par Mgr André Perraudin, *Un évêque au Rwanda. Témoignage*, Saint-Maurice/Suisse, Editions Saint-Augustin, 2003, p. 171). Ces frictions aboutirent à la rupture totale entre les anciens alliés, surtout que la ligne politique prise par la monarchie et le parti politique tutsi, l'Union Nationale Rwandaise (UNAR) versait subitement dans un nationalisme dur.

<sup>59</sup> Les réfugiés de 1959-1962 comprenaient deux catégories: ceux qui ont été pris dans le feu des affrontements ethniques que la monarchie avait déclenchés et d'autres qui n'ont pas accepté le pouvoir hutu. Ce mouvement d'exil s'est amplifié au cours de la première République (1962-1973) car les attaques armées par des réfugiés Tutsi à partir des pays voisins (Burundi, RDC, Tanzanie et Ouganda) ont chaquefois entraîné des répressailles contre les Tutsi de l'intérieur; contrairement à la propagande qui a élu domicile dans l'opinion publique durant cette dernière décennie, la seconde République fut, tout au moins de 1973 jusqu'à l'invasion du FPR en Octobre 1990, caractérisée par une réelle accalmie inter-ethnique. C'est plutôt la guerre d'octobre 1990 qui a contribué à ranimer les tensions et alimenter les conflits ethniques jusqu'à l'hécatombe (expression de Jean-Claude Willame) d'entre le 6 avril et le 15 juillet 1994.

<sup>60</sup> CROSS, M.F., «Le général Kagame devant les parlementaires européens», *La Libre Belgique* du Mercredi 21 Janvier 1998, p.6; KUPERMAN, A. J., «Provoking genocide: a revised history of the Rwandan Patriotic Front», *Journal of Genocide Research*, vol. 3, n° 1, March 2004, pp.61-84; RUZIBIZA, A.J., *Rwanda. L'histoire secrète*, Paris, Editions du Panama, 2005.

<sup>61</sup> CHOSSUDVOSKY, M., *op. cit.*, p. 131.

majorité hutu entre 1962 et 1994. Contrairement aux discours officiels du nouveau pouvoir, celui du FPR, destinés au public occidental, la réconciliation nationale (avec la pratique de la justice du vainqueur au sein des juridictions rwandaises gacaca et du Tribunal Pénal International pour le Rwanda/TPIR à Arusha) est mal partie<sup>62</sup>. L'anti-ethnisme est constamment distillé pour justifier l'hégémonie Tutsi et museler toute opposition<sup>63</sup>; celle-ci est taxée de négationniste ou de divisionniste, surtout quand elle exprime les frustrations des Hutu<sup>64</sup>. En plus, le retour des réfugiés Tutsi dits de 1959 et le départ en exil des milliers des Hutu ainsi que le militarisme du pouvoir FPR<sup>65</sup> font du Rwanda le foyer de la déstabilisation régionale. La guerre du Rwanda en RDC est, en grande partie, destinée à transformer ce dernier pays en exutoire des problèmes démographiques, politiques et économiques internes au Rwanda. Le jeu est de porter la guerre en dehors du territoire rwandais pour protéger le régime en place. C'est pourquoi le retour des réfugiés hutu (combattants ou non) et des légionnaires du FPR est admis au bout des lèvres par Paul Kagame qui a peur que cela ne puisse déstabiliser son régime. Autrement dit, l'impasse politique et ethnique au Rwanda influe dangereusement sur le processus de paix en RDC et la stabilité de toute la région. L'enjeu majeur pour le régime FPR est, dans ce qui passe pour «social engineering», de ré-écrire l'histoire du Rwanda, imposer son interprétation des faits et, si possible, enrayer toute l'oeuvre des régimes hutu d'entre 1962 et 1994<sup>66</sup>. Le récent découpage administratif, la loi foncière de 2003 et l'adoption d'une politique de développement axée sur les services et non sur l'agriculture visent à anéantir la population paysanne (à majorité hutu) au nom de la modernité et ce, avec l'assentiment de la Banque mondiale<sup>67</sup>. Cette orientation politique et «scientifique» est encouragée, voire défendue avec

---

<sup>62</sup> ONANA, C., *Les secrets de la justice internationale. Enquêtes truquées sur le génocide rwandais*, Paris, Editions Duboiris, 2005; ESSOUNGO, A.M., *Justice à Arusha ou «l'aventure ambiguë» du TPIR*, Paris, Karthala, 2006; NGIRABATWARE, A., *Rwanda. Le faite du mensonge et de l'injustice*, Lille, Editions du Nil, 2006.

<sup>63</sup> REYNTJENS, F., «Rwanda, Ten Years On: From Genocide to Dictatorship», *The Political Economy of Great Lakes Region in Africa. The Pitfalls of Enforced Democracy and Globalization* (edited by Stefaan Marysse and Filip Reyntjens), Palgrave MacMillan, 2005, pp. 15-47.

<sup>64</sup> L'un de nombreux exemples est le premier président du Rwanda Fpriste, Pasteur Bizimungu, qui a été arrêté pour avoir créé un parti politique d'opposition; jugé comme négationniste ou divisionniste, il a écopé 15 ans de prison ferme alors qu'il avait été présenté, depuis son entrée dans le FPR à la veille de l'invasion d'octobre 1990, comme un «Hutu modéré», donc fréquentable.

<sup>65</sup> SIDIROPOULOS, E., «Democratization and Militarisation in Rwanda, eight years after the genocide», *African Security Review*, 2002, n° 3.

<sup>66</sup> «... the pro-RPF discourse resuscitated an idealised representation of Rwandan society and history. This representation glossed over significant social complexities, not only to mask the pre-colonial origins of ethnicity in Rwanda, but also to intellectually justify a system of leadership by Tutsi minority rule. The RPF's extensive academic campaign, which spread selective information about pre-colonial Rwanda, aimed to rewrite history and make the world believe that ethnicity was a non-issue within the ranks of the RPF. The efforts complemented the campaign involving certain journalists», POTTIER, J., *Re-Imagining Rwanda. Conflict, Survival and Disinformation in the Late Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 111.

<sup>67</sup> DES FORGES, A., «Land in Rwanda: Winnowing out the chaff», *L'Afrique des Grands Lacs 2005-2006. Dix Ans de transitions conflictuelles* (sous la direction de Filip Reyntjens et Stefaan Marysse), Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 353-

bec et ongles, par une pléthore de nouveaux acteurs dont la plupart n'a pris connaissance du Rwanda que dans la foulée du génocide rwandais de 1994 («instant experts with limited knowledge about Rwandan society, history and politics»<sup>68</sup>, mais constituant malheureusement «a transnational body of experts»<sup>69</sup> qui s'évertuent à s'approprier le discours sur le Rwanda) et prennent le Rwanda comme «(an) Africa's Israel»<sup>70</sup>. Les conséquences d'une telle projection des faits et événements au Rwanda sont bien sûr nombreuses: la division des rwandais en deux catégories, d'une part les mauvais, sanguinaires, bourreaux («killers»), criminels ou «bad guys» (Hutu), et, d'autre part, les bons, gentils et innocentes victimes ou «good guys» (Tutsi); l'identification du génocide tutsi à l'holocauste<sup>71</sup>; la qualification du régime Habyarimana de «tropical nazism»<sup>72</sup> et tout ce que ceci entraîne comme réprobation et aveuglement; «victimhood bestows the right to dictate to the world how reality is to be understood»<sup>73</sup>. Ainsi, «parallels have been drawn, too, regarding the way Hutu power extremists demonized Rwandans of Tutsi origin, which happened in a manner strikingly reminiscent of Nazi images of Jewish people. These comparisons with the Holocaust, and many could be added, fit into a strategy through which the post-genocide government of Rwanda tried to sensitize the world to the plight of its people and its own role in the disaster»<sup>74</sup>.

◇ **Burundi.** Ce pays dont la capitale Bujumbura était le chef-lieu du Ruanda-Urundi, présente les mêmes traits que le Rwanda sur bien de points: même composition ethnique (Twa et Tutsi minoritaires, Hutu majoritaires), petitesse du pays et forte densité démographique, insuffisance des potentialités économiques, même trajectoire historique, mais avec quelques différences près<sup>75</sup>. La décolonisation a été calme; mais, celui qui incarnait l'unité politique et ethnique, le premier ministre, prince Louis Rwagasore (un Tutsi marié à une femme hutu) fut tué en 1961 avec la complicité de l'administration coloniale belge et certains réfugiés Tutsi rwandais basés

---

371; BRAECKMAN, C., «La banane n'a plus la côte au Rwanda», *Le Soir* du 2 Octobre 2006; CROSS, M.F., «Rwanda. Développement: de gré ou de force?», *La Libre Belgique* du 5 octobre 2006.

<sup>68</sup> POTTIER, J., *op.cit.*, p.7.

<sup>69</sup> «Their area of expertise is mostly non-existent; this body operates predominantly in ways that mimic the relationship of mutual advantages which had developed in colonial times between Alexis Kagame and Jacques Maquet. The insider offers enlightenment to the outsider; the outsider returns the gift by offering the prospect of international recognition and legitimacy», POTTIER, J., *op. cit.*, p. 207.

<sup>70</sup> POTTIER, J., *op. cit.*, p.32.

<sup>71</sup> René Lemarchand discute les éléments de ressemblance et de divergence et se refuse d'y voir une équivalence, «Disconnected the Threads: Rwanda and the Holocaust Reconsidered», *The Political Economy of the Great Lakes in Africa. The Pitfalls of Enforced Democracy and Globalization* (edited by Stefaan Marysse and Filip Reyntjens), Palgrave McMillan, 2005, pp. 48-70.

<sup>72</sup> CHRETIEN, J.P., «Un nazisme tropical», *Libération* du 26 avril 1994; POTTIER, J., *op. cit.*, p. 31.

<sup>73</sup> POTTIER, J., *op.cit.*, p. 47.

<sup>74</sup> POTTIER, J., *op.cit.*, pp.32-33.

<sup>75</sup> LECHAT, M., *Le Burundi politique*, Bujumbura, Service de l'Information du Rwanda-Burundi, 1961; GHISLAIN, G., *La féodalité au Burundi*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1970; HARROY, J.P., *Burundi, 1955-1962. Souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue*, Bruxelles, 1987; NTIBAZONKIZA, R., *Burundi. Au Royaume des seigneurs de la lance*, Bruxelles, 1993.

au Burundi. Sa mort remplaçait le roi Mwabutsa (son père) au premier plan de la scène politique et livrait son parti, l'UPRONA (Union pour le Progrès National), à des luttes ethniques aigües, surtout après l'abolition de la monarchie en 1966 et la prise du pouvoir par un clan des militaires Tutsi, originaires de la province du Bururi<sup>76</sup>. Sous les règnes de Michel Micombero (1966-1976) et Jean-Baptiste Bagaza (1976-1987), l'UPRONA, l'armée et toutes les autres institutions du pays furent épurées des élites hutu. Le successeur de Jean-Baptiste Bagaza, Pierre Buyoya, prit le pouvoir au moment où le contexte international commençait à changer<sup>77</sup>.

Les événements de Ntega et Marangara (1988) qui allaient plonger le pays dans un bain de sang similaire à celui des années antérieures furent une sorte de déclic dans le paysage politique; suite aux pressions extérieures, le président burundais, Pierre Buyoya, décida d'associer les Hutu au pouvoir suivant le principe de «fifty fifty». C'est cette nouvelle donne politique qui le poussa à initier la «Charte de l'unité», une sorte de plateforme qui devint être le programme électoral de l'UPRONA aux élections de juin 1993. Par surprise, l'UPRONA qui était au pouvoir depuis 1961 et le parti des Tutsi depuis 1966 fut évincé par un tout nouveau parti, le FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi) dirigé par Melchior Ndadaye et dominé par les Hutu comme lui. Cette victoire fut un tollé général ou une pilule amère à avaler au sein de la communauté Tutsi au Burundi et, surtout, au sein du FPR qui menait encore une lutte armée contre le pouvoir de Habyarimana au Rwanda et qui avait fait de Bujumbura la plaque tournante de sa guerre, à l'instar de Kampala. Dans ces conditions, Melchior Ndadaye et le pouvoir hutu au Burundi ne pouvaient pas durer. Ce président hutu élu qui venait d'être investi le 10 juillet 1993 fut tué le 21 octobre 1993 et son successeur, Cyprien Ntaryamira, connut le même sort avec le président rwandais Habyarimana lorsque leur avion, qui les ramenait d'une conférence-piège organisée à Dar-Es-Salaam (Tanzanie) par les présidents Mwinyi de la Tanzanie et Museveni de l'Ouganda fut abattu par un missile le soir du 6 avril 1994 au-dessus de l'aéroport de Kanombe, en pleine zone de contrôle de la MINUAR (Mission des Nations-Unies au Rwanda) avec un fort contingent belge<sup>78</sup>; l'assassinat de ces deux présidents hutu burundais avec la complicité non dissimulée de l'armée burundaise et du FPR et dont l'enquête est contrariée à ces jours par les maîtres du monde fut à la base de la recrudescence des affrontements Hutu-Tutsi et, dans la foulée, de la montée de la vague des rébellions armées Hutu. Pour achever le coup d'état d'octobre 1993 contre les institutions démocratiques, Pierre Buyoya reprit le pouvoir par la force en août 1996, soit à la veille de

---

<sup>76</sup> MANIRAKIZA, M., *La fin de la monarchie burundaise (1962-1966)*, Bruxelles, Le Mat de Misaine, 1990 et *Burundi. De la révolution au régionalisme (1966-1976)*, Bruxelles, Le Mat de Misaine, 1992.

<sup>77</sup> Au cours de trois premières décennies de l'indépendance, le régime politique du Burundi fut caractérisé par «la privatisation des institutions clés comme l'armée, le système judiciaire et l'éducation par des entités ethniques et régionales» (NDIKUMANA, L., «Institutional Failure and Ethnic Conflicts in Burundi», *African Studies Review*, vol. 41, n°1, April 1998, pp. 29-47) et s'est maintenu grâce à une politique d'exclusion et de répression. Le génocide des Hutu en 1972 fut le sommet de la tutsisation de l'Etat burundais.

<sup>78</sup> Dans moins de six mois, trois présidents hutu, un Chef d'Etat Major de l'armée rwandaise (Hutu) et plusieurs ministres furent tués par le leadership régional Tutsi avec la complicité d'une certaine communauté internationale.

l'agression de la RDC dont question ci-dessus. C'est lui qui entraîna le Burundi dans cette guerre aux côtés de l'Ouganda et du Rwanda au motif de vouloir y déloger les rebelles hutu burundais. En réalité, son retour au pouvoir s'inscrivait dans le plan d'invasion de la RDC en septembre/octobre 1996. La signature de l'accord de paix d'Arusha le 28 août 2000 mettait en principe fin à la guerre; les choses se sont accélérées avec la mise en place des institutions de transition le 1er novembre 2001. Le Tutsi Pierre Buyoya (UPRONA) dirigea le pays pendant les 18 premiers mois et le Hutu Domitien Ndayizeye (FRODEBU) pendant les 18 mois suivants. Les élections qui furent organisées en juillet et août 2005 consacrèrent la victoire du mouvement rebelle, le CNDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie)-FDD (Front pour la Défense de la Démocratie) dirigé par Pierre Nkurunziza et marquèrent la fin de la transition<sup>79</sup>. Son gouvernement fait face à une série de problèmes qui risquent de le faire tomber: insuffisance des moyens financiers pour l'exécution de son ambitieux programme national et ce, dans un contexte où les anciens dignitaires, réconfortés par l'amnistie, conservent une influence très grande dans le pays, surtout dans l'armée<sup>80</sup> et l'économie; la persistance du clivage et de la méfiance entre Hutu et Tutsi; les rivalités entre les anciens leaders rebelles hutu; l'inexpérience de bien d'hommes au pouvoir qui restent prisonniers de la mentalité du maquis et ont, en conséquence, du mal à devenir de vrais hommes d'Etat; la corruption toujours rampante; l'ombre du Rwanda qui n'a pas intérêt à ce que le modèle politique burundais basé sur le fait ethnique réussisse et, derrière cette ombre rwandaise, les rivalités délétères de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Rwanda, et de l'Afrique du Sud au Burundi; l'instabilité régionale, etc.

Cinq leçons sont à tirer de l'évolution des crises dans ces anciennes colonies belges

▷ Les trois pays ont choisi des voies différentes pour mettre fin aux dictatures qui se sont consolidées au temps de la guerre froide; mais, l'issue fut la même, à savoir l'installation de nouveaux régimes dictatoriaux issus des rébellions.

---

<sup>79</sup> Ce trajectoire historique et politique et les différentes méthodes utilisées par la junte militaire Tutsi du Burundi sont suffisamment documentés, KIRARANGANYA, B.F., *La vérité sur le Burundi*, Québec, Editions Naaman, 1985; HAKIZIMANA, D., *Burundi: le non-dit*, Genève, Editions Remesha, 1991; LEMARCHAND, R., *Burundi. Ethnocide as Discourse and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994; DELORME, O. et GAUD, M., «Chronologie politique du Burundi», *Afrique contemporaine*, n° 197, juillet-septembre 1996, pp. 63-78; NSANZE, *Le Burundi contemporain. L'Etat-nation en question (1956-2002)*, Paris, L'Harmattan, 2003.

<sup>80</sup> L'ancien président, Pierre Buyoya, qui est au centre des drames que le Burundi a connus depuis les massacres de Ntega-Marangara en 1988, reste toujours aux commandes de l'armée, pilier de l'hégémonie Tutsi depuis 1966, et très influent dans le pays pour trois raisons. (1) Il est le président d'une Fondation qui porte son nom et qui, financée gracieusement par la communauté internationale, travaillerait pour la promotion de la paix (sic). (2) Il a des alliés, ses anciens subordonnés ou hommes, à tous les postes clés de la nouvelle armée que les ex-FAP (Forces Armées Burundaises) sont en train de re-organiser en marge des accords d'Arusha. D'ailleurs, d'après beaucoup de témoignages crédibles et concordants, le gouvernement CNDD-FDD ne contrôle que la police et la sécurité. L'armée qui lui échappe continue à travailler avec l'armée rwandaise de Paul Kagame. (3) Il est un homme intouchable car, à l'instar de Yoweri Museveni (Ouganda) et Paul Kagame (Rwanda), il bénéficie du soutien inconditionnel de Washington dans tout ce qu'il fait.

- ▷ Au Burundi, le fait ethnique est accepté et le pouvoir organisé en conséquence, par contre, au Rwanda, il est nié pour masquer l'hégémonie de la minorité tutsi.
- ▷ La guerre du FPR au Rwanda (1990-1994) a été le prélude de la guerre en RDC et faisait partie du plan anglo-américain destiné à chasser ou, fragiliser, les Belges et Français et contrôler les richesses de ce vaste pays. Avec au bout de compte l'assassinat de quatre chefs d'Etat, trois Hutu (un du Rwanda et deux du Burundi) et un Luba/Katanga (RD Congo).
- ▷ La communauté internationale a aidé, comme elle le fit en Ouganda au début des années 80 avec le National Resistance Army/NRA de Yoweri Museveni, les rébellions à dominance Tutsi du Rwanda (FPR) et en RDC (AFDL et RCD) à obtenir des victoires militaires décisives, démanteler les institutions pré-existantes et les remplacer par les leurs<sup>81</sup>; ce qui n'a pas été le cas pour les rébellions Hutu du Burundi où les anciens dignitaires Tutsi autour de Pierre Buyoya restent les meneurs du jeu politique.
- ▷ La démocratie et la réconciliation nationale dans ces différents pays constituent le dernier des soucis dans les rivalités géostratégiques et géopolitiques car l'amnistie et donc l'impunité, érigées en dogme au nom de ces deux objectifs proclamés, ne sont ni plus ni moins qu'une prime de guerre; dans cette logique, la campagne pour les droits de l'homme est devenue un instrument idéologique au service de la domination néocoloniale.

#### -Anciennes colonies anglaises

- ◇ **Rhodésie du Sud/Zimbabwe.** Colonie anglaise depuis la fin du 19ème siècle, la Rhodésie du Sud a été le bastion des colons blancs qui ont établi une domination raciale basée sur la colonisation foncière et calquée sur le modèle sud-africain<sup>82</sup>. En effet, ces derniers ont acquis, par les armes et des lois coloniales, le gros, si pas la totalité, des terres arables au détriment des populations africaines: «In Rhodesia land has always been the determining factor in the relationship between the races. From the very beginning with the entry of the Pioneer Column from South Africa, European domination was established by the seizure and parcelling out of most of the country's land resources. The fate of the indigenous inhabitants- the Shona and the Ndebele- after their resistance was crushed in the rebellions of 1896-1897, was relegation to native reserves where poor and inadequate land remained a permanent source of grievance against their conquerors»<sup>83</sup>. Avec la montée des

---

<sup>81</sup> En tout cas, l'Est de la RDC est entre les mains du Rwanda et de l'Ouganda depuis novembre 1996. La situation n'a pas changé malgré l'entrée en vigueur de l'accord de paix dit Accord Global et Inclusif/AGI (Prétoria, 17 décembre 2002) et les élections en cours se déroulent dans ces conditions. L'appel de certains officiels occidentaux en faveur du maintien de la tutelle internationale en RDC après les élections, n'est-il pas une manœuvre destinée à couvrir et pérenniser l'occupation d'une grande partie du pays par ces armées étrangères?

<sup>82</sup> *Le racisme et l'apartheid en Afrique australe: Afrique du Sud et Namibie*, Paris, Unesco, 1974; *Le racisme et l'apartheid en Afrique australe: Rhodésie*, Paris, Unesco, 1976.

<sup>83</sup> WINRICH, E. «Review book, Land and Racial Domination in Rhodesia (by R. Palmer), Berkeley, University of California Press, 1977», *African Studies Association (ASA) Review*, 1979, pp. 54-55. En fait, la ségrégation raciale et

nationalismes anti-coloniaux dans les colonies de l'Asie et de l'Afrique au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Grande Bretagne a sponsorisé et téléguidé la création de la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland (autrement appelée Fédération de l'Afrique centrale) en 1953. Dans la vision anglaise, cette fédération qui englobait les trois colonies de la Rhodésie du Nord, la Rhodésie du Sud et du Nyassaland, avait un double objectif: mettre l'accent sur l'intégration économique de ces colonies réputées comme réservoirs du cuivre, du tabac et de la main-d'oeuvre respectivement, réunir ces anciens territoires conquis jadis par Cecil Rhodes au nom de la couronne britannique et ainsi faire le contre-poids économique et politique de l'Afrique du Sud dominée depuis 1948 par «les nationalistes Afrikaners hostiles aux intérêts britanniques»<sup>84</sup>. Dans un cas comme dans l'autre, la Grande Bretagne voulait retarder les aspirations des Africains à l'indépendance. Ceci n'est pas étonnant du fait que plus loin à Costermansville (actuelle ville de Bukavu au Kivu), les colons de l'Afrique du Sud, de deux Rhodésies, du Katanga et du Kivu, probablement avec ceux de la Province Orientale (Est de la RDC) signaient, au cours de la même année (1953), les statuts de la République du Capricorne qu'ils voulaient mettre en place. La Grande Bretagne a profité de cette nouvelle orientation politico-économique qui, en fait, favorisait les blancs, détenteurs du monopole de l'industrie et de l'agriculture, pour initier quelques projets de grande envergure. Le plus cité est la «construction du barrage hydro-électrique du lac Kariba en vue d'approvisionner les grandes villes en énergie»; la réalisation de ce projet, bien accueillie par les Blancs, a été un nouveau cauchemar pour les Africains qui ont vu leurs terres expropriées. Le mouvement nationaliste se radicalisa depuis cette époque. L'accession de la plupart des colonies africaines à l'indépendance en 1960 devait compromettre ce projet anglais. L'année 1962 fut marquée par deux événements de taille. Des élections générales furent organisées en Rhodésie du Sud. Le parti des Blancs, le Front Rhodésien, qui rejetait toute politique d'ouverture vis-à-vis des Noirs («refusal of multiracialism») les a gagnées: «In December 1962, however, a white majority opted to keep elites subservient, when those Africans have pressed for reform constitutionally, some persisting with multiracial demands»<sup>85</sup>. L'une des conséquences de l'issue de ces élections fut l'éclatement de la Fédération<sup>86</sup>; celle-ci fut consommée l'année suivante (1963) suite à la pression du Comité Spécial des Nations-Unies sur la décolonisation et ce, contre le gré de la Grande Bretagne. Alors que la Rhodésie du Nord et le Nyassaland devenaient indépendants en 1964 sous la direction de Kenneth Kaunda et Hastings Kamuzu Banda et prenaient les noms de la Zambie et du Malawi respectivement,

---

politique s'est accompagnée au fil des années, comme en Afrique du Sud, par une ségrégation foncière, FOUCHER, M., «De la Rhodésie au Zimbabwe ou le foncier comme héritage», *Politique africaine*, n° 21, mars 1986.

<sup>84</sup> [http://fr.wikipedia.org/F%3%A9d%ration\\_de\\_Rhod%C3%A9sie\\_et\\_du\\_Nyassaland](http://fr.wikipedia.org/F%3%A9d%ration_de_Rhod%C3%A9sie_et_du_Nyassaland).

<sup>85</sup> LEAVER, D., *Whites in Zimbabwe and Rhodesia: Hapana Mutsauko Here. Is it the same difference?* A Paper presented at the Southeastern Regional Seminar, University of Tennessee at Knoxville, 27-28 October 2000, p. 5.

<sup>86</sup> Pour plus de détails, voir BOYON, J., «Sur la Fédération des Rhodésies et du Nyassaland. A propos de cinq ouvrages parus récemment», *Revue Française de Science politique*, 2003 (?), pp. 1004-1008.

les Blancs de la Rhodésie du Sud décidèrent, quant à eux, «d'assurer la pérennité de la domination blanche», probablement avec l'accord tacite de la Grande Bretagne car le contrôle de l'armée de l'ex-fédération restait entre leurs mains. Ils franchirent un pas supplémentaire dans leur intransigence lorsqu'en 1965 et sous le leadership de Ian Smith, ils déclarèrent unilatéralement l'indépendance vis-à-vis de la Grande Bretagne et décidèrent de maintenir une administration coloniale et raciste. Ce coup de force, l'arrestation et l'emprisonnement réguliers des leaders noirs qui s'en suivirent (Robert Mugabe fut emprisonné de 1966 à 1975) entraînèrent l'affermissement de la lutte armée. Cette lutte engagée par les nationalistes africains, parmi lesquels figurait Robert Mugabe (Shona, leader du ZANU, African National Union) et l'accession de l'Angola et du Mozambique à l'indépendance en 1975 eurent des effets positifs. En 1979, les accords de Lancaster House furent signés: ils mettaient fin à la ségrégation raciale et envisageaient la réforme agraire dans le but d'ouvrir l'accès des africains aux terres qui, jusque là, étaient concentrées entre les mains des colons blancs. En 1980, le pays accéda à l'indépendance sous le nom de Zimbabwe avec Robert Mugabe comme président<sup>87</sup>.

L'accession du pays à l'indépendance signifiait la victoire des Noirs sur la suprématie blanche. Mais, le président Robert Mugabe a tenu à rassurer qu'il entendait gouverner dans l'intérêt de tous, Noirs et Blancs: «There is no intention on our part to use our majority to victimize the minority. We will ensure there is a place for everyone in this country. We want to ensure a sense of security for both winners and losers»<sup>88</sup>. C'est pourquoi, les relations entre le gouvernement et les planteurs blancs furent paisibles au départ. Elles se sont détériorées plus tard; parallèlement, le président Robert Mugabe écartait ses rivaux comme Ndabaningi Sithole, Léopold Takawira et Joshua Nkomo (matabélé, leader du ZAPU, Zimbabwe African Political Union)<sup>89</sup> et favorisait les Shona au détriment d'autres ethnies du pays. La situation s'est aggravée en 1997 consécutivement à une décision prise par le gouvernement pour reprendre les terres des mains des planteurs blancs et les rétrocéder à des Africains: «En 1997, nous avons commis l'impardonnable: exproprier en toute légalité 1.500 fermes appartenant à des blancs pour les mettre à la disposition des paysans sans terre. Et pourtant, avant 1997, le Zimbabwe était encore considéré par la presse britannique comme l'un des lions montants de l'Afrique. Mais, depuis 1997, on le présente comme un cas désespéré. Pourquoi? Le Zimbabwe a pris des mesures pour lancer une réforme agraire. Et à la demande du gouvernement légal du Congo, il a pris la

---

<sup>87</sup> Au sujet du régime de Ian Smith, lire PICHON, R., «Le drame rhodésien», *Idoc-France*, 1975, pp. 76-96; HOME, G., *From the Barrel of a Gun: The United States War Against Zimbabwe, 1965-1980*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001.

<sup>88</sup> Cité dans LEAVER, D., *op. cit.*, p.1.

<sup>89</sup> «Après leur défaite électorale en 1980, les Ndébélés (20% de la population contre 80% des Shonas) entrèrent en résistance dans leur fief du Matabeleland, dans le Sud. La répression est terrible», BOISBOUVIER, C., «Le cas Mugabe», *JAL/Intelligent*, n° 2309 du 10 au 16 avril 2005, p. 31.

défense de la République démocratique (et souveraine) du Congo, à l'instar d'autres alliés du SADC (South African Development Conference)... Le problème, c'est que notre intervention a contrecarré les plans de très puissants groupes d'intérêts<sup>90</sup>. Cette controverse autour de la gestion du dossier foncier montait d'un cran au moment où le raffermissement de son parti au détriment du ZAPU suscitait un mécontentement parmi les matabélés et autres ethnies du pays. Ce qui apporta l'eau au moulin fut la naissance d'un parti politique d'opposition, le Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC) de Morgan Tsangirai en 1999. Celui-ci fut vite accusé de collusion avec les planteurs blancs et «les principaux poids lourds de la politique britannique regroupés au sein du «Zimbabwe Democracy Trust» (fondé en 2000)<sup>91</sup> et traité comme tel. Depuis 1999, le président Robert Mugabe est en conflit ouvert avec ces derniers et le MDC<sup>92</sup>. Déclaré persona non grata par Washington et Londres<sup>93</sup> et isolé internationalement, Robert Mugabe continue à jouir du soutien en Afrique et en Chine et à renforcer ses réflexes sécuritaires. Conscient du soutien dont le MDC bénéficie auprès des populations citadines et fort de l'expérience des pays ex-membres de l'URSS (Géorgie, Ukraine, par exemple) et en Bosnie où la rue a eu raison des dictatures en place, Robert Mugabe a organisé «l'opération murambatsina»<sup>94</sup> (condamnée partout) qui consiste en la démolition des maisons à Harare et dans les grandes villes pour prévenir des révoltes éventuelles. En plus, une lutte acharnée s'est engagée au sein de son camp où les durs renforcent leurs grappes sur le parti et le gouvernement au détriment des modérés. Enfin, les accords de Lancaster House de 1979 refont surface avec le rebondissement de la question raciale. Pour faire face aux difficultés économiques sans précédent que connaît son pays suite à l'embargo et aux effets néfastes des expropriations des terres (départ de certains blancs et délocalisation de leurs entreprises et savoir faire, arrêt des exploitations agricoles), les autorités du Zimbabwe interviennent en RDC où elles participent au pillage international en cours<sup>95</sup> et ce, en complicité avec le gouvernement de Kinshasa (les Zimbabwéens constitueraient le gros de la garde rapprochée de Joseph Kabila).

---

<sup>90</sup> MUDENGE, S., *Pourquoi l'enfer en 1997?* Harare, le 26 février 2003 (?), pp. 1-2. Lire aussi ANKOMAH, B., «Zimbabwe: The Land has come back», *New African*, March 31, 2003; DRIMIE, S., «Les questions foncières en Afrique du Sud: Perspectives et mécanismes de la réforme foncière, 1994-2004», *Afrique contemporaine*, 2004, vol. 210, n°2, pp. 57-78.

<sup>91</sup> MUDENGE, S., *op.cit.*, p.1.

<sup>92</sup> LEBAS, A., «Une alliance qui se délite? Contrôle partisan et dynamiques internes dans la ZANU-PF (1999-2003)», *Politique africaine*, n° 93, mars 2004, pp. 105-124.

<sup>93</sup> Le Zimbabwe a dû se retirer du Commonwealth en décembre 2003, ZORGBIBE, C., «Le Commonwealth sans le Zimbabwe», <http://www.african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3664>.

<sup>94</sup> ICG, *Zimbabwe's Operation Murambatsina: The Tipping Point?* Africa Report n° 97, Brussels/Nairobi, 17 August, 2005.

<sup>95</sup> NEST, M., «Ambitions, Profits and Loss: Zimbabwe Economic Involvement in the Democratic Republic of the Congo», *African Affairs*, 2001, n° 100, pp. 469-490.

Aujourd'hui, Robert Mugabe est diabolisé à l'Ouest et dans certains milieux socio-politiques de son pays pour des raisons différentes. Nick Greenslade l'appelle un monstre<sup>96</sup>. Pour les britanniques, son éviction du pouvoir serait la seule solution pour «redresser les choses au Zimbabwe»<sup>97</sup>, c'est-à-dire mettre fin à la rétrocession des terres en cours. Ses opposants mettent en avant la démocratie pour accéder au pouvoir sans clairement dire comment ils vont gérer cette question foncière hautement politique et sensible. D'autres évoquent même la nécessité de l'intervention occidentale pour faire tomber son régime, étant donné que l'Afrique du Sud n'a pas encore cédé à la pression euro-américaine pour faire cette sale besogne. Au-delà de toute polémique au sujet la personnalité de l'actuel président zimbabwéen et de son bilan politique, il y a ceux qui recommandent de penser deux fois avant de lui lancer un anathème et de tenir compte de l'histoire du pays et de l'environnement régional et international hostile dans lequel il opère avant de porter un quelconque jugement: «The sound and fury of the campaign against the present government of Zimbabwe and President Mugabe in particular, is obscuring the long history of Zimbabwe and the present struggle for land on the part of the people of that country. It is part of the long struggle of all African countries against European colonialism...If effective land redistribution was to take place in Zimbabwe, the movement could spread to other African countries where the land is still in the hands of the European settlers who seized it during the colonial period. It is the case of the regional superpower, South Africa, which fears to contract the so-called Zimbabwean infection»<sup>98</sup>. Déjà, la pression se fait sentir de plus en plus fortement en Afrique du Sud en faveur d'une réforme foncière: «Patrick Mojapelo<sup>99</sup> (59) has waited five years for the South African government to return 30 farms stolen from his community by previous white governments in the 1930s. On Monday, he has told president Thabo Mbeki that he will wait no longer. We have been claiming [our land through the government's land restitution programme] since 1995 and so far we haven't even got one farm»<sup>100</sup>.

◇**Afrique du Sud**: On note une présence fort ancienne des Européens (Hollandais Boers, alias Afrikaners) depuis le 17ème siècle et des Anglais depuis le 19ème siècle. Ces derniers ont imposé leur domination aux Noirs<sup>101</sup> et aux Hollandais du Cap et du Natal à l'issue des guerres impitoyables. Plus tard, ce furent les Républiques Boers du Transvaal et

---

<sup>96</sup> GREENSLADE, N., «My Zimbabwe: How did Mugabe become such a monster», *Third World Traveler*, January 2003.

<sup>97</sup> MUDENGE, S., *op. cit.*, p. 1.

<sup>98</sup> «Zimbabwe background: campaign to smash Mugabe», *The Guardian*, March 6, 2002.

<sup>99</sup> «Mojapelo was one of more than 150 people- representing tens of thousands of families claiming land stolen before and during apartheid», OWEN, D., «Land reform in South Africa: Running out of time», *Inter Press Service (IPS)*, Johannesburg, 2000 (?)

<sup>100</sup> OWEN, D., *op.cit.*

<sup>101</sup> La guerre la plus connue est celle qui a opposé les Anglais aux Zulu en 1879, KNIGHT, I., *Brave Men's Blood: The Epic of the Zulu War 1879*, London, Greenhill, 1990.

de l'Orange (constituées à la suite du Grand Trek)<sup>102</sup> qui furent les dernières à tomber sous l'administration anglaise, surtout avec la découverte des gisements de diamant (1867) et d'or (1886). L'annexion de ces deux républiques à l'empire britannique intervint à l'issue de la guerre anglo-boer (1899-1902)<sup>103</sup>. Avec la Constitution de 1910, les Britanniques décidèrent de créer un dominion unissant les colonies du Cap et du Natal avec les anciennes républiques boer du Transvaal et de l'Orange. L'objectif était aussi de permettre aux Afrikaners (boers) de «s'insérer dans les circuits politiques et économiques sur l'ensemble des territoires de l'Afrique du Sud au sein d'une union contrôlée par la Grande Bretagne». Entre 1910 et 1948, les Afrikaners radicaux au sein du Parti National vont s'imposer et prendre le dessus sur l'alliance des Anglophones et Afrikaners modérés.

La victoire du Parti National en 1948 conduisit à l'instauration de l'apartheid, c'est-à-dire une politique de séparation raciale (1948-1959)<sup>104</sup> et à sa consolidation (1959-1966). C'est au cours de cette deuxième période que le pays prit le nom de la République Sud-africaine/RSA (1961), que fut consommée la rupture entre celle-ci et la Grande-Bretagne et que les grands nationalistes africains comme Nelson Mandela furent emprisonnés (il resta en prison pendant 27 ans)<sup>105</sup> en grand nombre. La période qui va de 1966 à 1989 (date de la démission du dur des durs premiers ministres, Pieter Botha<sup>106</sup> surnommé «the great crocodile»)<sup>107</sup> fut caractérisée par deux phénomènes: la radicalisation du nationalisme noir sud-africain, surtout depuis la naissance du mouvement de la Conscience noire sous la houlette de Steve/Stephen Bantu Biko<sup>108</sup> et la lutte sans merci du gouvernement minoritaire

---

<sup>102</sup> Le grand trek est «le nom donné à la migration des fermiers Boers de la colonie du Cap en Afrique du Sud vers les terres de l'intérieur dans les années 1835-1840; (il devint désormais) un événement central de l'histoire et l'identité Afrikaner, évoquant l'exode des Hébreux d'Égypte», [http://wikipedia.org/wiki/Grand\\_Trek](http://wikipedia.org/wiki/Grand_Trek).

<sup>103</sup> PRETORIUS, F. and TORALGE, G. (eds), *The Hall Handbook of the Anglo-Boer War, 1899-1902*, Pietermaritzburg, University of Natal Press, 1999.

<sup>104</sup> Cette politique s'est matérialisée par l'édiction et l'application d'une série des lois que voici: Amendment to The Prohibition of Mixed Marriages Act (1949), amendement to The Immorality Act (1950), The Population Registration Act (1950), The Suppression of Communism Act (1950), The Group Areas Act (1950), The Bantu Authorities Act (1951), The Prevention of Illegal Squatting Act (1951), The Native Building Workers Act and Native Services Levy (1951), The Reservation of Separate Amenities Act (1953), The Bantu Education Act (1953), The Bantu Urban Areas Act (1954), The Mines and Work Act (1956), The Promotion of Black Self-Government Act (1958) qui instaurait le système des bantustans ou homelands, The Bantu Investment Corporation Act (1959), and The Extension of University Education Act (1959). Pour en savoir plus sur le contenu et la portée de ces lois, lire MEREDITH, M., *In the name of apartheid: South Africa in the postwar period*, New York, Harper and Row, 1988.

<sup>105</sup> Pour rappel, Simon Kimbangu (en RDC) a fait plus de temps en prison que lui car, relégué de son Bas-Congo natal pour le Katanga en 1921, il y fut détenu jusqu'à sa mort en 1951, soit après 30 ans de vie carcérale.

<sup>106</sup> Il est mort le 11 novembre 2006 sans avoir reconnu la nouvelle Afrique du Sud.

<sup>107</sup> A la panoplie des lois raciales antérieures furent ajoutées The Physical Planning and Utilization of Resources Act (1967), The Black Homeland Citizenship Act (1970) and the The Afrikaans Medium Decree (1974).

<sup>108</sup> Il est mort dans une prison de Prétoria en 1977 «as a result of brain injuries». La philosophie de ce mouvement est que «les Noirs ne peuvent se libérer politiquement de l'apartheid que s'ils cessent de se sentir inférieurs aux blancs; ils ne doivent pas compter sur l'aide ou l'assistance des Blancs et doivent de ce fait se retirer de tout mouvement incluant

blanc contre ce dernier et ceux de l'ensemble de la région avec l'appui de Washington et de Tel-Aviv<sup>109</sup>. Dans ce cadre, l'Afrique du Sud de l'apartheid développa les armes biologiques: «La menace absolue (pour les noirs) provient d'une arme biologique mise au point dans les années 80 à Prétoria en Afrique du Sud, dans les laboratoires de Rootplaatz, par l'équipe du Dr Wouter Basson et qui n'agit qu'en présence de la mélanine qui est le pigment responsable de la coloration de la peau des Noirs. Elaborée grâce à des recherches financées par l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne, Israël, la Suisse et aussi le Vatican, c'est donc une arme qui ne tue que les hommes noirs et les métisses des Noirs. D'autres armes, encore plus redoutables, viennent d'être mises au point grâce au récent décodage du genome humain et concernent les outils de mort encore plus pointus, capables d'éliminer des groupes humains particuliers, par ciblage de gène spécifique responsable du codage de leurs caractéristiques propres, qu'il s'agisse d'une race, d'une sous-race, d'une ethnie ou d'une sous-ethnie. C'est ainsi que les nouvelles armes sont capables de distinguer, par exemple, un Arabe d'un Juif alors que tous deux sont des sémites. Ou bien un Slave d'un Italien alors que tous deux sont des Blancs européens»<sup>110</sup>. L'arrivée de Frederik De Kerk à la tête du Parti national et du gouvernement (1989) marqua un tournant dans l'histoire sud-africaine car son règne coïncida avec la libération de Nelson Mandela et aboutit à l'abolition de l'apartheid en 1994<sup>111</sup>.

---

des partenariats avec les Blancs. Ils doivent se libérer eux-mêmes faute de quoi l'idée selon laquelle les Noirs ne sont pas capables de prendre eux-mêmes leurs propres responsabilités va continuer d'être admise et répandue. Ce mouvement a pris de l'ampleur dans les années 70 lorsque la lutte de libération semblait s'essouffler et que beaucoup de leaders de l'ANC étaient en prison ou en exil», «Steve Biko (1946-1977)», <http://www.grioo.Com/info29.html>. Pour plus de détails, lire son biographe Donald Woods.

<sup>109</sup> LAURENCE, P., *Death Squads: Apartheid's Secret Weapons*, Penguin Forum Series, 1990. Selon Chris McGreal, l'alliance entre l'Afrique du Sud de l'apartheid et Israël n'a jamais été aussi forte qu'au cours de cette période, «Le pacte secret d'Israël avec l'Afrique du Sud de l'apartheid», *The Guardian*, February 7, 2006 (traduction par CAPJPO-EuorPalestine).

<sup>110</sup> KIMPELE, K., *Paradigme pour un nouvel ordre politique en République Démocratique du Congo*, Conférence, Bruxelles, 2003, p. 3. Ces propos d'un des journalistes congolais les plus avisés et les plus articulés ne relèvent pas du fantasme. Ils se basent sur des études qui existent. En voici quelques-unes: FRANCE, M.T., «L'affaire Wouter Basson. L'Afrique du Sud, ex-laboratoire secret de bio-terrorisme des démocraties», 28 octobre 2002, étude suivie de La collaboration Suisse aux expériences du docteur Basson» (<http://www.voltairenet.org/article8655.html>) et Dr la mort, enquête sur un bioterrorisme en Afrique du Sud, Paris, Favre Eds, 2002; L'HAIRE, S., «Suisse-Afrique du Sud: Les fréquentations douteuses des barbouzes helvétiques», *Une Suisse sans Armée*, hiver 2001, n°52, pp. 8-9; GOULD, C. and FOLB, P., Project Coast: Apartheid Chemical and Biological Warfare Programme, Institut des Nations-Unies pour la Recherche sur le Désarmement, Décembre 2002.

<sup>111</sup> BEINART, W. and DUBOW, S. (eds), *Segregation and Apartheid in South Africa*, London, Routledge, 1995; HERBST, J., «Analyzing Apartheid: How Accurate Were US Intelligence Estimates about South Africa, 1948-1994?», *African Affairs*, 2003, n° 102, pp. 81-107.

Depuis 1994, le Congrès National Africain (ANC) détient le pouvoir (Mandela, 1994-1999 et Thabo Mbeki, de 1999 à nos jours)<sup>112</sup>. L'Afrique du Sud post-apartheid qui, dans les discours officiels occidentaux, passe pour modèle de la démocratie et de la convivialité interraciale et interethnique en Afrique cache beaucoup de contradictions internes (continuation de l'hégémonie blanche<sup>113</sup>, percée économique d'une minorité des Noirs<sup>114</sup> alors le gros de la population continue à souffrir de la misère<sup>115</sup>, recrudescence de la criminalité à cause de l'aggravation de la pauvreté<sup>116</sup>). La percée de l'Afrique du Sud sur le continent est très visible: offensive politique et diplomatique<sup>117</sup>, militaire et économique en Afrique australe et centrale<sup>118</sup> par exemple. Dans cette démarche, ses rivalités avec

---

<sup>112</sup> Si le politique a bien fonctionné, les choses n'ont pas été aisées dans l'armée où l'intégration des combattants du CAN a posé énormément des problèmes, MARCHAL, R. et MESSIANT, C., *op.cit.*, pp.25, 29 et 35.

<sup>113</sup> SCHEFF, B., «The Afrikaners after Apartheid», *Current History*, May 1996, pp. 221; MARAIS, H., *South Africa: Limits to Change*, London, Zed, 1998; BOND, P., *Elite Transition: From Apartheid to Neoliberalism in South Africa*, London, Pluto, 2000; VIRCOULON, T., «La nouvelle Afrique du Sud: Une transformation à géométrie variable», *Etudes*, décembre 2004, pp. 585-600; «Apartheid et néolibéralisme en Afrique australe», in CHOSSUDOVSKY, M., *op.cit.*, pp. 137-141. L'auteur fait, dans les trois premiers paragraphes de son texte (pp. 237-238) ce témoignage bouleversant: «Forcés de renoncer à l'odieux régime qui les avait mis au ban des nations, les fermiers blancs sud-africains se redéplient en direction du Mozambique et de l'Angola. Fer de lance de la nouvelle puissance régionale, ils prétendent s'emparer des meilleures terres agricoles et mettent en danger, avec l'aide de la communauté internationale, la survie des communautés locales. Créer un couloir agroalimentaire de l'Angola au Mozambique, tel est le projet d'une organisation de la droite sud-africaine blanche, le Front de la liberté. Avec le soutien de la Chambre sud-africaine pour le développement de l'agriculture, la Sacada, l'agrobusiness afrikaner voudrait ainsi étendre sa mainmise sur les pays voisins en investissant massivement dans l'agriculture commerciale, l'industrie alimentaire et l'écotourisme. Objectif: mettre sur pied, au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, des exploitations agricoles gérées par des Blancs. Car ce couloir agroalimentaire n'est nullement destiné à satisfaire les besoins de la population locale-au contraire: des paysans perdront leurs terres et les petits propriétaires se transformeront en métayers ou en ouvriers agricoles travaillant pour le compte des Boers, propriétaires de grandes plantations...Paradoxalement, l'initiative commune de la Sacada et du Front de la Liberté bénéficie du soutien politique de l'ANC, notamment de la bénédiction du président Nelson Mandela».

<sup>114</sup> TERREBLANCHE, S., «La démocratie post-apartheid: un nouveau système élitiste?», *Afrique contemporaine*, 2004, vol. 210, n° 2, pp.25-34.

<sup>115</sup> Dans une brève chronique intitulée «Afrique du Sud ambiguë» (*Croissance*, n° 420, Novembre 1998, p. 50), Jean-François Bayart faisait ce constat quatre ans seulement après l'abolition de l'apartheid: «Une aggravation de la situation économique et sociale de l'Afrique du Sud peut la conduire à tourner le dos à ses voisins, à se fermer à leur émigration et à faire cavalier seul».

<sup>116</sup> MCKENDRICH, B. (editor), *People and Violence in South Africa*, Le Cap, Oxford University Press, 1990. Il y a quelques temps, Mgr Desmond Tutu disait sur le plateau de la BBC que, si on n'agit pas vite pour améliorer la situation, la misère généralisée dans son pays risque de conduire à une explosion populaire qu'il sera difficile à endiguer.

<sup>117</sup> KASENG, S.H., «L'Afrique du Sud et la sécurité sous-régionale des Grands Lacs», *Actualité et Droit International*, mars 2002; TAYLOR, I. and WILLIAMS, P., «South African Foreign Policy and the Great Lakes Crisis: African Renaissance Meets Vagabondage Politique?», *African Affairs*, 2001, n° 100, pp. 265-286.

<sup>118</sup> SIMON, D., «Trading Spaces: imagining and positioning the new South Africa within regional and global economies», *International Affairs*, 2001, vol. 77, n° 2, pp. 377-405. Et Hen Marais d'ajouter: «Le Congrès National Africain (CNA) s'est laissé aller à une politique de puissance... Par la diplomatie ou par les armes, l'Afrique du Sud a essayé d'exporter ce modèle (la recherche du compromis, la construction d'un consensus et l'intégration des ennemis d'hier dans un même système démocratique) au Mozambique, -avec succès- mais aussi vainement- à l'ex-Zaïre, au Nigéria, à

l'Angola et le Zimbabwe s'intensifient. Elle a l'avantage sur ses deux rivaux du fait du poids européen dans la société sud-africaine et de l'appui de Washington et de Londres qui en ont fait l'allié-clé dans leurs politiques de domination sur le continent.

#### ◇ SOA/Namibie

Le Sud-Ouest Africain (SOA) fut d'abord une colonie allemande depuis 1884. Le fait le plus marquant dans l'histoire pré-guerre de ce pays est le «génocide des Hereros» entre 1904 et 1908. Après la défaite de l'Allemagne au cours de la première guerre mondiale, il est devenu un territoire sous-mandat (placé sous l'administration de l'Afrique du Sud) ou un protectorat sud-africain (1918). Elle dut subir les soubresauts de l'histoire du racisme et du durcissement du système de l'apartheid en Afrique du Sud<sup>119</sup>. Comme partout ailleurs dans les territoires coloniaux, le système du mandat fut remis en question au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il s'agissait concrètement de la protestation des leaders africains (Hereros au premier plan) contre la politique sud-africaine. Cet élan nationaliste atteignit le point de non-retour avec la création, à la fin des années 1950, d'une série d'organisations socio-professionnelles et politiques dont les principaux étaient le Congrès populaire de l'Ovamboland et le South West Africa People's Organization (SWAPO). On y retrouvait des leaders qui allaient jouer, dans la suite, un rôle de premier plan dans le mouvement de libération comme, par exemple, Sam Nujoma. «En 1967, l'Assemblée générale des Nations-Unies proclame que le territoire (SOA) est désormais géré par un conseil pour le Sud-Ouest Africain pour le compte des Nations-Unies. Quelques semaines plus tard, le 26 août, un accrochage sérieux entre les militants du SWAPO et la police sud-africaine marque le début de la guérilla... En 1968, l'Assemblée générale de l'Onu vote la révocation du mandat sud-africain. La résolution de l'Assemblée générale resta sans effet car l'Afrique du Sud ne reconnaît pas la compétence de celle-ci (ni de l'ONU comme le successeur de la SDN)»<sup>120</sup>. Alors que l'Afrique du Sud renforçait sa colonisation et appliquait, à partir de 1970, la politique de ségrégation raciale comme à l'intérieur de ses frontières, la SWAPO qui s'était imposée comme le porte-étendard de la lutte contre le colonialisme sud-africain, s'engageait totalement dans la lutte armée, une option qui avait été levée en 1966, pour obtenir l'émancipation politique. Au début, la Zambie servait de point de départ des actions de guérilla menées sur le territoire namibien. Après l'indépendance de l'Angola en 1975, des bases du SWAPO furent installées au Sud de ce pays. Ainsi donc, la période qui va de 1970 à 1990 (date de l'indépendance) est caractérisée par les affrontements armés et meurtriers entre les combattants de la

---

l'Angola, et au Lesotho... Ironie de l'histoire, le principal reproche fait aux Sud-Africains, c'est qu'ils agiraient à la solde des Occidentaux», «Afrique du Sud: Conversion musclée à la Realpolitik», *Le Monde diplomatique*, Mars 199, p. 11.

<sup>119</sup> Le racisme et l'apartheid en Afrique australe: Afrique du Sud et Namibie, Paris, Unesco, 1976.

<sup>120</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_la\\_Namibie](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_la_Namibie).

SWAPO et les éléments de l'armée sud-africaine<sup>121</sup> et les ballets diplomatiques dans lesquels l'ONU a joué le rôle de pivot. La Namibie post-indépendante (capitale: Windhoek) est relativement calme et le premier président, Sam Nujoma, s'est retiré à la veille des élections de 2005 après deux mandats successifs. Celles-ci furent remportées par son parti et son dauphin Hifikepunye. Toutefois, Sam Nujoma est resté le chef du parti; en imposant en quelque sorte son successeur et en contrôlant le parti au pouvoir, il tenait à maintenir sa mainmise sur la conduite des affaires du pays<sup>122</sup>.

La Namibie entretient des relations pacifiques avec ses voisins, à l'exception de quelques disputes qui, au lendemain de son accession à l'indépendance en 1990, l'ont opposé au Botswana et à l'Afrique du Sud, par exemple, et qui ont été vite résolues: l'affaire de l'île de Kasikili/Seduku pour le premier cas<sup>123</sup> et l'affaire de la baie de Walvis pour le deuxième cas<sup>124</sup>. Son intervention en RDC pour appuyer le gouvernement central de Laurent-Désiré Kabila à côté de l'Angola et du Zimbabwe, était dictée par des affinités plutôt idéologiques de Sam Nujoma avec ce dernier que par des calculs économiques et géostratégiques comme ces deux derniers pays. Il a été le premier pays à retirer ses troupes (2.000 éléments au total) de la RDC après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila (septembre 2001)<sup>125</sup> et suite à la pression qu'exerçait Washington sur les pays alliés de Kinshasa, ceux appelés «pays invités» dans les accords de Lusaka.

#### ◊ Cas de relative stabilité

##### ● Rhodésie du Nord/Zambie

Ex-colonie anglaise<sup>126</sup> et ex-membre de la fédération des Rhodésies et du Nyassaland, la Rhodésie du Nord a accédé, comme dit plus haut, à l'indépendance en 1964 sous le nom de la

---

<sup>121</sup> AICARDI DE SAINT-PAUL, M., *Namibie: un siècle d'histoire*, Paris, Albatros, 1984; LEYS, S., (ed.), *Namibia's Liberation Struggle: The Two-Edged Sword*, London, James Currey, 1995.

<sup>122</sup> MELBER, H. (ed.), *Re-examining Liberation in Namibia. Political Culture since Independence*, Uppsala, Afrikainstitutet, 2003.

<sup>123</sup> *Arrêt de la Cour Internationale de Justice dans l'affaire de l'île de Kasikili/Seduku (Botswana/Namibie)*, La Haye, le 13 décembre 1999.

<sup>124</sup> BERAT, L., *Walvis Bay: Decolonization and International Law*, New Haven, Yale University Press, 1990; DIERKS, K., «Namibia's Walvis Bay Issue: Origin and Rise of a Colonial Dispute (1992)», <http://www.klausdierks.com/Walvis%20Bay/index.html>; «South Africa-Namibia Walvis Bay Dispute (1990-1994)», <http://www.onwar.com/aced/nation/sat/southafrica/fnamibia1990.htm>. A la fin, le contrôle de cette baie revint à la Namibie alors que l'Afrique du Sud le maintint sur l'enclave de Windhoek.

<sup>125</sup> «RD Congo: Retrait des troupes étrangères», *Afrique-Express*, n° 256 du 2 octobre 2002.

<sup>126</sup> C'est en 1890 que le pays fut placé sous l'administration de la British South Africa Company (SABC) de Cecil Rhodes; celle-ci fut remplacée par le protectorat britannique en 1923.

Zambie. Depuis lors, il a connu trois présidents: Kenneth Kaunda (1964-1991)<sup>127</sup>, Frederick Chiluba (1991-2002)<sup>128</sup>, et Levy Mwanawasa<sup>129</sup> (de 2002 à nos jours). Autrefois point le plus avancé de l'empire britannique en Afrique centrale<sup>130</sup>, elle devint plus tard, à côté de la Tanzanie, l'un des pays de ligne de front qui ont le plus longtemps (durant tout le règne de Kenneth Kaunda pratiquement) appuyé les mouvements de libération en Afrique australe (CNA et SWAPO surtout): «Dans les années 70, la Zambie fut la base arrière des mouvements de libération et de guérillas de la Rhodésie du Sud, de la Namibie et de l'Afrique du Sud» et joua un rôle de premier plan au niveau de la diplomatie. En retour, elle a dû payer cher toutes ces guerres qui se déroulaient près de ses frontières en Afrique australe et en RDC: ses trafics vers le Sud et la RDC furent interrompus<sup>131</sup> ou, tout au moins, fortement perturbés, il a accueilli un nombre impressionnant des réfugiés alors que le soutien des mouvements de libération greffait son économie très fragile (elle reposait sur le cuivre). En plus, la chute des prix du cuivre et la sécheresse des années 80 sont venues aggraver la situation socio-économique qui créa les conditions propices à la chute de Kenneth Kaunda en 1991. La Zambie fait partie du Copperbelt; de ce fait, elle est très impliquée dans ce qui se passe au Sud-Est de la RDC (Katanga) où, par surcroît, résident des populations frères à celles de sa partie Nord (ex. Bemba). Sa capitale, Lusaka, est connue pour avoir abrité les négociations entre la SWAPO et le régime de l'apartheid (1984)<sup>132</sup>, le MPLA et l'UNITA en 1994 d'une part, le gouvernement de Kinshasa et les rebelles pro-Rwanda et pro-Ouganda (1999)<sup>133</sup> d'autre part<sup>134</sup>.

#### ●Nyassaland/Malawi

Colonie anglaise depuis 1889 et membre de la fédération des Rhodésies et du Nyassaland (1953-1963), le Nyassaland accéda à l'indépendance en 1964 sous le nom du Malawi (capitale: Lilongwe)<sup>135</sup>. Celle-ci était le résultat de l'opposition à la fédération menée par le Pro-Independence Nyassaland African Congress (NAC) que dirigeait Hastings Kamuzu Banda.

---

<sup>127</sup> Il était à la tête de l'United National Independence Party (UNIP), un parti politique créé en 1958 et dont la devise était «One Zambia, One Nation».

<sup>128</sup> Syndicaliste et président d'un parti politique d'opposition dénommé Movement for Multiparty Democracy (MMD), Frederick Chiluba remporta les élections de 1991. Avec cette victoire de l'opposition, s'amorçait une alternance politique après 17 ans de la domination de Kenneth Kaunda et de l'UNIP dans le paysage politique du pays.

<sup>129</sup> Il venait de remplacer, à la tête du MMD, Frederick Chiluba qui, après un deuxième mandat, ne pouvait plus être candidat.

<sup>130</sup> Sous la bannière de Cecil Rhodes d'où vient le nom de la Rhodésie, la Grande Bretagne voulait établir une liaison entre le Cap et le Caire; ses ambitions ont été contrariées par le deuxième souverain belge, le roi Léopold II, qui s'est taillé un vaste empire en Afrique centrale, à savoir la RDC.

<sup>131</sup> Seule la Tanzanie est restée longtemps la voie de sortie.

<sup>132</sup> DIENER, I., «Quel avenir pour la Namibie après Lusaka?», *Politique africaine*, 1986 (?), pp.29-35.

<sup>133</sup> WILLAME, J.C., *L'accord de Lusaka. Chronique d'une négociation internationale*, Tervuren, Cedef, 2003.

<sup>134</sup> Sur une vue d'ensemble, lire DALOZ, J.P. et CHILESHE, J.D., *La Zambie contemporaine*, Paris, Karthala, 1996.

<sup>135</sup> Pour plus de détails sur l'histoire de ce pays avant et après l'indépendance et d'autres données utiles à sa meilleure connaissance, lire *Historical Dictionary of Malawi*, Scarecrow Press, 2001.

C'est qui, à la tête du Malawi Congress Party (MCP), dirigea le pays de 1964 jusqu'en 1994, année au cours de laquelle des élections portèrent au pouvoir Bakili Muluzi, un homme d'affaire et chef d'un parti d'opposition, dénommé The United Democratic Front (UDF)<sup>136</sup>. A ce dernier succéda, en 2004, Bingu wa Mutharika, un membre du même parti dont il resta cependant le chef<sup>137</sup>. En dehors des problèmes internes, le Malawi n'a pas beaucoup fait parler de lui depuis l'indépendance.

#### • Le Bechuanaland/Botswana

Ancienne colonie britannique depuis 1885 et enclavé en Afrique du Sud, le Bechuanaland est devenu indépendant en 1966 sous le nom de Botswana (capitale: Gaborone). Depuis lors, c'est l'un des pays les plus stables et les plus relativement prospères (dividendes et résultat de la bonne gestion de la production du diamant, du bétail et du tourisme)<sup>138</sup> du continent; mais, il est souvent frappé de plein fouet par le désert du Kalahari. Contrairement aux autres pays, il est toujours dirigé par un même parti politique, le Botswana Democratic Party (BDP): Seretse Khama (1966-1980), Masire Ketumile (1980-1998), Festus Mogae (de 1998 à nos jours)<sup>139</sup>. Il s'est frotté à la Namibie au sujet du «partage des eaux du delta intérieur de l'Okavango»; mais, à la faveur d'un arrêt de la Cour Internationale de Justice de 1999, il a eu gain de cause dans ce contentieux territorial.

#### • Lesotho

Territoire entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho (capitale: Maseru) est un royaume. Appelé Basutoland anciennement sous la colonisation anglaise, il est devenu indépendant en 1966 dans le cadre du Commonwealth. Politiquement, il était un protectorat britannique depuis 1871. D'après la loi de l'Union sud-africaine de 1910, il devait être intégré dans l'Afrique du Sud. Les leaders de ce territoire refusèrent cette annexion forcée et celui-ci conserva ainsi son autonomie. A son indépendance, il devint une monarchie constitutionnelle avec Moshoeshe II des Sothos comme chef suprême. Mais, le multipartisme qui était effectif depuis 1960 et la démocratie furent souvent compromis: l'autoritarisme des monarques a entraîné l'intervention militaire. En 1986, il fut renversé par un coup d'état militaire. Un

---

<sup>136</sup> Il semble que ce sont «la récession économique et l'afflux des réfugiés mozambicains qui contribuèrent à déstabiliser le président Banda (qui s'était déjà proclamé président à vie)».

<sup>137</sup> «Winning elections, losing legitimacy: multipartyism and the neopatrimonial state in Malawi», in M. COWEN and L. LAAKSO (editors), *Multiparty Elections in Africa*, Oxford, James Currey, 2001, pp.172-186.

<sup>138</sup> DUNCAN, T., JEFFERIS, K. et MOLUTSI, P., «Botswana: développement social dans une économie riche en ressources», [http://www.unicef-icdc.org/research/ESP/OA1\\_files/Botswana.pdf](http://www.unicef-icdc.org/research/ESP/OA1_files/Botswana.pdf), MMOPELWA, G. and BLIGNANT, J.N., «The Okavango Delta: The Value of tourism», *South African Journal of Economic and Management Studies*, 2006, vol. 9, n°1, pp. 113-127.

<sup>139</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Botswana>; BENNETT, B. (editor), *Essays on Twentieth Century Botswana History*, Pula, Botswana Journal of African Studies, 1999, vol. 13, nos 1-2 special issue.

deuxième coup d'état intervint en 1991. Mais, à l'opposé de celles qui furent destituées, les nouvelles autorités militaires ont libéralisé la vie politique et permis aux partis d'opposition d'émerger. Les élections qu'elles ont organisées en 1993 et qui ont vu la victoire de Ntsu Mokhehle, chef du parti d'opposition, le Basutoland Congress Party (BCP), ouvrirent une crise politique entre celui-ci et les leaders du Basutoland National Party (BNP) et le pouvoir royal. Il a fallu l'intervention de certains pays voisins, notamment l'Afrique du Sud dont le minuscule pays dépend économiquement, pour que les choses reviennent à la normale. C'est en 1995 que le pouvoir royal fut remis en place et que le roi dirigea une monarchie plutôt parlementaire. La composition ethnique et démographique est similaire à celle des pays de la région, Afrique du Sud, Botswana, Namibie et Zimbabwe (Sothos- majoritaires- Zoulous, Xhosas, et Afrikaners, ces derniers constituant le groupe le plus minoritaire); mais, le Lesotho partage avec l'Afrique du Sud des composantes chinoise et indienne issues des «vagues d'immigration causées par les politiques britanniques en matière de main d'œuvre»<sup>140</sup>.

#### • Swaziland

Le Swaziland (capitale: Mbabane), du nom de la tribu swazi, présente les mêmes traits que le Lesotho. Trop petit, enclavé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, protectorat anglais dès le lendemain de la guerre anglo-boer (1899-1902), il accéda à l'indépendance en 1968 en tant que monarchie. Le monarque (Sobhuza II, 1968-1986; Mswati III, de 1986 à nos jours) a des pouvoirs très étendus, car il nomme le premier ministre et un certain nombre de parlementaires: «il (Mswati III) gouverne et s'oppose à l'instauration de la démocratie (même s'il) a restauré le parlement que son père avait dissout»<sup>141</sup>. Il dirige une monarchie absolue qui a été proclamée officiellement en 1973. Ainsi, «since then (independence date), Swaziland has seen a struggle between pro-democracy activists and the totalitarian monarchy»<sup>142</sup>. A l'opposé du Lesotho, l'armée ne s'est jamais mêlée de la politique. Son économie qui repose sur la canne à sucre, le bétail, le diamant, l'or, et la cassitérite est souvent mise en mal par la sécheresse. La longue guerre du Mozambique voisin a eu aussi des effets dévastateurs, tout au moins durant les années 80<sup>143</sup>.

#### ■ Anciennes colonies portugaises

##### ◇ Mozambique:

---

<sup>140</sup> «Royaume du Lesotho», <http://www.tfq.ulaval.ca/axl/afrique/lesotho.htm>; GILL, S., *A Short History of Lesotho*, Morija (Lesotho) Museum and Archives, 1993.

<sup>141</sup> [http://www.arikah.com/encyclopedie-française/Mswati\\_III](http://www.arikah.com/encyclopedie-française/Mswati_III). Il mène une vie fastueuse et scandaleuse; il semble qu'en 2005, il avait 12 femmes dont certaines avaient moins de 25 ans.

<sup>142</sup> <http://en.wikipedia.org/wiki/Swaziland>.

<sup>143</sup> Pour savoir plus sur ce petit royaume, lire ALIETTE DE COQUEREAUMONT, G., *Le royaume de Swaziland: Un Etat dans l'Afrique du Sud*, Paris, L'Harmattan, 2000.

En application du traité de Tordesillas de 1494 et suite à la première expédition de Vasco de Gama dans la région (1498), le Portugal a établi quelques comptoirs commerciaux sur les côtes africaines australes de l'Océan atlantique et de l'Océan indien dès le 16ème siècle<sup>144</sup> et à partir desquelles il se livra au trafic de l'ivoire et à la traite des noirs en direction des Amériques, de l'Arabie Saoudite et de l'Empire ottoman. Au 19ème siècle, le commerce était devenu si florissant que «commence à se mettre en place un système de grandes propriétés terriennes («prazos»abolies en 1929) que les Européens font cultiver par des paysans locaux maintenus dans un état de servage»<sup>145</sup>. Dès la Conférence Internationale de Berlin en 1885, l'histoire du Mozambique a suivi le même trajectoire que les autres Etats africains: «Le cas mozambicain n'a rien d'exceptionnel, son origine est, grosso modo, la même que celle des autres Etats du continent noir: mis à part les infimes points où les cinq siècles de colonisation ont quelques sens («terras firmes»), il s'agit de la ruée vers l'occupation effective des territoires par les colonisateurs après le Congrès de Berlin (1884-1885)... Le Portugal se lança alors dans les guerres grises de conquêtes réelles... La conquête militaire précéda l'implantation des compagnies à charte: celles-ci ne virent le jour qu'après 1891, date à laquelle le Portugal ratifia les clauses de Berlin»<sup>146</sup>. Le Mozambique instaura donc le système des compagnies plus tard qu'ailleurs (Compagnie du Mozambique<sup>147</sup>, Compagnie du Niassa, Compagnie du Zambèze, etc.), mais le maintint aussi beaucoup plus longtemps (de 1891 à 1929-1940)»<sup>148</sup>. Ces compagnies privées contrôlaient la grande partie du pays (elles y exerçaient une souveraineté effective), l'autorité de l'Etat portugais ne s'exerçant que sur une infime partie. Mais, l'objectif de leurs exploitations coloniale était le même, «l'enrichissement de la métropole portugaise et des colons européens, (souvent au détriment) du développement des infrastructures et de l'équipement du pays»<sup>149</sup>. C'est en 1942 que le gouvernement portugais a repris le contrôle de tout le territoire: «En mauvaise posture économiquement, le Portugal chercha donc à renforcer

---

<sup>144</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique). Le nom de Mozambique serait une transformation portugaise (Moçambique) du nom du sultan, Mussa Mbiki, qui contrôlait cette région (d'implantation indienne et arabe fort ancienne) avec qui Vasco de Gama a noué les premiers contacts en 1498 et conclu, dans ses voyages ultérieurs, des traités.

<sup>145</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

<sup>146</sup> «Si le Portugal ne ratifia définitivement les clauses du Congrès de Berlin que le 11 janvier 1891, c'est parce que ce fut seulement à cette date que lui-même et l'Angleterre, après de difficiles pourparlers diplomatiques, se mirent définitivement d'accord sur le tracé des frontières» (CAHEN, M., *Mozambique: Histoire géopolitique d'un pays sans nation*, Bordeaux, CNRS-CEAN, 2003, p. 21). L'une des raisons de ces difficultés est que le Portugal voulait un territoire continu entre l'Océan atlantique et l'Océan Indien alors que, pour sa part, la Grande Bretagne rêvait de prendre pied en Afrique centrale à défaut de relier le Cap au Caire, projet cher aux hommes politiques et d'affaires anglais de l'époque. Suite aux pressions militaires anglaises, le Portugal a dû abandonner ses prétentions.

<sup>147</sup> Basée à Beira, cette compagnie était «en fait financée et contrôlée par les Britanniques. (Elle) établit des lignes de chemin de fer vers les villes environnantes, qui permettent de fournir de la main-d'œuvre bon marché et souvent forcée aux colonies britanniques voisines et à l'Afrique du Sud», [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

<sup>148</sup> CAHEN, M., *op.cit.*, pp. 213-224 .

<sup>149</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

sa présence par des moyens politiques. Ce fut la grande tâche et une réussite assez nette de l'Etat nouveau («Estado Novo»), avec un moment important en 1942 quand tout le territoire de la Province repassa définitivement sous l'autorité directe de l'Etat: la Compagnie du Mozambique devenait un puissant, mais classique groupe capitaliste»<sup>150</sup>. Alors qu'ailleurs l'on amorçait un virage politique vers l'autodétermination des colonies au sortir de la seconde guerre mondiale, le Portugal, sous le régime du dictateur Salazar (au pouvoir depuis 1926), renforça l'exploitation: «il continue de considérer le Mozambique et ses autres possessions africaines comme des provinces du pays, et l'émigration de métropolitains continue de plus belle (ils étaient 250.000 à l'indépendance en 1975)»<sup>151</sup>. L'armée et l'Eglise catholique furent le bras de fer de cette administration. En effet, c'est par le concordat de 1940 que l'Eglise avait été totalement intégrée à l'Etat; depuis lors, «il (le gouvernement portugais) fit largement appel à des missionnaires étrangers, espagnols et italiens notamment. Ce concordat ne devait être dénoncé par le Vatican qu'à l'extrême fin de la période (1974), contre l'avis de l'Eglise portugaise»<sup>152</sup>. L'administration coloniale portugaise a dû collaborer avec des chefs africains après avoir tenté de les affaiblir au départ: [Pendant une première période- jusqu'aux années 1930- le Portugal chercha à détruire l'organisation africaine en manipulant les chefferies, en les divisant en plusieurs unités réduites, en imposant des candidats de son choix... Mais, cette politique fut largement inefficace... Par ailleurs toute directe qu'elle était, l'administration portugaise ne pouvait rien sans la collaboration des chefs africains: que pouvait faire un «chef de posto» avec six «cipayes» indigènes armés de fusils d'avant la première guerre mondiale face à des dizaines des milliers d'habitants? Ou un chef africain sans prestige, illégitime, ou un territoire trop réduit, n'avait pas la force nécessaire à l'accomplissement des tâches que lui confiait le colonisateur. Dès les années quarante le processus s'inversa, avec la ré-intronisation des chefs légitimes, la concentration des chefferies («regulados et regedorias») en unités plus vastes et, à l'extrême fin de la période, la salarisation croissante des chefs. Néanmoins, cette relative remontée en puissance des chefs allait de pair avec leur compromission dans le recrutement pour le travail force, puis à l'essor économique moderne, de l'urbanisation, et l'apparition d'Africains scolarisés pouvant contester leur prééminence... Jamais ces chefs-à quelques rares exceptions près- n'avaient pu recréer une puissance politique dangereuse, et encore moins fondée sur une conscience identitaire ethnique... Mais, ils ne pouvaient être dans un cas comme dans l'autre que le point d'articulation entre l'appareil d'Etat colonial et la société africaine, la «surface de contact» de l'Etat portugais sur la population noire]<sup>153</sup>. Dans ce contexte colonial où «la masse africaine n'est qu'une masse informe (et) sans organisation»<sup>154</sup>, le nationalisme africain a pris du temps pour émerger et se consolider. Celui-ci est devenu de

---

<sup>150</sup> CAHEN, M., *op. cit.*, p. 219. En d'autres termes, «l'arme politique est utilisée afin de pallier la faiblesse économique».

<sup>151</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

<sup>152</sup> CAHEN, M., *op. cit.*, p. 221.

<sup>153</sup> CAHEN, M., *op. cit.*, p. 223.

<sup>154</sup> CAHEN, M., *op. cit.*, p. 224.

plus en plus évident au lendemain des indépendances africaines en 1960 et ce sont les lettrés des villes, comme Lorenço-Marques et Inhambane, qui commencèrent à manifester des velléités anti-coloniales<sup>155</sup>. Il semble que ces derniers se recrutèrent principalement parmi les populations shona<sup>156</sup>. C'est en 1962 que «plusieurs groupes anti-coloniaux dont le chef de file était Eduardo Mondlane fondent le FRELIMO) (Front de Libération du Mozambique) qui s'engage dans une lutte armée à partir de septembre 1964»<sup>157</sup>. Le déclic fut le retour à la démocratie au Portugal en avril 1974. Dans moins d'une année, le mouvement indépendantiste avait accéléré, probablement avec l'appui de l'Union soviétique, la pression et contraint la reddition portugaise. Ainsi, en 1975, le Mozambique (capitale: Lorenço Marquès devenue plus tard Maputo) accéda à l'indépendance avec Samora Machel comme premier président; celui-ci avait succédé à Eduardo Mondlane à la tête du FRELIMO après son assassinat en 1969<sup>158</sup>.

Aussitôt s'installa un régime marxiste-léniniste qui embrassa l'économie dirigée et utilisa extensivement l'appareil militaire et la force policière d'intervention rapide pour cette fin. Les colons portugais durent quitter le pays soit en fuyant, soit en répondant au mot d'ordre de Lisbonne et laissant derrière un pays économiquement ruiné par 11 années de guerre de libération et de contre-libération. Le renforcement des liens entre le gouvernement du FRELIMO et le régime soviétique fut, en partie, la cause de la naissance d'un mouvement anticommuniste, la RENAMO (Résistance Nationale du Mozambique); née dans le cadre de la guerre froide, celle-ci fut appuyée financièrement, militairement, politiquement et diplomatiquement par Washington, le régime de l'apartheid à Prétoria et le régime blanc de la Rhodésie du Sud. Le Mozambique entra, dès sa naissance en tant qu'un Etat indépendant, dans une guerre civile dont l'issue dépendait largement de l'évolution politique interne à l'Afrique du Sud. L'accord de Nkomati de 1986 «prévoyait l'arrêt de l'aide du Mozambique au Congrès National Africain en échange de la fin du soutien sud-africain à la RENAMO»<sup>159</sup>. Cet accord ne semble pas avoir été appliqué; la guerre dut se poursuivre et, pire, le président mozambicain, Samora Machel, fut tué par les services secrets sud-africains lorsqu'ils abattirent l'avion qui le transportait non loin de la frontière mozambico-sud-africaine en 1986. Il fut succédé à la tête du pays par celui qui était à l'époque son ministre des Affaires étrangères, Joachim Chissano. L'effondrement des dictatures en Europe de l'Est, l'arrivée de Frederick de Klerk au pouvoir et la légalisation du Congrès National Africain en Afrique du Sud permirent à la guerre du Mozambique de prendre un tournant décisif et facilitèrent la mission de bons offices de Sint Egidio qui parraina les négociations de paix entre le FRELIMO et la RENAMO. L'accord de paix fut signé à Rome le 4 octobre 1992 par Joachim Chissano (pour le FRELIMO) et

---

<sup>155</sup> Sur le mouvement de libération, lire MONDLANE, E., *Mozambique: de la colonisation portugaise à la libération nationale*, Prais, Harmattan, 2000.

<sup>156</sup> CAHEN, M., *op.cit.*, p. 236.

<sup>157</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

<sup>158</sup> GANSER, D., *op. cit.*, p. 119.

<sup>159</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_du\\_Mozambique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Mozambique).

Afonso Dhlakama (pour la RENAMO). Une force de maintien de la paix (l'ONUMOZ)<sup>160</sup> fut envoyée dans le pays pour suivre l'application de cet accord. Sa tâche ne fut pas difficile et ses derniers contingents quittèrent le pays en 1995. Depuis lors, le Mozambique est toujours dirigé par le FRELIMO qui a gagné les élections à deux reprises (1994 et 2001). C'est le remplaçant de Joachim Chissano à la tête du FRELIMO, Armando Guebuza, à la veille des dernières élections, qui les remporta et devint le troisième président du Mozambique indépendant. En dehors des catastrophes naturelles, notamment le cyclone et l'inondation qui a ravagé et endeuillé le pays en 2000, celui-ci poursuit sa reconstruction post-conflit dans le calme et la stabilité. Ce succès est dû à une série des causes: la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, l'hostilité générale des anciens combattants de deux camps vis-à-vis de la guerre (avec comme conséquence le succès du désarmement et de la démobilisation), la faiblesse politique de la RENAMO qui la contraint à se soumettre au verdict des urnes et, du côté du parti au pouvoir, l'abandon du marxisme-léninisme et le choix du compromis parmi les élites, les principales communautés et régions du pays: «Le rapport de l'armée au pouvoir est basé sur la permanence des vieilles élites qui ont conduit la lutte de libération et sur un partage du gâteau national inscrit en quelque sorte dans l'histoire du parti-Etat FRELIMO: les élites makonde règnent sur la chose militaire puisque leur communauté a fourni l'essentiel des combattants au moment de la lutte de libération; le Sud fournit les cadres politiques et la fonction publique civile»<sup>161</sup>.

◇ **Angola:** Comme au Mozambique la présence portugaise en Angola remonte à la fin du 15ème siècle. Depuis cette période jusqu'au 19ème siècle, notamment la date de l'abolition de la traite des Noirs en Angola en 1858, le Portugal s'est adonné au commerce basé essentiellement sur l'esclavage; cette région alimentait donc le commerce triangulaire ou la traite trans-atlantique: «on estime qu'à la fin du 19ème siècle entre 3 et 4 millions de personnes ont été déportées. L'ampleur de la traite en Angola et la nature du régime colonial expliquent le faible peuplement du pays»<sup>162</sup>. Ce fut une longue période de guerre et de pillage dans lesquels participèrent les Portugais, les commerçants métis («pombeiros») et africains (Ovimbundu et Djaga principalement)<sup>163</sup>. En plus, le Portugal favorisa la christianisation du royaume Kongo dont la capitale Mbanza Kongo (baptisée Sao Salvador) était située au Nord du pays. Après 1858, il s'orientait vers la consolidation d'une vraie colonisation; ainsi, «Lisbon spent the last part of the nineteenth century engaged in wars against the African kingdoms that it had not yet conquered and in consolidating its hold on territories awarded to it at the Berlin Conference of 1884 during the so-called scramble for Africa»<sup>164</sup>. Dès lors, beaucoup de Portugais émigrèrent vers l'Angola

---

<sup>160</sup> Au sujet des enjeux politiques et militaires de cet accord et de son application, lire MESSIANT, C., «La paix au Mozambique: un succès de l'ONU», in MARCHAL, R. et MESSIANT, C., *op. cit.*, pp. 48-105.

<sup>161</sup> MARCHAL, R. et MESSIANT, C., *op. cit.*, p. 19.

<sup>162</sup> [http://fr.encyarta.msn.com/encyclopedia\\_761571092\\_2/Angola.html](http://fr.encyarta.msn.com/encyclopedia_761571092_2/Angola.html).

<sup>163</sup> [http://fr.encyarta.msn.com/encyclopedia\\_761571092\\_2/Angola.html](http://fr.encyarta.msn.com/encyclopedia_761571092_2/Angola.html).

<sup>164</sup> COLLELO, T. (editor), *Angola: A Country Study*, Washington, The Library of Congress Country Studies, 1989, p.3.

et une économie basée sur les plantations de café et de canne à sucre, le commerce de l'ivoire et du caoutchouc se développa rapidement. Les Africains furent soumis au travail forcé sans pouvoir en tirer grands profits. C'est à partir des années 1900 que le Portugal commença à s'intéresser aux prospections et exploitations minières. L'administration coloniale favorisa l'implantation des colons et la politique de «l'indigénat». Celle-ci prévoyait et traitait différemment les catégories sociales ci-après: les Noirs privés de l'éducation et juridiquement sans droits et les «assimilados» à savoir les métis et quelques Noirs assimilés. L'exploitation et la marginalisation des Noirs a créé, au fil des années, des frustrations qui ont dégénéré en révoltes, suivies chaquefois par de violentes répressions coloniales. La situation coloniale a changé un peu dans les années 50 et au début des années 60: d'un côté, l'Angola fut érigé en province d'outre-mer et, d'autre côté, la politique de l'indigénat fut assouplie en 1954 avant d'être abolie en 1961<sup>165</sup>. Ces réformes intervenaient trop tard et, du reste, ne rencontraient pas l'assentiment des Africains. C'est ainsi que des mouvements de libération virent le jour et s'engagèrent dans une lutte armée sans merci: le Mouvement de Libération de l'Angola/MPLA (1956) d'Augustino Neto («assimilado»), le Front National de Libération de l'Angola/FNLA de Holden Roberto (1957) et l'Union des Peuples de l'Angola (UNA) dont le bras armé était l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola/UNITA (1966) de Jonas Malheiro Savimbi. Ces trois mouvements correspondaient à des groupes ethniques bien précis; ce qui devait influencer dangereusement sur l'histoire post-coloniale de l'Angola: les Bakongo, Quioco et Ganguela pour le FNLA, les métis des villes et les Kimbundu pour le MPLA, les Ovimbundu pour l'UNITA<sup>166</sup>. L'Angola accéda à l'indépendance 1975 suite à deux facteurs: d'abord, la lutte armée (1961-1974) et surtout la révolution des Œillets au Portugal en avril 1974. En effet, les militaires renversèrent le dictateur Marcello Caetano (successeur de Salazar en 1968) et décidèrent de mettre fin aux guerres coloniales. Par les accords d'Alvor, Lisbonne accepta de transférer le pouvoir aux Angolais; chose dite chose faite, l'Angola (capitale: Loanda) accéda à l'indépendance le 11 novembre 1975.

Malheureusement, les leaders de ces trois mouvements fortement ethnisés ne parvinrent pas à s'entendre sur le partage du pouvoir; l'indépendance tourna vite au cauchemar: «When these groups could not resolve peacefully their differences about the leadership and structure of a unified government, they turned their guns on each other; the FNLA and UNITA eventually formed a loose coalition to oppose the MPLA, the movement that finally prevailed. The subsequent chaos, however, induced Portuguese to repatriate, leaving Angola critically deficient in skilled professionals as managers, teachers and technicians»<sup>167</sup>. Dans la guerre civile qui ravaga le pays pendant plus de 20 ans, le MPLA «with links to communist parties in Portugal and the East Bloc» fut identifié à l'intelligentsia des métis à Loanda et aux Mbundu, le

---

<sup>165</sup> [http://fr.encyclopedia.msn.com/encyclopedia\\_761571092\\_2/Angola.html](http://fr.encyclopedia.msn.com/encyclopedia_761571092_2/Angola.html).

<sup>166</sup> [http://fr.encyclopedia.msn.com/encyclopedia\\_761571092\\_2/Angola.html](http://fr.encyclopedia.msn.com/encyclopedia_761571092_2/Angola.html).

<sup>167</sup> <sup>167</sup> COLLELO, T. (editor), *Angola: A Country Study*, Washington, The Library of Congress Country Studies, 1989, p.4.

FNLA «with links to the United States and the Mobutu regime in Kinshasa» aux Bakongo dans le nord du pays et l'UNITA «with links to the People's Republic of China and apartheid South Africa» aux Ovimbundu dans le centre du pays: «A 1974 coup d'état in Portugal established a military government that promptly ceased the war and agreed, in the Alvor Accords, to hand over power to a coalition of the three movements. The ideological differences between the three movements eventually led to armed conflict, with FNLA and UNITA forces, encouraged by their respective international supporters, attempting to wrest control of Luanda from the MPLA. The intervention of troops from South Africa on behalf of UNITA and Zaire on behalf of the FNLA in September and October 1975 and the MPLA's importation of Cuban troops in November effectively internationalized the conflict. Retaining control of Luanda, the coastal strip, and increasingly lucrative oil fields in Cabinda, the MPLA declared independence on November 11, 1975, the day the Portuguese abandoned the capital. UNITA and the FNLA formed a rival coalition government based in the interior city of Huambo. Agostino Neto became the first president of the MPLA government that was recognized by the United Nations in 1976. Upon his death from cancer in 1979, then-Planning Minister José Eduardo Dos Santos ascended to the presidency (that he holds up to now)»<sup>168</sup>. On comprend donc que le conflit de leadership et la fracture ethnique et régionale ne pouvaient pas expliquer à eux seuls cette longue et sale guerre. Elle portait bel et bien une double dimension régionale et internationale qui a fait de l'Afrique australe une poudrière permanente<sup>169</sup>. Bref, l'Angola entrainé dans une guerre qui devait durer jusqu'à la mort de Jonas Savimbi en 2002<sup>170</sup>. Après avoir appuyé Holden Roberto, Washington l'abandonna en faveur de Jonas Savimbi, ancien marxiste inféodé à la Chine, parce qu'il passait pour leader plus charismatique et plus coriace que ce dernier pour faire face au gouvernement pro-URSS et pro-Cuba à Loanda. Une fois Holden Roberto et son mouvement, le FNLA, venaient d'être mis hors-jeu<sup>171</sup>, restaient face à face le MPLA soutenu par l'URSS et le Cuba et l'UNITA soutenu par Washington, le régime de Mobutu (Zaïre) et celui de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Dans ce jeu de deux blocs via deux alliés interposés, le MPLA a conservé militairement le dessus sur son rival l'UNITA. Cette suprématie militaire fut couplée d'une victoire politique aux élections de 1992. Au lieu d'accepter les résultats de ces élections organisées dans le cadre des accords de Bicesse en 1991 et supervisées par l'ONU<sup>172</sup>, Jonas Savimbi, fort des dividendes de la probande du diamant et de l'appui de certains faucons du Pentagone et de la Maison blanche, reprit les armes pour défier le gouvernement du MPLA issu des élections et dans lequel siégeaient pourtant quelques

---

<sup>168</sup> «Angola national liberation, 1961-1974», <http://www.globalsecurity.org/military/world/war/angola.thm>.

<sup>169</sup> LE BILLON, P., «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000», *African Affairs*, 2000, n°100, pp.55-80.

<sup>170</sup> BRINKMAN, I., «War and Identity in Angola: Two Case Studies», *Lusoptopie*, 2003, p.195.

<sup>171</sup> Selon une autre version peu plausible, c'est le FNLA qui aurait cessé délibérément les hostilités au nord du pays et dans le Cabinda au lendemain de la mort d'Agostino Neto en 1979 et suite à l'arrivée massive des investissements étrangers dans le secteur pétrolier, fruit de la politique du nouveau président, Eduardo Dos Santos, <http://afriquepluriel.ruwenzori.net/angola-a.htm>.

<sup>172</sup> MESSIANT, C., «Angola: entre guerre et paix», in MARCHAL, R. et MESSIANT, C., *op. cit.*, pp. 156-157.

membres de l'UNITA<sup>173</sup>. Les nouveaux enjeux post-guerre froide et l'importance accrue accordée par Washington à l'Ouganda et au Rwanda et la lutte pour le contrôle des richesses de l'Angola et de la RD Congo ont joué au détriment de Jonas Savimbi au profit du gouvernement de Loanda. Privé de sa base arrière après la chute de Mobutu en mai 1997, d'une partie des mines des diamants qui assuraient sa subsistance, frappé de sanctions par l'ONU pour non respect des accords de Lusaka signés en 1994, bref isolé de plus en plus<sup>174</sup>, il fut finalement tué le 22 février 2002<sup>175</sup> comme un chien et son corps fut exposé pendant des jours dans son fief de Huambo avec la complicité éventuelle des Etats-Unis. Comme Augusta Conchiglia le dit «l'Angola n'est plus en guerre, mais est loin d'être en paix»<sup>176</sup>. Ceci veut dire que les défis à relever pour faire asseoir la paix sont encore énormes<sup>177</sup>. Malgré ces pesanteurs internes, l'Angola devient de plus en plus une puissance régionale comme ses interventions militaires au Congo-Brazzaville et en RDC l'ont démontré: «Il (le président Eduardo dos Santos) se pose en interlocuteur légitime et incontournable de la communauté internationale et des intérêts pétroliers, notamment américains et français»<sup>178</sup>.

Une autre dimension du conflit angolais qui est quasi oubliée est le mouvement indépendantiste cabindais. Incarné par le Front pour la Libération de l'Enclave de Cabinda (FLEC) créé en 198..., il a trouvé longtemps un appui auprès de Mobutu et Holden Roberto. Mais, il semble être aujourd'hui essoufflé et explique en partie les interventions angolaises dans les crises des deux Congo et le renforcement de ses ambitions régionales de l'Angola.

## 2. Corne de l'Afrique et Afrique orientale

### a. Corne de l'Afrique

#### ○ Généralités

A la fin du 19ème siècle, elle était une zone de compétition britannique, française et italienne<sup>179</sup>. Après l'éviction de l'Italie en 1941, seules sont restées présentes la Grande Bretagne et la France; les Etats-Unis sont entrés dans la compétition dans les années 70, derrière l'Ethiopie et la Somalie respectivement, ainsi que l'URSS derrière la Somalie et l'Ethiopie respectivement

---

<sup>173</sup> Ce cas angolais est l'une de multiples illustrations des échecs de l'intervention internationale ou de l'ONU dans la résolution des conflits sur le continent. Pour plus de détails lire, MESSIANT, R., «Angola», *op. cit.*, pp. 158-208.

<sup>174</sup> LEYMARIE, P., «L'Angola, nouvelle puissance régionale», *Le Monde diplomatique*, Novembre 1997.

<sup>175</sup> «L'armée angolaise annonce la mort de Jonas Savimbi», *Agence Presse*, Loanda, le 23 février 2002.

<sup>176</sup> CONCHIGLIA, A., «Petites et grandes manœuvres en Afrique. Mensonges et diamants en Angola», *Le Monde diplomatique*, avril 1997, p.4.

<sup>177</sup> BRITAIN, V., «Comment reconstruire l'Etat et la Société? Les défis de l'après-guerre en Angola», *Le Monde diplomatique*, octobre 1995, p.21.

<sup>178</sup> LEYMARIE, P., *op.cit.*

<sup>179</sup> MIEGE, J. L., «Les rêves africains de l'Italie», <http://www.africain-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3666>.

et ce, dans le cadre de la guerre froide. La Corne de l'Afrique occupe donc une position stratégique importante: route des Indes qui a justifié la construction du Canal de Suez (1869) et expliqué la crise de Fachoda (1898)<sup>180</sup>; la proximité du Golfe Persique et le contrôle des richesses du Moyen-Orient (Américains versus Européens surtout Français, Américains versus Soviétiques). C'est pourquoi, la Corne de l'Afrique est, à côté du Cap de Bonne Espérance et du Canal du Mozambique, au cœur de ce que Philippe Rekacewicz appelle «verrouillage stratégique de l'Océan Indien»: «Au cœur de toutes les crises pétrolières, l'Océan Indien reste dominé par les puissances extérieures qui ont verrouillé routes et détroits. Les Etats-Unis y sont hégémoniques»<sup>181</sup>.

#### ○ Crises majeures

◇ **Ethiopie**: Appelée anciennement Abyssinie et tirant ses origines mythiques ou bibliques du roi Salomon, l'Ethiopie («pays des visages brûlés en grec») <sup>182</sup> est, à côté du Libéria, le pays africain à n'avoir pas été colonisé. C'est le pays le plus grand de la Corne de l'Afrique, l'un des foyers de plus anciennes civilisations connues du continent et l'un des pays riverains du Fleuve Nil et de la Mer Rouge. Fortement christianisé dès le 4ème siècle apr. J.C.<sup>183</sup> et un pays au passé prestigieux (du royaume d'Axoum à l'empire éthiopien du 19ème siècle)<sup>184</sup>, il a résisté avec succès à l'expansion de l'islam<sup>185</sup>, voire la colonisation européenne (victoire d'Adoua le 1er mars 1896 devant les troupes italiennes)<sup>186</sup>. Dirigée par la dynastie des Zagoués depuis le 12ème siècle et dont les plus célèbres monarques connus de l'histoire contemporaine sont Ménélik II (1889-1913), «negusä nägäst» ou roi des rois, et Haïlé Séllassié I (1930-1936<sup>187</sup>, 1941-1974)<sup>188</sup>. Ce dernier qui recevait la grande

---

<sup>180</sup> ENGDahl, W., *A Century of War. Anglo-American Politics and the New World Order*, London, Pluto Press, 2004 ( a revised edition), pp. 30-34.

<sup>181</sup> *Le Monde diplomatique*, octobre 1995. Lire aussi DULAIT, A. et al., «La Corne de l'Afrique, enjeu stratégique. Rapport de mission effectuée du 14 au 22 février 2003 dans quatre pays de la Corne de l'Afrique, Erythrée- Djibouti-Ethiopie-Soudan», [http://www.senat.fr/rap/r02-200/r02-200\\_mono\\_html](http://www.senat.fr/rap/r02-200/r02-200_mono_html).

<sup>182</sup> «Ethiopie, anciennement Abyssinie», [http://www.memo.fr/article.asp?ID=PAY\\_ETI\\_000](http://www.memo.fr/article.asp?ID=PAY_ETI_000).

<sup>183</sup> PERRET, M., *Naissance d'une nation: l'Ethiopie de Théodore à Haïlé Sellasé*, Paris, avril 2002; ANCEL, S., «Le christianisme éthiopien», [http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/le\\_christianisme\\_ethiopien.asp](http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/le_christianisme_ethiopien.asp); TADESSE, T., *Church and State in Ethiopia*, Oxford, Oxford University Press, 1972.

<sup>184</sup> ANFRAY, F., «Les origines de l'Ethiopie», [http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/les\\_origines\\_de\\_l\\_ethiopie.asp](http://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/les_origines_de_l_ethiopie.asp); ABEBE, B., *Histoire de l'Ethiopie, d'Axoum à la Révolution*, Paris, Maisonneuse et Larose, 1998.

<sup>185</sup> LUGAN, B., *L'Ethiopie chrétienne*, Paris, Août 2000.

<sup>186</sup> PERRET, M, *op. cit.*, p. 3.

<sup>187</sup> «Le 3 octobre 1935, les Italiens, mal remis du désastre d'Adoua, mettant à profit la crise économique mondiale et l'ébranlement de la sécurité collective, envahissent l'Ethiopie à partir de leurs bases coloniales de l'Erythrée et de la Somalie; après la chute d'addis-Abeba, l'Ethiopie devient possession italienne et le roi d'Italie Emmanuel s'en proclame empereur», «Ethiopie, anciennement Abyssinie», [http://www.memo.fr/article.asp.ID=PAY\\_ETI\\_000](http://www.memo.fr/article.asp.ID=PAY_ETI_000). Le roi Haïlé Séllassié fut obligé de s'exiler à Londres. Il revint au pays et reprit son trône le 5 mai 1941 «après l'attaque victorieuse menée à partir du Kenya et du Soudan par les troupes britanniques». Les troupes de la Force Publique (celles du Congo Belge) ont participé activement à ces campagnes d'Ethiopie, un fait que l'on ne souligne pas souvent.

partie de l'aide des Etats-Unis fut renversé le 12 septembre 1974 par une junte militaire aux velléités marxiste-léninistes et dirigée par Hailé Mariam Mengistu. L'Ethiopie passait d'un Etat dit messianique à un Etat socialiste: «La Corne de l'Afrique, et plus spécialement l'Ethiopie, a subi ces trente dernières années deux famines majeures. La révélation, fin 1973, d'une grave crise de subsistance, au Nord, a entraîné la déposition de Haylä Sellasé, le 12 septembre 1974»<sup>189</sup>. Mengistu instaura une dictature communiste dure et sanguinaire sous la bannière du Parti travailleur de l'Ethiopie: «Au pouvoir, le Därg/Derg (Comité militaire secret ou Conseil militaire administratif provisoire qui avait renversé le roi Hailé Sellassié) s'engagea dans la Réforme agraire (mars 1975) afin de débarrasser les paysans du fardeau du féodalisme et de déchaîner les forces productives. Il mobilisa les étudiants, les professeurs et les militaires dans une campagne d'explication et d'alphabétisation, la Zāmacha. Pris dans les luttes pour la terre, dans les conflits indépendantistes (alimentés et soutenus par les Etats-Unis, soucieux d'isoler le Soudan islamiste) et dans ses rivalités internes, la Révolution remit son sort entre les mains d'un homme fort, Māngestu. Allié de l'URSS, Il lança, en 1979, la Révolution verte, habillage dissimulant à peine, la collectivisation des terres et l'agrandissement des fermes d'Etat. Alors que la paysannerie du Nord, attachée à la transmission lignagère de la tenure, avait refusé la Réforme agraire et que le Sud l'avait acceptée, les paysans, dans l'ensemble, s'opposèrent à la pseudo-Révolution verte... Or, alors qu'en 1984, on fêtait le 10ème anniversaire de la Révolution, des bruits alarmants de famine atteignirent la capitale. Le président Mengistu commit les mêmes erreurs que le négus. Il nia puis reconnut l'étendue du désastre qui touchait plus largement les terres du Nord et de l'Est et même du Sud... (Malgré cela), il annonça l'extension des fermes d'Etat et la villagisation des campagnes. Le régime ne renonçait pas à l'extinction du mode de production paysan et bien plus, voulait accélérer la collectivisation en profitant de l'affaiblissement de la paysannerie (et des éleveurs). Cette politique brutale et cynique qui menaçait dans son existence 90% de la population éthiopienne apporta de nouvelles recrues aux fronts de libération, entraîna la défection de ministres, de diplomates, d'officiers, de fonctionnaires et heurta les paysans choqués, de plus, par des campagnes d'athéisme»<sup>190</sup>. Un autre élément qui a pesé sur l'évolution interne est la question érythréenne. En effet, l'Ethiopie a été rattachée à l'Erythrée par l'ONU pour former un Etat fédéré en 1952; l'Ethiopie transforma celle-ci en une province en 1962. Dès cette date, naquirent progressivement plusieurs mouvements d'opposition: certains étaient d'obédience nationale comme le Front populaire démocratique du peuple éthiopien (FPDPE). Par contre, d'autres étaient régionalement et

---

<sup>188</sup> SELLASSIE, G., *Chronique du règne de Ménélik II, roi des rois de l'Ethiopie*, Paris, Maisonniesue Frères, 1931; ZEWDE, B., *A History of Ethiopia (1855-1974)*, London, James Curey, 1991.

<sup>189</sup> GASCON, A., «Famines et disettes dans la Corne de l'Afrique. Malthus s'invite chez la Reine de Saba, p. 1», [http://fig-st-die.education.fr/actes/actes\\_2004/gascon/article.htm](http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2004/gascon/article.htm).

<sup>190</sup> GASCON, A., *op. cit.*, pp. 2-3.

ethniquement ancrés. C'est le cas du Front populaire de libération du Tigré (FPLE)<sup>191</sup> et l'Organisation démocratique du peuple Oromo (ODPO). Le FDPE réussit et ce, avec la bénédiction de Washington, à s'emparer de la capitale en mai 1991. Ne pouvant pas survivre à l'effondrement de l'URSS, Mengistu fut vaincu malgré l'appui des troupes soviétiques et cubaines et contraint de chercher refuge au Zimbabwe où il vit jusqu'aujourd'hui. Toutefois, comme ce fut le cas avec son prédécesseur, «l'ampleur de la catastrophe (famine) de 1984-1985 (dont référence ci-dessus), a hâté, sans nulle doute, la chute de Mängestu en 1991»<sup>192</sup>. Le chef des tombeurs de Mengistu et son successeur est Meles Zenawi; «le nouveau pouvoir, confronté au réveil des nationalités, reconnaît l'indépendance de l'Erythrée, effective le 3 mai 1993. Ce qui prive l'Ethiopie de sa façade maritime»<sup>193</sup>. Les anciens alliés qui sont pourtant tous tigréens et «se disputent l'héritage de la reine de Saba» (Meles Zenawi et Issayas Afeworki)<sup>194</sup> sont entrés en guerre depuis 1998, une guerre qui n'a pas encore pris fin jusqu'aujourd'hui<sup>195</sup>. Les «deux jumeaux», comme on les appelle, l'Ethiopie et l'Erythrée sont devenus des «frères ennemis» qui sont loin d'enterrer leur hache de guerre. Le calme qui règne actuellement est très fragile car il tient au bout du fil grâce à l'œil vigilant de leur parrains américains. Addis-Abeba est le siège de l'OUA/UA depuis 1963.

En plus, l'Ethiopie est constituée par une mosaïque d'ethnies (parmi lesquelles on trouve les Oromo/Gallas-les plus nombreux- les Amhara, Tigréens, Falashas/Beta Israel, Afars, Somalis) et de régions aux contrastes bien marquées et correspondant parfois aux divisions ethniques. C'est pour bien répondre aux aspirations des uns et des autres que le régime actuel a fait de l'Ethiopie un Etat fédéral avec une autonomie plus ou moins renforcée des régions<sup>196</sup>. Ce qui a apaisé un peu les revendications des Oromo<sup>197</sup>.

---

<sup>191</sup> ELLINGTON, L., *Eritrea: Separatism and Irredentism, 1941-1985*, PhD Dissertation, Michigan State University, 1986; FARET, T.J., *La question de l'Erythrée, droit international et politique des deux Grands*, Paris, PUF, 1999.

<sup>192</sup> GASCON, A., *op.c it.*, p. 1. Lire aussi FONTRIER, M., *La chute de la junte militaire éthiopienne, 1987-1991*, Paris, L'Harmattan, 1999.

<sup>193</sup> «Ethiopie, anciennement Abyssinie», [http://www.memo.fr/article.asp?ID=PAY\\_ETI\\_000](http://www.memo.fr/article.asp?ID=PAY_ETI_000).

<sup>194</sup> GASCON, A., «La Grande Ethiopie, une reconquête revanche d'un djihad», *Hérodote*, n° 106, 2002-2003, pp. 41-59.

<sup>195</sup> Pour apprécier les différents points de vue sur ce conflit, lire LE HOUEROU, F., *Ethiopie-Erythrée. Frères ennemis de la Corne de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2000; FOURRIERE, S., «Erythrée-Ethiopie: un an de guerre», *Afrique contemporaine*, n° 190, 1999, pp. 55-61; CLAPHAM, C., «Guerre et construction de l'Etat dans la Corne de l'Afrique», *Critique internationale*, n° 9, octobre 2000, pp. 93-113; PENINO, J.L., «Les ambitions cachées d'Addis Abeba. Ethiopie-Erythrée, une paix en trompe-œil», *Le Monde diplomatique*, juillet 2000, p. 20; CAYLA-VARDHAN, F., *Les enjeux de l'historiographie érythréenne*, Bordeaux, CEAN, n° 66-67, 2000.

<sup>196</sup> COHEN, J.M., «Decentralization and Ethnic Federalism in Post-Civil War Ethiopia», *Rebuilding Societies after Civil War. Critical Roles for International Assistance* (edited by Krishna Kumar), London, Lynne Rienner Publishers, 1997, pp. 135-153.

<sup>197</sup> MARCHAL, R., «Les conflits après la bipolarité. L'après Mengistu dans la Corne de l'Afrique: une stabilisation impossible?», *Cultures et Conflits*, 1993, n° 8, pp. 40-63.

◊**Erythrée**: Cette région entra dans l'orbite de l'Italie à partir de l'ouverture du Canal de Suez en 1869. Elle devint la première colonie italienne en 1890 avec comme capitale Asmara. Au traité d'Adoua consacrant la défaite italienne en 1896, l'Ethiopie reconnut les frontières de l'Erythrée d'avant cette débâcle. Lorsque l'Italie fasciste a envahi l'Ethiopie en 1935-1936<sup>198</sup>, le territoire érythréen engloba le Tigré éthiopien. Une Erythrée ainsi agrandie, plus le reste de l'Ethiopie et la Somalie dite italienne constituèrent l'empire africain oriental de l'Italie. A sa défaite en 1941, l'Italie perdit cet empire. La Grande Bretagne prit le contrôle de l'Erythée qui revint à ses frontières d'avant 1936. En 1952, l'ONU rattacha l'Erythrée à l'Ethiopie dans le cadre d'une fédération<sup>199</sup>. Passant outre ce statut d'autonomie, l'Ethiopie décida unilatéralement de transformer l'Erythrée en simple province éthiopienne en 1962<sup>200</sup>. La frustration des Erythréens se matérialisa par l'émergence d'un mouvement des revendications indépendantistes<sup>201</sup> qui eut gain de cause en 1993, année au cours de laquelle l'Erythrée fut reconnue comme un Etat indépendant à l'issue d'un référendum d'autodétermination organisée sous les auspices de l'ONU et admise au sein de celle-ci et de l'OUA. Pour des raisons de rivalités entre Meles Zenawi et Issayas Afeworki, des lutte pour le contrôle des richesses éparpillées le long de la frontière éthiopo-érythréenne et la question d'accès à la Mer Rouge, un conflit sanglant que l'on qualifie de conflit frontalier éclata entre les deux pays, devenus alliés stratégiques des Etats-Unis dans toute l'Afrique Orientale et Centrale à côté de l'Ouganda de Museveni et du Rwanda de Paul Kagame. C'est pourquoi, les soldats érythréens et éthiopiens sont omniprésents dans les guerres qui ravagent l'Afrique centrale depuis 1994. Le traité de paix signé le 12 décembre 2000 reste précaire. Après un long combat pour l'indépendance (1952-1993), le leadership érythréen est engagé, sur le plan interne, dans la construction d'une histoire et d'une identité nationales.

◊**Somalie**: Connue des anciens Egyptiens sous le nom de «pays de Pount/Punt»<sup>202</sup>, elle comprend toute la région africaine qui s'étend le long du golfe d'Aden, entre Berbera et le cap Gardafui. A l'indépendance en 1960, ce pays regroupait trois anciennes colonies: ex-Somalie française, ex-Somalie italienne<sup>203</sup> et ex-Somalie britannique ou Somaliland. Il était miné, dès le départ, par un irrédentisme ethnique dont les partisans rêvaient la création de

---

<sup>198</sup> MENSGHENNA, Y., *Italian Colonialism: A Case Study of Eritrea, 1869-1934*, Uppsala, Uppsala University Press, 1988.

<sup>199</sup> Sur cette période, lire TREVASKIS, G., K., *Eritrea, a Colony in Transition, 1941-1952*, London, Oxford University Press, 1960.

<sup>200</sup> YERO, B.A., *Ethiopie-Erythrée: Après la paix, à nouveau la guerre?* Université de Nice Sophia-Antipolis, 2003 (?).

<sup>201</sup> OKBAZGHI, Y., «The Eritrea Question: A Colonial Case?», *The Journal of Modern African Studies*, vol. IV, n° 25, 1987, pp.643-668.

<sup>202</sup> «Histoire de la Somalie», <http://www.cosmovisions.com/chronoSomalie.htm>.

<sup>203</sup> Depuis novembre 1949, c'est l'ONU qui exerçait une autorté de tutelle sur ce territoire, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

la Grande Somalie<sup>204</sup> qui devrait inclure toutes les populations somaliennes de la région (Somalie, Ethiopie, Kenya et Djibouti). D'où l'adhésion des leaders somaliens à la thèse de la révision des frontières héritées de la colonisation et l'implication de Mogadiscio (la capitale) dans les guerres des provinces nord du Kenya et de l'Ogaden en Ethiopie dans les années 60 et 70 respectivement. En 1977, [les Somaliens vivant dans la région de l'Ogaden en Ethiopie s'engagèrent, après la chute de l'empire éthiopien d'Addis Abeba, dans une lutte armée pour leur rattachement à la Somalie. (Dans cette guerre qualifiée de «guerre de l'Ogaden», les rebelles étaient soutenus et armés par la Somalie qui y envoyait des troupes. Alors que l'Ethiopie était aidée par Cuba et l'URSS, la Somalie de Siad Barré recevait des Etats-Unis une aide à la fois humanitaire et militaire; en échange, ces derniers furent autorisés à utiliser les installations navales de Berbera, une ancienne base soviétique. Les hostilités avec l'Ethiopie (qui supportait aussi des mouvements dissidents au nord de la Somalie) continuèrent de façon sporadique jusqu'en 1988, date à laquelle un accord de paix fut signé]<sup>205</sup>.

La montée des tensions politico-claniques qui se seraient exacerbées sous le règne d'Ali Shermake (1967-1969) avaient poussé le général Siad Barré à prendre le pouvoir en 1969: «Siad Barre est un darod issu de la tribu maheran. Conscient des divisions de son pays, il entreprend une puissante détribalisation. Pour tenter de venir à bout de ce qu'il considère comme un fléau, il lui trouve un dérivatif: le nationalisme somalien. Celle-ci annonce la rupture avec le capitalisme, le parlementarisme et l'alliance à l'Ouest. Avec Siad Barré, la Somalie, qui jusque là a été pro-occidentale, se tourna vers le bloc soviétique qui désirait prendre pied dans cette zone géographique stratégique». Le résultat de l'irréductibilisme somalien fut l'éclosion des conflits avec le Kenya et l'Ethiopie sur fond d'alliances et de renversement d'alliances avec les puissances protagonistes de la guerre froide: pays musulman et membre de la Ligue arabe, la Somalie fut l'allié des Etats-Unis lorsque que l'Ethiopie était pro-soviétique; dès que le régime communiste éthiopien fut renversé et que ce pays rejoignit le camp américain, la Somalie vira dans l'orbite de l'URSS au moment où cette ancienne superpuissance semblait dans la décadence avec son démantèlement progressif. En s'étant rapproché d'un allié faible, le régime de Siad Barré ne pouvait pas survivre aux troubles internes qui ont secoué la région dès la fin des années 70. Il fut renversé en janvier 1991; et depuis lors, la Somalie n'a jamais retrouvé son unité car elle est le théâtre des affrontements (guerre civile)<sup>206</sup> entre divers chefs de guerre que même la

---

<sup>204</sup> «Somalie: Aspect géopolitique», <http://afrique.ruwenzori.net/somalie-b.htm>.

<sup>205</sup> «Histoire de la Somalie», <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

<sup>206</sup> Siad Barré fut succédé par le général Mahdi Mohammed Farah Aïdid. Celui-ci ne réussit pas à mettre fin aux rivalités claniques; ainsi, «pendant les deux années qui suivirent, quelques 50.000 personnes furent tuées lors de violents combats, menés de façon continue entre les factions rivales (de novembre 1991 à mars 1992). Du fait de la rupture des lignes d'approvisionnement dans ce pays ravagé par la guerre, environ 300.000 personnes moururent de faim», Décédé en 1996, le général Aïdid fut remplacé par son fils Hussein Mohammed Aïdid. Celui-ci fut contraint de se

fameuse opération de l'ONU sous commandement américain, «Restore Hope» (1992-1995) n'a pas pu juguler. Fragmenté (absence de gouvernement central depuis la chute de Siad Barré jusqu'à présent), ce pays a sombré dans un chaos généralisé; d'où, l'expression de somalisation qui tend à s'appliquer à toutes les crises sans issues ou les situations de longue instabilité en Afrique comme en RD Congo, par exemple. Le gouvernement national de transition/GNT (dirigé par Ali Mohamed Gedi, dominé par l'Alliance pour la restauration de la paix et engagé contre le terrorisme) qui avait été installé depuis 2004 en application du fragile accord passé entre certains belligérents au Kenya et qui bénéficie de l'appui militaire et politique de l'Éthiopie et de Washington avait été évincé de la capitale en juin 2006 par les fondamentalistes musulmans de l'Union des Tribunaux Islamiques qui seraient appuyés par l'Érythrée<sup>207</sup>. Avec la prise du pouvoir à Mogadiscio et le contrôle d'autres cités du pays par les islamistes qui se recrutent essentiellement parmi les Oromos et l'imposition de la charia, la Somalie s'est retrouvée dans le cyclone de la lutte anti-terroriste<sup>208</sup> et a vu sa situation interne ou la reconstruction de l'État somalie se compliquer davantage. Les troupes éthiopiennes qui sont entraînées par les États-Unis ont envahi la Somalie en décembre 2006<sup>209</sup>; elles ont réussi à évincer les islamistes somaliens et re-installer le gouvernement de Gedi au pouvoir<sup>210</sup>. Alors que celui-ci déclare vouloir en finir avec les islamistes, ceux-ci sont décidés à combattre un pays envahisseur qu'est l'Éthiopie, le catholicisme qu'il véhicule et les marionnettes d'Addis Abeba et de Washington au pouvoir à Mogadiscio. En analysant ces développements internes, d'aucuns disent que la Somalie est un pays divisé qui est en train de devenir le centre d'un conflit régional ou le terrain d'affrontement entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Les missions de bon office de la République de Djibouti n'ont jamais porté fruit. En plus, la région du nord, anciennement colonisée par la Grande Bretagne et devenue bastion de l'opposition armée menée depuis la re-élection contestée de Siad Barré en 1986 par le Mouvement national somalien, a profité de ce chaos pour proclamer son indépendance sous le nom de Somaliland en 1991<sup>211</sup>. La réconciliation nationale n'est pas pour demain et la Somalie est un des trous noirs en Afrique où tous les mafias et crimes multiformes prospèrent. «En voulant instaurer

---

retrancher dans le Centre et le Sud du pays; le Nord-Ouest ou l'ancien Somaliland devint le fief de Mohammed Ibrahim Egal et le Nord-Est ou la région du Pount/Punt celui d'Abdullah Youssouf Ahmed. Pendant qu'Egal proclamait l'indépendance du Somaliland, Ahmed déclarait l'autonomie du Puntland. L'extrême Sud devint le fief d'Omar Hadj Massale et la région de Kismayo celui du général Morgan. Le contrôle de la capitale fut l'objet des luttes acharnées entre Omar, Morgan et Ali Mahdei, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

<sup>207</sup> WESTERHOFF, L., «L'Éthiopie ne veut pas d'une base arrière islamiste en Somalie», *Libération* du 27 octobre 2006.

<sup>208</sup> GYLDEN, A., «La Somalie à la dérive», *L'Express* du 6 décembre 2001; BELMESSOUS, H., «Les avancées de l'islam au Sud du Sahara», <http://african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3349>.

<sup>209</sup> «L'Éthiopie annonce son entrée en guerre en Somalie et bombardent les positions islamistes» (*Le Monde* du 25 décembre 2006); «Les islamistes sont en guerre contre l'Éthiopie (en Somalie)», *RFI-Actualité* du 21 décembre 2006.

<sup>210</sup> «Le gouvernement somalien veut traquer les rebelles islamistes en fuite», *Le Monde* du 2 janvier 2007.

<sup>211</sup> Pour plus d'information, lire ICG, *Somaliland: A l'Union Africaine de Montrer le Chemin*. Rapport Afrique n° 23, Bruxelles/Nairobi, mai 2006.

un Etat somalien, le plan djiboutien vise à rétablir un jour un équilibre régional aujourd'hui rompu. L'Ethiopie, sorti triomphalement de sa guerre avec l'Erythrée, entend jouer avec plénitude son rôle régional. Aura-t-elle les moyens de son ambition?». Enfin, les médiations de l'OUA et des pays de l'IGAD/Inter-Governmental Authority for Development (regroupe le Kenya, l'Ouganda, le Soudan, Djibouti, l'Ethiopie et le gouvernement de transition de Somalie) ont montré leur limites. Entre temps, les rivalités des puissances euro-américaines pour le contrôle de cette région et les richesses de la Somalie dont le pétrole continuent à alimenter les turpitudes de la Corne de l'Afrique.

◇**Djibouti**: Les Français y ont débarqué avant la Conférence internationale de Berlin; ils y ont acquis le port d'Obock«dans le but d'avoir une base sur la route maritime entre le canal de Suez et l'Inde»<sup>212</sup> et «contrebalancer la présence anglaise à Aden, de l'autre côté du détroit de Bab el-Mandeb»<sup>213</sup>. Au lendemain de Berlin, soit en 1888, ils créèrent le port de Djibouti et érigèrent le territoire en protectorat<sup>214</sup>. Celui-ci porta le nom de la Côte Française des Somalis. Appelé Territoire Français des Afars et Issas (du nom de ses deux composantes démographiques) en 1967, il fut la dernière colonie française en Afrique à accéder à l'indépendance le 27 juin 1977 sous le nom de la République de Djibouti (capitale: Djibouti). Depuis l'indépendance, cette République fut dirigée respectivement par Hassan Gouled Aptidon (1977-2000), un Issa et président du parti politique dénommé Rassemblement populaire pour le progrès, et son neveu Ismaël Omar Guellen (de 2000 à nos jours). L'histoire post-coloniale est dominée par des relations tendues entre le pouvoir et les Afars et le conflit entre l'islam et le christianisme. D'un côté, les tensions ethniques ont débouché sur l'éclatement de la rébellion des Afars qui, sous le drapeau du Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie (FRUD), entendaient combattre un gouvernement qui favorisait une ethnie, les Issas, à partir de leur fief au Nord du pays. La riposte musclée de l'armée gouvernementale n'a pas pu venir à bout de cette rébellion. Il a fallu l'intervention française pour qu'un accord de paix soit signé en décembre 1994<sup>215</sup>. En effet, la France y a conservé une grande base militaire comme ce fut le cas au Tchad et en République centre-africaine jusque récemment; officiellement, «l'intervention militaire française est très limitée, ne s'impliquant que dans la surveillance des frontières pour éviter toute implication des voisins éthiopiens, somaliens et érythréens, eux-mêmes en situation politique instable»<sup>216</sup>; il semble que, «depuis son accession à la présidence, Guellen a renforcé les liens avec la France et s'est rangé du côté de l'Ethiopie dans le conflit entre l'Erythrée et l'Ethiopie, et a autorisé le renforcement de la présence militaire à Djibouti»<sup>217</sup>. C'est en 2001 que les deux communautés s'entendirent sur les principes de partage du pouvoir.

---

<sup>212</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_djibouti](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_djibouti).

<sup>213</sup> [http://fr.voyage.yahoo.com/p-guide\\_voyage-594604-djibouti\\_histoire-i](http://fr.voyage.yahoo.com/p-guide_voyage-594604-djibouti_histoire-i).

<sup>214</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_djibouti](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_djibouti).

<sup>215</sup> OBERTE, P. et HUGOT, P., *Histoire de Djibouti, des origines à la République*, Paris, Présence africaine, 1997.

<sup>216</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_Djibouti](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_Djibouti).

<sup>217</sup> [http://fr.voyage.yahoo.com/p-guide\\_voyage-594604-djibouti\\_histoire-i](http://fr.voyage.yahoo.com/p-guide_voyage-594604-djibouti_histoire-i).

L'évidence est que cette présence française joue le rôle dissuasif et a eu comme résultat d'empêcher que ce petit pays, coincé entre la Mer Rouge, la Somalie, l'Éthiopie et l'Érythrée, ne sombre dans l'instabilité<sup>218</sup>. De l'autre côté, le christianisme, considéré comme exogène (européen et éthiopien), a toujours eu du mal à s'implanter dans un pays où la grande majorité de la population (plus de 95%) se dit musulmans de rite sunnite<sup>219</sup>. On se trouve donc en face d'un islam hégémonique et, parfois, intolérant, et un christianisme marginal dont les leaders et autres adhérents sont obligés de prendre un profil bas, surtout à l'heure actuelle de l'intégrisme musulman.

◇ **Soudan**: Pays le plus vaste de l'Afrique et ancien condominium anglo-égyptien<sup>220</sup>, le Soudan est en guerre tantôt larvée tantôt ouverte depuis l'indépendance en 1956: «Quelques années avant l'indépendance, le 1er janvier 1956, les Britanniques ont décidé de séparer le Soudan de l'Égypte et ont forcé le pays à intégrer ses régions en un seul Etat. Cela a provoqué la révolte de la petite élite du Sud-Soudan qui craignait de perdre son pouvoir au profit du Nord. (C'est ce qui, en fait, arriva après 1956)»<sup>221</sup>. Le Soudan (capitale: Khartoum) a connu ou connaît deux conflits à la nature différente: le conflit Nord-Sud qui est le plus ancien et le conflit du Darfour qui est très récent, mais fortement médiatisé pour des raisons qui ont peu à faire avec les violations des droits de l'homme: «L'impérialisme américain n'a jamais eu de préoccupation humaniste et ne s'est jamais soucié de quelque épuration ethnique que ce soit. Les Américains se servent du véritable drame de la province du Darfour pour satisfaire leurs propres intérêts économiques et politiques»<sup>222</sup>.

---

<sup>218</sup> DULAIT, A. et al., *op. cit.*, p.29; COUBBA, A., *Djibouti: une nation en otage*, Paris, L'Harmattan, 1993 et *Le mal djiboutien: rivalités ethniques et enjeux politiques*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>219</sup> DUBOIS, C. et SOUMILE, P., *Des Chrétiens à Djibouti en terre d'islam, XIXème-Xxème siècles*, Paris, Karthala, 2004

<sup>220</sup> Au début du 19ème siècle, l'Égypte a eu des prétentions sur le Soudan car elle voulait contrôler toute la région du Nil. La Grande Bretagne lui empêcha de concrétiser ces desseins en faisant du Soudan un condominium anglo-égyptien de 1899, une année après avoir évincé la France à Fachoda, jusqu'en 1953. Mais la politique coloniale anglaise avait créé une situation contrastée qui devait influencer sur les conflits post-indépendance: d'un côté un Nord favorisé, d'autre côté un Sud défavorisé: «On 12 February 1953, Sudan was set on the road to independence, scheduled for 1956 after a three-year transitional period. The timing was determined not by any notion of Sudan's readiness for independence but by the exigencies of Britain's Middle East policy. There were inherent dangers in such pace of change. Sudan was a country of two halves, governed for most of the colonial era by two separate British administrations, one which dealt with the relatively advanced north, the other with the remote and backward provinces of the south. The two halves were different in every way: the north, was hot, dry, partly desert, , inhabited largely by Arabic-speaking Muslims and containing three-quarters of the country's population; the south was green, fertile, with a high rainfall, populated by diverse black tribes, speaking a multitude of languages, adhering mostly to traditional religions but including a small Christian minority which had graduated from mission schools», MEREDITH, M., *op.cit.*, pp. 35-36.

<sup>221</sup> «Crise au Soudan: Vers une nouvelle guerre contre un pays arabe? Interview de Mohamed Hassan par Tony Busselen, 21 juillet 2004, p. 2», <http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=CL&langue=1&id=22886>.

<sup>222</sup> «Crise au Soudan», *op.cit.*, p.1.

Le conflit entre Khartoum et le Sud-Soudan a une triple dimension: culturelle (Arabes contre Africains), religieux (musulmans contre chrétiens et animistes), et politique (un centralisme basé sur l'hégémonie de la charia contre un fédéralisme basé sur une forte autonomie régionale et une diversité culturelle)<sup>223</sup>. A l'indépendance en 1956, les officiers anglais furent remplacés par les Arabes/Musulmans. Aussitôt une mutinerie se déclencha dans le Sud du pays. C'était le début d'une longue et meurtrière guerre qui devait conduire à un premier accord de paix, l'accord de paix d'Addis-Abeba, en 1972. Cet accord prévoyait l'autonomie relative des trois provinces du Sud (Bahr el-Ghazal, Haut-Nil et Equatoria) dans un cadre confédéral. Alors qu'il était appliqué à la satisfaction des Sudistes, cet accord fut abrogé unilatéralement par le président Gaafar Nimeiry à la suite de la découverte des gisements de pétrole au Sud en 1979. Il introduisit la charia en septembre 1983. La guerre civile reprit de plus belle: tout commença par un soulèvement des unités noires sous le leadership de John Garang contre le commandement arabe. Dans cette foulée, John Garang créa l'Armée Populaire pour la Libération du Soudan (APLS) ou Southern Peoples's Liberation Army (SPLA) qui, jusqu'à la chute de Mengistu en 1991, bénéficia du soutien de l'Ethiopie. Les péripéties de la lutte de l'APLS sont liées aux vicissitudes des guerres dans la Corne de l'Afrique, en Ouganda (notez que l'APLS a été fondée une année après la naissance du MNR/Movement of Resistance Army de Yoweri Kaguta Museveni qui était appuyé par Washington et Londres) et en RDC. En d'autres termes, le Soudan de Gaafar Nimeiry et les Etats-Unis étaient aux prises avec l'APLS et l'Ethiopie. Mais, entre ces deux dates, deux événements importants bouleversèrent la donne régionale: l'écroulement du mur de Berlin et le renversement de Gaafar Nimeiry par un coup d'état militaire du général Omar El-Béchir (l'un des leaders du Front national islamiste) en 1989<sup>224</sup>. La fin de la guerre froide coïncidait ainsi avec l'arrivée des fondamentalistes musulmans au pouvoir à Khartoum. Ce qu'on ne dit pas est que, parmi les nouveaux maîtres de Khartoum, se trouvaient les combattants de la Bosnie-Herzégovine formés par les Américains et dont la tête d'affiche est Hassan al-Tourabi, «l'hôte d'Osama ben Laden au Soudan<sup>225</sup> et chef du Front islamique national (FIN) de ce pays, en fait le parti qui a pris le pouvoir à Khartoum en 1989»<sup>226</sup>. Désormais, Washington pouvait jouer à l'anti-islamisme pour propulser sur la scène politique du continent de nouveaux dominos, en l'occurrence Museveni qui a pris le pouvoir à Kampala en 1986 et John Garang qui était affaibli par la chute de Mengistu. Le duo Museveni-John Garang servait officiellement de cordon anti-islamique au Soudan, mais en réalité, facilitait le contrôle des gisements du pétrole qui se prolongent du Sud Soudan en Ituri et dans la vallée

---

<sup>223</sup> Pour les détails sur ce conflit, lire DEPRAETERE, M., *Le conflit entre la République du Soudan et ses provinces méridionales. Essai d'explication*, Bruxelles, Les Cahiers du Cedaf, 1972, n° 7; YOUNG, J., «Le SPLM/SPLA et le gouvernement du Sud-Soudan», *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002, pp. 103-119; MARCHAL, R., «Chronique d'une guerre oubliée: Le Sud-Soudan des années 1990», *L'Afrique politique 1995*, pp.73-91; MONNOT, J., *Le drame du Sud-Soudan: Chronique d'une islamisation forcée*, Paris, L'Harmattan, 1994.

<sup>224</sup> «Soudan: Entre la guerre et la famine», *Africana Pl:us*, n° 2, Mai 1994, p.1.

<sup>225</sup> Il fut expulsé de ce pays en juin 1996, <http://www.imarabe.org/perm/mondearabe/pays/docs/soudan.html>.

<sup>226</sup> ELASSASSER, J., *Comment le djihad est arrivé en Occident*, Vevey (Suisse), Editions Xenia, 2006, pp. 62 et 81.

de la Semliki en Province Orientale et province du Nord-Kivu (RDC). Ce double objectif alimente incontestablement les guerres du Sud Soudan, du Nord de l'Ouganda et l'Est de la RDC et projette le Soudan au coeur même du conflit érythréo-éthiopien<sup>227</sup>. Le point de mire des Américains étant devenu le Darfour, un accord fragile a été imposé entre Kathoum et l'APLS (accord provisoire du 31 décembre 2004 et accord final du 9 Janvier 2005 signés respectivement à Nairobi)<sup>228</sup> et John Garang, devenu vice-président (entrée en fonction le 9 juillet 2005) de l'Etat fédéral du Soudan conformément à l'accord de paix précité, fut tué le 31 juillet 2005 dans un accident d'avion qui le ramenait de Kampala (Ouganda)<sup>229</sup>. Comme Laurent Correau l'a bien dit, il s'agissait d'une paix entre deux partis (le parti au pouvoir à Khartoum depuis 1989 et l'APLS) et non pas la paix du Soudan: «Pour les rebelles du Darfour, ceux de l'Est, ou pour les hommes politiques de l'opposition du Nord, l'accord qui vient d'être signé est bilatéral. Il a été négocié par le gouvernement et le SPLA/M dans un tête-à-tête, et ne peut donc être pris tel quel»<sup>230</sup>. C'est le même son de cloche chez Gabriel Kahn qui dit de cet accord, «deux parties et non une nation» et pour qui «la paix demeure à construire (car) les perspectives au Soudan, riche de plus de centaines de langues et d'autant de tribus-demeurent donc multiples et incertaines»<sup>231</sup>. La guerre ne se poursuit-elle pas au Darfour et à l'Est malgré la signature de cet accord? La raison de ce pessimisme<sup>232</sup> n'est pas seulement la non-participation d'autres acteurs du conflit aux négociations de cet accord de paix partielle en cours d'application, mais aussi et surtout les enjeux économiques qui sous-tendent toutes les grandes guerres actuelles en Afrique<sup>233</sup>.

Le conflit entre Khartoum et le Darfour (Ouest du pays) oppose les musulmans. Les rebelles du Darfour se répartissent en trois groupes; le plus connu est «Le mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), proche du dirigeant islamiste Hassan El Tourabi (détenu)<sup>234</sup>, qui était le bras

---

<sup>227</sup> MARCHAL, R., «Le Soudan au coeur du conflit érythréo-éthiopien», *Politique africaine, Politique africaine*, n° 74, 1999, pp. 95-103; GARTNER, Y., *Enjeux et Perspectives des relations éthio-soudanaises*, Paris (?), avril-juin 2003.

<sup>228</sup> «Les Etats-Unis sont le principal parrain de cette architecture de paix.... Si l'aboutissement des négociations intersoudanaises constitue indéniablement un succès pour la diplomatie américaine, Washington est désormais dans une position paradoxale de sanctifier, comme signataire d'une paix conclue sous sa houlette, un régime par ailleurs condamné comme étant en train de perpétrer un génocide dans l'Ouest du Soudan, au Darfour», SMITH, S., «Un accord de paix sur le Sud-Soudan met fin à la plus vieille guerre d'Afrique», *Le Monde* du 19 Janvier 2005. Cet accord prévoyait la mise en place d'un Etat fédéral et un référendum sur l'autodétermination à intervenir dans six ans. Lire aussi, DE WAAL, A., «Une perspective de paix pour le Soudan en 2002?», *Politique africaine*, 2002, pp. 93-107.

<sup>229</sup> «Soudan: John Garang tué dans un accident d'hélicoptère, Emeutes à Khartoum», *AFP*, Khartoum, le 1er août 2005.

<sup>230</sup> CORREAU, L., «Soudan: La paix au Sud», *RFI-Actualité* du 9 Janvier 2005.

<sup>231</sup> KAHN, G., «Soudan: Euphorie à Khartoum», *RFI-Actualité* du 10 Janvier 2005.

<sup>232</sup> Il existe bien d'expressions pour l'exprimer: «la guerre sans fin? (Valérie Thorin)», «Le Darfour parasite la paix», (Abdelaziz Barrouhi), «une guerre peut en cacher une autre» (Alexandira Singh-Pauliat).

<sup>233</sup> ICG, *God, Oil, and Country. Changing the Logic of War in Sudan*, Africa Report n° 39, Brussels/Nairobi, 28 January 2005.

<sup>234</sup> Il aurait été libéré le 13 octobre 2003 dans le cadre du changement politique issu de l'accord de paix, «Soudan: Ce que Washington veut», *JAL'Intelligent.com* du 23 octobre 2003.

droit du président Omar Al-Béchar avant de devenir son principal ennemi. Il a été évincé du gouvernement (2000). Il est perçu à l'extérieur du Soudan comme un instrument des islamistes pour déstabiliser le régime de Khartoum»<sup>235</sup>. C'est en février 2003 que le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) a pris les armes pour réclamer l'autonomie du Darfour en suivant ainsi l'exemple de l'armée de John Garang: «La guerre au Darfour surgit dans l'actualité en février 2003 alors que l'attention internationale était ailleurs, sur les négociations en cours pour le Sud-Soudan, sur le nouveau contexte régional créé par la lutte anti-terroriste et peut-être aussi sur la constitution d'une économie pétrolière transnationale impliquant une bonne partie des pays du bassin du Tchad. D'inconnu et de marginal, le Darfour, en l'espace de quelques éditoriaux et articles de journalistes audacieux, se transformait en complex emergency avec la mise en spectacle de la misère, la construction des victimes et des coupables»<sup>236</sup>. La machine de la propagande et de la désinformation occidentales était ainsi mise en branle. De son côté, le gouvernement de Khartoum envoya dans le Darfour des milices dits Janjaweed qui y commettent des tueries atroces<sup>237</sup>. Comme Roland Marchal l'anticipait déjà, ce conflit du Darfour déborda la frontière jusqu'au Tchad dans la mesure où Khartoum profite de la présence des réfugiés du Darfour au Tchad pour soutenir les opposants au gouvernement d'Idriss Déby à N'Djamena qui, avec les milices soudanaises Janjaweed, font des incursions fréquentes en territoire tchadien; de son côté, celui-ci appuie les opposants soudanais du Darfour. Cette révolte déclenchée par une élite des musulmans de la vallée du Nil contre Khartoum n'est ni raciale ni religieuse, mais plutôt un différend économique et politique. Mieux, il s'agit de la lutte pour le contrôle du pétrole qui a été découvert dans la région vers cette période (2003-2004) et qui fait l'objet des convoitises étrangères. Pour tout dire, le conflit du Darfour s'est transformé en conflit pour le contrôle du pétrole par les entreprises transnationales qui arment les protagonistes de la région de part et d'autre de la frontière tchado-soudanaise. Se greffe aussi sur ce conflit la question de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi ou Tchad-Cameroun dans laquelle sont impliqués les intérêts de firmes multinationales, Total pour la France, CNPC pour la Chine, Petronas pour la Malaisie, Lundin pour la Suède, OMV pour l'Autriche, Talisman pour le Canada et Exxon Mobil pour les Etats-Unis.

En même temps que Washington fournissait un entraînement militaire, des armes et l'argent à l'APLS, il accordait aussi son soutien au Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) basé au Darfour et lié au fondamentaliste musulman Hassan Al Tourabi qui a aidé Omar El-Béchar à prendre le pouvoir à Khartoum en 1989. Emprisonné en 2000, ce dernier a été relâché en 2003 comme dit ci-haut. Le jeu de Washington est soit de maintenir une situation d'instabilité dans la région pour justifier sa présence même s'il faut renverser le gouvernement d'Omar El-Béchar

---

<sup>235</sup> «Les dilemmes du Soudan», <http://hebdo.ahram.org/arab/ahram/2004/12/29/doss6.htm>.

<sup>236</sup> MARCHAL, R., «Le conflit au Darfour, point aveugle des négociations Nord-Sud au Soudan», *Politique africaine*, n° 95, octobre 2004, p. 125.

<sup>237</sup> MULAMA, J., «Politique: Le Darfour éclipse le processus de paix au Sud-Soudan», *Inter Press Service (IPS)*, Nairobi, 6 Septembre 2004.

et le remplacer par un allié de Washington, fût-il un fondamentaliste musulman; soit contrôler le pétrole du Sud-Soudan et du Darfour par des mouvements rebelles interposés<sup>238</sup>, à défaut de diviser le Soudan en plusieurs entités étatiques séparées et rivales comme cela est en jeu dans la guerre en RDC. La médiatisation de l'humanitaire au Darfour et la pression de Washington d'y envoyer les troupes de l'ONU, qualifiées et récusées à juste titre par Khartoum comme troupes d'occupation, ne servent principalement que les intérêts économiques et géostratégiques américains. Si ces troupes y sont réellement envoyées, ne seront-elles pas le noyau d'une nouvelle base militaire américaine en Afrique?

## b. Afrique orientale

### ○ Généralités:

C'est une région qui, à l'exception de l'Ouganda, a connu une certaine stabilité par rapport à d'autres régions du continent. On y trouve d'abord le Kenya, première grande colonie britannique, référence du capitalisme et, en conséquence, cœur des intérêts occidentaux (anglais particulièrement) et asiatiques<sup>239</sup> dont la protection a permis de contenir les clivages ethniques (Kikuyu, Kamba, Massaï, Luo, Kalenjin, Turkana, Sambura, Luhya, par exemple) et régionaux (côte, nord, ouest, est et centre) internes. Pour cette raison, il a été et reste le point de convergence des réfugiés qui viennent de l'Afrique australe, du Soudan et de la Corne de l'Afrique sans oublier l'Afrique centrale. Sans le Kenya, les réfugiés de l'Afrique centrale auraient été peut-être décimés dans le cadre de la purification ethnique en cours. Plus sûr que ses deux autres voisins de l'Afrique de l'Est (Tanzanie et Ouganda), le Kenya est le point de départ des interventions occidentales (Europe et Etats-Unis) en Afrique centrale ou «la base logistique des institutions internationales et ONG oeuvrant dans la région»<sup>240</sup>; c'est pour cela que la dictature de Daniel Arap Moi a été tolérée, voire protégée contre une opposition qui devenait de plus en plus agressive consécutivement à la «révolution AFDL» (RDC) en 1996 et que l'alternance politique s'est faite dans le calme en 2002<sup>241</sup>. Quant à la Tanzanie qui est pauvre et a prétendu embrasser la voie du socialisme africain s'est illustrée par deux phénomènes. Il s'agit tout d'abord d'une stabilité interne liée à la poigne d'un homme, Julius Nyerere qui est devenu, contrairement à ses discours socialisants, l'homme-clé de l'Occident dans le remodelage de l'ordre politique régional de l'après guerre froide. Le deuxième phénomène est ainsi le rôle déstabilisateur de la Tanzanie en Afrique centrale. Les dessous de cette déstabilisation sont à la fois l'expansion de la violence révolutionnaire enseignée à l'Université de Dar-Es-Salaam où se sont côtoyés

---

<sup>238</sup> LAVERGHE, M. (sous la direction de), *Le Soudan contemporain: de l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine*, Paris, Karthala, 1989; HERY, J., *Le Soudan: entre pétrole et guerre civile*, Paris, L'Harmattan, 2003.

<sup>239</sup> HOLMQUIST, F., *Business and Politics in Kenya in the 1990s*, Occasional Paper, Copenhague, July 2002.

<sup>240</sup> «Kenya», *Le Nouvel Afrique-Asie*, n° 100, Janvier 1998.

<sup>241</sup> MAUPEU, H., «Kenya: Les élections de la transition», *Politique africaine*, n° 89, Mars 2003, pp.149-166.

les Museveni et John Garang et dont se sont inspirés les Kagame et Kabila<sup>242</sup> qui ont séjourné pendant quelques temps en Tanzanie et la constitution d'un empire Hima-Tutsi dans le cadre d'un «master plan» dont l'existence est confirmée par les événements en cours, et contrairement à sa négation par certaines personnes au nom de la théorie de la conspiration<sup>243</sup>. L'Ouganda, colonie stratégique en Afrique centrale et point d'ancrage du christianisme et de l'islam, a été le pays le plus instable de la région depuis la première arrivée de Milton Obote au pouvoir et l'abolition de la forte monarchie du royaume du Buganda en 1966<sup>244</sup>. L'arrivée de Museveni au pouvoir en Janvier 1986 a fait de l'Ouganda le point de départ de toutes les guerres meurtrières qui sont en train de décimer les populations de toute la sous-région (Rwanda, Burundi, RDC et Soudan)<sup>245</sup>. Ces divergences idéologiques et de vision constituent un obstacle majeur au bon fonctionnement de la Communauté Est-africaine.

○ **Crises majeures:**

◇ **Kenya:** Il est l'un des territoires de l'Afrique de l'Est où la colonisation était basée sur le colonat individuel et où la question des terres s'est posée en des termes similaires qu'en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud. Cette question fut à la base du mouvement Mau Mau (1950-1953) et le catalyseur des revendications politiques<sup>246</sup> qui ont valu Jomo Kenyatta (de l'ethnie Kikuyu) la prison comme d'autres leaders africains de son époque. C'est lui qui, à la tête du Kenya African National Union (KANU), devint le premier président et dirigea le Kenya (capitale: Nairobi) depuis son indépendance en 1963 jusqu'à sa mort en 1978. Il fut succédé à la tête du parti et du pays par son vice-président Daniel Arap Moi (de l'ethnie Kalenjin) qui resta au pouvoir jusqu'en 2002. Au temps de Jomo Kenyatta, il ne semble pas y avoir eu des tensions ethniques et régionales majeures. Celles-ci, toujours présentes dans l'histoire du Kenya, se sont intensifiées sous le règne de son successeur surtout dans le Nord du pays, le Rift Valley et la Western province et le North-Eastern province, surtout au cours années 1991-1994 et 1997<sup>247</sup>. Elles ont été, pour une large part, «stratégiquement

---

<sup>242</sup> SPEED, D., «Nyerere's Kindergarten: Dar-Es-Salaam University and The Black Faces of The New British Colonialism», [http://www.schillerinstitute.org/ffd\\_97-01/974\\_faces\\_brit\\_colonial.html](http://www.schillerinstitute.org/ffd_97-01/974_faces_brit_colonial.html).

<sup>243</sup> CALAS, B., «Nouvelles géopolitiques ougandaises?», *L'Afrique politique 2001*, Paris, Karthala, 2001, pp.125-163.

<sup>244</sup> KANYINDA, L., «L'Ouganda et ses problèmes», *Congo-Afrique*, n° 54, avril 1971, pp. 179-189; BERTRAND, J., «Ouganda: des rois en République», *Afrique contemporaine*, n°182, 1997, pp. 16-31.

<sup>245</sup> KINTU, R., *The US Behind Museveni's Wars*, Conférence, Baltimore, April 1997.

<sup>246</sup> WASSERMAN, G., *Politics of Decolonization: Kenya Europeans and the Land Issue, 1960-1965*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

<sup>247</sup> LAFARGUE, J., «Kenya: Une lecture (nécessairement) politique des troubles ethnico-régionaux», *L'Afrique politique* 1994, pp. 281-205; «Succession et héritage politiques. Le Président, l'Etat et le Capital après la mort de Jomo Kenyatta», *Politique africaine*, n° 3, Septembre 1981, pp.7-26; MEDARD, C., «Les conflits ethniques au Kenya: une question de votes ou de terres?», *Afrique contemporaine*, numéro spécial 1996, pp. 62-74; OSAMBA, J.O., «Violence and the Dynamics of Transition: State, Ethnicity and Government in Kenya», *Africa Development*, vol. XXVI, n° 1 et 2, 2001, pp. 37-54.

activées par une minorité politique au pouvoir»; ceci se comprend car «les secousses ethniques déterminent aujourd'hui les règles du jeu politique en Afrique». Mais, au Nord du pays, les violences sont aussi l'oeuvre des bandits somalis qui se livrent aux vols du bétail et qui, dans ce cas, s'affrontent aux populations locales<sup>248</sup>. Dans l'ensemble, les interventions armées externes ne sont pas exclues, surtout aux frontières avec le Soudan, la Somalie et l'Ouganda. Les grandes villes comme Nairobi, Mombasa, Malindi et Nakuru ont été aussi secouées par des violences non pas seulement à caractère politique mais aussi social car elles sont liées parfois à la misère; elles ont été violemment réprimées<sup>249</sup>. Ces violences intermittentes n'ont terni en rien l'image d'un pays politiquement stable et ce, malgré la corruption qui est constamment décriée, la dernière en date étant la série des scandales dont se sont illustrés beaucoup de membres du gouvernement actuel du président E. Mwai Kibaki, leader du Democratic Party, membre de la National Rainbow Coalition (NARC), une plate-forme politique regroupant plusieurs partis d'opposition qui ont détrôné le KANU du pouvoir en décembre 2002, pouvoir qu'il détenait depuis l'indépendance en 1963.

◊ **Uganda**: L'ouverture du canal de Suez en 1869 qui rendait le commerce entre l'Afrique et l'Europe possible via l'Afrique orientale, l'extension de la domination égyptienne dans le Soudan méridional, notamment dans la province de l'Equatoria (1869-1889), et l'éviction égyptienne par les nationalistes mahdistes (1889-1898) placèrent toute la région du Haut-Nil en général et l'Ouganda en particulier au centre des rivalités coloniales entre Frederick Lugard, agent de l'Imperial British East Africa (IBEA), pour la Grande Bretagne, Dr Carl Peters pour l'Allemagne à partir de la côte orientale de l'Afrique et Henri Morton Stanley pour le compte du souverain belge, Léopold II, à partir du Sud (Stanley Falls). En usant des pressions militaires, économiques et diplomatiques et en mettant à contribution les organisations religieuses, le Church Missionary Society/CMS (protestants) et les Pères Blancs (catholiques romains) qui se présentaient comme les défenseurs de l'abolitionnisme ou la lutte contre l'esclavage pratiqué encore par les Arabo-musulmans fortement installés au Soudan et en Ouganda, y compris à la cour du roi du Buganda (Mutesa I et Mwanga), Lugard réussit à évincer ses rivaux européens (belges<sup>250</sup> et allemands<sup>251</sup>) et le kabaka (roi) pro-musulman (Mwanga I) qui fut exilé aux îles Seychelles et installer une administration

---

<sup>248</sup> GALAY, J.G., «Pastoral Conflicts across Northern Kenya», *L'Afrique Orientale. Annuaire 2002* (sous la direction de Hervé Maupeu), Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 222-244.

<sup>249</sup> MURUNGA, G.R., «Urban Violences in Kenya's Transition to Plural Politics, 1982-1992», *Africa Development*, vol. XXIV, n°1 et 2, 1999, pp. 165-198; «Kenya», *Le Nouvel Afrique-Asie*, n° 100, Janvier 1998; MAUPEU, H., «Kenya: les élections de la transition», *Politique africaine*, n° 89, Mars 2003, p.160.

<sup>250</sup> SOUTHALL, A.W., «Belgian and British Administration in Alurland», *Zaire*, Mai 1954, pp.467-486; COLLINS, R.O., «Anglo-Congolese Negotiations, 1900-1906», *Zaire*, vol. XII, n° 5, 1958, pp. 479-512 et «The transfer of the Lado Enclave to the Anglo-Egyptian Sudan, 1910», *Zaire*, vol. XIV, n° 2-3, 1960, pp. 193-210.

<sup>251</sup> «In the treaty of 1890, Germany ceded its claims to Uganda in return for Heligoland, a small island in the North Sea», «History of Uganda, 1890-1918», *World History at KMLA*, October 4, 2006.

anglaise (1890-1893)<sup>252</sup>. A partir de cette période, «the Baganda were used as agents in effecting British rule, a policy of convenience that was to have far reaching consequences for the future peace and stability in Uganda. The Buganda Agreement of 1900 set the trend for indirect rule, whereby the British would rule through the Baganda oligarchy while retaining a facade of traditional government, hence creating a framework of British controlled civil servants»<sup>253</sup>. L'Ouganda resta un protectorat anglais jusqu'en 1961, date à laquelle «le colonisateur décide d'appeler les populations à élire directement un corps législatif pour une phase transitoire de semi-autonomie»<sup>254</sup>. Seule une minorité de la population, membre de l'Uganda People's Congress (UPC) et du Democratic Party qui recruta ses partisans au Nord et à l'Ouest du pays répondit positivement à ce mot d'ordre. Le leader de ce deuxième parti, un juriste muganda et catholique, Benedicto Kiwanuka, devint premier ministre. La grande majorité, regroupée autour du kabaka boycotta les élections. Celui-ci et son camp se ravisèrent tard qu'ils venaient de commettre une erreur car les nouveaux interlocuteurs de l'administration coloniale anglaise commencèrent déjà à poser ouvertement la question de la République et, indirectement, celle de l'abolition des royaumes: [D'abord, ses partisans créent un parti politique, dont le programme tient tout entier dans son nom, «Kabaka Yekka», en luganda littéralement «le roi seul» ou bien «tout pour le roi». Ensuite, le KY noue une alliance stratégique, largement contre nature, avec les socialistes de l'UPC et ils concluent un accord sur le partage du pouvoir dans la perspective de l'indépendance prochaine. Le résultat ne se fait pas attendre. Aux élections du Parlement de la nouvelle République proclamée le 8 octobre 1962<sup>255</sup>, l'alliance UPC-KY obtient largement la majorité absolue. Au Buganda, les candidats du KY écrasent leurs concurrents du DP et emportent tous les sièges. Dans le cadre d'une Constitution plutôt fédérale de type Westminster, Mutesa II devient président de la République et Milton Obote, le leader de l'UPC, Premier ministre (fort à l'anglaise). Mais les fissures ne manquent pas d'apparaître dans la coalition et la tension ne cesse de monter au sein de celle-ci. En 1966, Milton Obote, considéré comme quelqu'un du Nord et de l'Est, ordonne son armée dirigée par un certain Idi Amin, d'envahir le palais du

---

<sup>252</sup> «In 1889, German colonial politician Carl Peters obtained a treaty from the Buganda king Mwanga, asking for German protection. Yet, the same king previously had agreed to accept the IBEA company flag sent to him by Mr Frederick Jackson, with the understanding that the acceptance meant placing his kingdom under British protection... Now, British colonial politician Frederick Lugard, acting as an agent of the IBEA entered in the kingdom of Buganda and established a Fort at Kampala... In 1893, the IBEA transferred its rights to the British government and a protectorate was proclaimed, to what effect a treaty was signed in 1893. The British established Kampala as their capital and extended the protectorate, now called Uganda, beyond the borders of the Buganda kingdom (1894)», «History of Uganda, 1890-1918», *World History at KMLA*, October 4, 2006; «Frederick Lugard», <http://www.answers.com/topic/frederick-lugard-l>.

<sup>253</sup> <http://www.cwm-org/uganda/history.htm>.

<sup>254</sup> BERTRAND, J., *op. cit.*, p. 19.

<sup>255</sup> Pour les éléments concernant la politique coloniale proprement dite, lire LWANGA-LUNYIIGO, S., «Ouganda: L'ère coloniale (1894-1962)», in *L'Ouganda contemporain* (sous la direction de Gérard Prunier et Bernard Calas), Paris, Karthala, 1994, pp. 71-87.

kabaka, le «Lubiri», et de disperser cour et «Lukiiko». Mutesa s'enfuit en exil<sup>256</sup>. Bientôt, les royaumes sont abolis et une nouvelle Constitution, unitaire et centralisatrice, est proclamée en 1967. Dix ans plus tard Mutesa meurt à Londres]<sup>257</sup>.

Entre 1967 et 1986, l'Ouganda a traversé une période de turbulences politiques dont les ingrédients étaient à la fois internes (clivages ethniques- Baganda, Acholi, Bakiga, Bakondjo, Bwamba, Bahema, Lango, Madi, Alur, Lugbara, Kakwa- et la question monarchique du Buganda) et régionales, la question monarchique du Buganda) et régionales (la question des réfugiés tutsi communément appelée question des Banyarwanda dans l'historiographie de l'Ouganda et qui, depuis la révolution sociale de 1959 au Rwanda<sup>258</sup>, a été le potentiel de l'explosion de la région des Grands Lacs). Après les violences politiques qui ont suivi la fin l'administration coloniale, l'Ouganda a connu successivement une dictature militaire implacable dans les années 70 avec Idi Amin Dada, une autocratie civile aux début des années 80 avec Milton Obote et une anarchie instaurée par l'Uganda National Liberation Army<sup>259</sup>. Toutefois, le fil conducteur est, selon Leslie Piquemal, la lutte pour le contrôle de l'armée: «L'héritage sanglant des premières années de l'indépendance. Depuis l'indépendance, la vie politique ougandaise a ainsi été de plus en plus dominée par la force armée. Etant donné le déséquilibre ethnique dans le personnel de l'armée, ceci a contribué à l'intensification des hostilités et conflits interethniques. De 1962 à 1971, les conflits à l'intérieur des systèmes politique et militaire étaient systématiquement formulés en termes d'identités ethniques. En outre, le refus croissant par les acteurs politiques d'accepter de perdre leurs pouvoirs, ainsi que leur tendance à les conserver par le recours à la force armée ont alimenté l'émergence des militaires comme force politique et la destruction de l'accord constitutionnel de 1962»<sup>260</sup>. Sous le règne de Milton Obote (1966-1971), on assista à des changements politiques majeurs et ce, à la frustration de beaucoup de politiciens et d'ethnies. La constitution de 1967 consacra l'abolition des monarchies (Bunyoro, Ankole, Toro et Buganda). Les trois premiers devinrent de simples districts et le dernier fut divisé en quatre districts. En même temps, cette nouvelle constitution et la promulgation du Public Order and Security Act renforcèrent les pouvoirs du Chef de l'Etat. La conséquence fut désastreuse: «Aliénés par un Etat qui s'avouait presque ouvertement une machine de pouvoir éloignée de principes démocratiques de l'arbitrage constitutionnel, incapables de se reconnaître dans un parti politique privé de toute initiative, les citoyens ougandais allaient

---

<sup>256</sup> Pour plus de détails, lire NSIBAMBI, A.R., «La crise ougandaise de 1966», in PRUNIER, G. et CALAS, B. (éditeurs), *op.cit.*, pp. 89-104.

<sup>257</sup> BERTRAND, J., *op. cit.*, p. 19.

<sup>258</sup> Le dernier roi Kigeri s'est réfugié en Ouganda d'où ses partisans organisèrent plusieurs attaques meurtrières au Rwanda pour la reconquête du pouvoir des Hutu par les armes. Même après s'être fixé ultérieurement aux Etats-Unis, l'Ouganda resta la plaque tournante de leurs activités militaires et politiques.

<sup>259</sup> OLOKA-ONYAMGO, J., «Uganda's Benevolent Dictatorship», *Current History*, May 1997, p. 212.

<sup>260</sup> PIQUENAL, L., «La guerre au Nord de l'Ouganda: une solution militaire sans issue?», *Afrique contemporaine*, n° 209, Printemps 2004, p. 149.

tendre à se replier sur la solidarité organique que constituait l'appartenance à une ethnie, avec de sérieuses conséquences pour la vie politique du pays. (Il s'en suivirent) la montée des tensions ethniques et religieuses (protestants versus catholiques versus musulmans) surtout dans l'Ankole, le Toro et le Karamoja<sup>261</sup> (région peuplée par des nomades au carrefour de l'Ouganda, du Kenya et du Soudan), et dans ces entrefaites, l'émergence de la question des Tutsi réfugiés rwandais dans la vie politique ougandaise et dont certains s'étaient mariés aux Bahima... Et enfin le coup d'état de 1966 contribua d'abord et avant tout à aliéner les Baganda pour qui le trône («namulondo») était une entité à la valeur quasiment mythiques<sup>262</sup>. Dans ces conditions, Milton Obote ne pouvait que dépendre de l'armée pour survivre politiquement, armée dont le recrutement était ethniquement orienté; cette dépendance était une arme à double tranchant car, comme Gérard Prunier l'explique «le problème de cette ethno-politisation des forces armées, c'est qu'il pouvait évoluer de différentes manières selon la position ethno-politique de ceux qui contrôlaient effectivement le recrutement. Or si le président était un Lango (Nilotique, parlant luo), son chef d'état-major récemment promu général était un Kakwa (Soudanais, parlant kinubi)<sup>263</sup>. Il fut justement destitué dans un coup d'état du 25 janvier 1971 par le chef de l'armée, Idi Amin Dada, avec l'appui d'Israël où il avait reçu la formation militaire et du fait qu'il facilitait l'aide apportée aux rebelles du Sud-Soudan ou rebelles Anya Nya par les services de la Mossad pour combattre Gaafar al-Nimeiry au pouvoir à Khartoum depuis octobre 1969 et recevant, pour sa part, une importante aide égypto-soviétique<sup>264</sup>. Le régime d'Idi Amin Dada (1971-1979) n'a pas apporté les réformes attendues. Au contraire, ce dernier s'est illustré par une politique de terreur en s'en prenant à ses concitoyens au nom de l'ordre et de la sécurité publique et en se montrant surtout très hostile aux asiatiques (il a même chassé les Indiens en 1972) et aux anciens colonisateurs anglais. Fortement militarisé et s'appuyant sur des ethnies minoritaires, voire des réfugiés Tutsi rwandais et miné de l'intérieur dès le début, son régime s'est effondré grâce à l'intervention de la Tanzanie en avril 1979<sup>265</sup>: après avoir unifié toutes les forces anti-Amin sous l'Uganda National Liberation Front, elle força la fuite du dictateur ougandais qui, jusqu'à sa mort en 2005, vivait en exil en Arabie Saoudite. Cette nébuleuse coalition n'a pas pu maintenir son unité; d'où, l'Ouganda connut un imbroglio total. Yusuf Lule (un muganda) qui avait été installé par la Tanzanie fut vite évincé par Godfrey Binaisa, lui-même déposé par l'armée en 1980; trois chefs d'état en une année, c'était trop. Milton Obote revint au pouvoir par la voie des urnes. Mais, son pouvoir fut contesté par Yoweri Museveni qui, avec les réfugiés Tutsi rwandais et à la tête de la National Resistance Arm

---

<sup>261</sup> GOMES, N., «Intra and Inter-Ethnic Conflicts in Southern Karamoja-Uganda», *L'Afrique Orientale. Annuaire 2002* (sous la direction de Herbé Maupeu), Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 245-304.

<sup>262</sup> «Le crépuscule du constitutionnalisme», PRUNIER, G. et CALAS, B., *op. cit.*, pp. 107-111.

<sup>263</sup> PRUNIER, G. et CALAS, B., *op. cit.*, pp. 115-116.

<sup>264</sup> PRUNIER, G. et CALAS, B., *op. cit.*, pp. 116-17.

<sup>265</sup> La Tanzanie répondait à l'invasion de son territoire en 1978 par Idi Amin Dada qui voulait annexer la région de la Kagera

(NRA), entra dans le maquis en 1982. Après quatre années de lutte armée, Museveni et les réfugiés Tutsi prirent le pouvoir à Kampala en janvier 1986.

L'avènement de Yoweri Museveni au pouvoir en 1986 et ses 20 ans de règne sans partage marquèrent un tournant dans l'histoire de l'Ouganda et celle de la région: désormais, l'Ouganda est entré dans une ère de stabilité interne dans laquelle «Museveni cherche, plus que jamais, à imposer un monopole de l'exercice légitime de la violence en plaçant les forces de l'ordre au coeur du dispositif du pouvoir»<sup>266</sup>, mais celle de la déstabilisation des pays voisins. D'où son implication parrainée par Washington et Londres, voire Israël, dans tous les fronts armés de la région, la guerre au Nord de l'Ouganda faisant partie de cette stratégie: «La persistance de la guerre au nord de l'Ouganda qui est l'une des plus anciennes de la région des Grands Lacs est difficile à expliquer. Le conflit semble n'être que marginalement alimenté par l'Etat voisin du Soudan. Il n'est pas non plus entretenu par le trafic des ressources naturelles permettant l'achat d'armes. Quelles sont alors les raisons de son développement, de sa continuité jusqu'aujourd'hui, de la récente recrudescence de la violence? Qu'est ce qui entrave la régulation du conflit et limite ainsi les perspectives d'avenir pour cette région?»<sup>267</sup>. Sandrine Perrot y voit l'effet de la politique délibérée de Museveni et met en avant plutôt les «bénéfices de l'instabilité»: «Aujourd'hui, pourtant l'armée ougandaise, engagée dans de périlleuses interventions extérieures (est) incapable de mettre fin aux rébellions internes.... (En plus), la permanence du conflit a permis à l'UPDF (Uganda People's Defense Forces) de justifier le fort budget qui lui était alloué et de bénéficier de la manne conciliante des bailleurs de fonds. Le conflit dans le Nord génère l'afflux de sommes d'argent considérables qui bénéficient, de façon formelle ou informelle, à une partie de l'armée, qui renforce ainsi sa position au coeur de l'Etat. L'instrumentalisation de la violence et de l'insécurité permet à l'armée nationale ougandaise d'occuper encore une place prépondérante dans l'équilibre des forces politiques du régime Museveni»<sup>268</sup>. Leslie Piquenal ajoute que «l'influence politique des Etats-Unis contribue également à entraver une tentative plus soutenue de la négociation de Kampala. A la suite des événements du 11 septembre 2001 à New York et Washington, le département d'Etat a inclus la Lord's Resistance Army (LRA) sur la liste des organisations terroristes internationales, augmenté son assistance militaire à Kampala en échange de l'accès à ses bases militaires, et fourni une excuse supplémentaire à cette dernière qui évidemment refuse d'être perçue comme négociant avec des terroristes»<sup>269</sup>. Sur le plan interne, Museveni a mis en place ce qu'il appelle

---

<sup>266</sup> MAUPEU, H., «Ouganda», *L'Afrique Orientale. Annuaire 2001* (sous la direction de Hervé Maupeu), Paris, L'Harmattan, 2001, p.38.

<sup>267</sup> PIQUENAL, L., *op. cit.*, p. 141

<sup>268</sup> PERROT, S., «Entrepreneurs de l'insécurité: la face cachée de l'armée ougandaise», *Politique africaine*, n° 75, Octobre 1999, pp.60 et 65.

<sup>269</sup> PIQUENAL, L., *op. cit.*, p. 156.

cyniquement «une démocratie sans partis»<sup>270</sup> et s'est engagé dans une répression sans merci contre l'opposition; il a fait changer la constitution pour rester au pouvoir au delà de trois mandats consécutifs en préparant la voie à ce que d'aucuns considèrent comme une présidence à vie. Malgré cette double entorse à la démocratie classique et la corruption qui fait rage dans le système Museveni<sup>271</sup>, l'Ouganda bénéficie de l'aide inconditionnelle de la part de la Banque mondiale dont il est, dit-on, «le bon élève»<sup>272</sup>. Quand cette aide fut subordonnée à la réduction des effectifs militaires, c'était pour déverser les démobilisés sur les fronts de la guerre FPR au Rwanda. C'est dire que cela n'a affecté en rien la nature du militarisme du régime et le volume des dépenses militaires. Sur le plan externe, l'Ouganda de Museveni s'est impliqué dans quatre fronts de guerre: (1) l'instrumentalisation de la guerre du Nord de l'Ouganda (1987)<sup>273</sup> pour justifier la militarisation du pays et la guerre américaine au Soudan; (2) la guerre du PFR au Rwanda (1990-1994)<sup>274</sup>; (3) la guerre en RDC (1996-2006)<sup>275</sup>, le front des Monts Ruwenzori (territoire de Beni au Nord-Kivu) étant en place depuis 1987; (4) la déstabilisation de l'Est du Kenya. Sur tous ces fronts, l'Ouganda joue avant tout le rôle d'exécutant des plans anglo-américains<sup>276</sup> et s'en sert pour renforcer la position des Hima-Tutsi dans la région<sup>277</sup>. L'ancien Secrétaire d'Etat américain, Herman Cohen, est même sorti de sa réserve diplomatique habituelle pour dire que Yoweri Kaguta Museveni et Paul Kagame et l'hégémonie des minorités Tutsi sur laquelle ils trônent constituent le vrai problème pour la région des Grands Lacs.

#### ◇Cas spécial: **Tanzanie**

La République Unie de Tanzanie (capitale économique: Dar-Es-Salaam et capitale politique: Dodoma) est la fusion de deux anciens territoires coloniaux en 1964: d'un côté l'archipel de

---

<sup>270</sup> KASFIR, N., «Démocratie de mouvement, légitimité et pouvoir en Ouganda», *Politique africaine*, n° 75, Octobre 1999, pp. 20-42.

<sup>271</sup> TANGRI, R and MWENDA, A., «Corruption and Cronyism in Uganda's Privatization in the 1990s», *African Affairs*, n°100, 2001, pp.117-133.

<sup>272</sup> HAUSER, E., «Ugandan Relations with Western Donors in the 1990s:What Impact on Democratisation?», *The Journal of Modern African Studies*, vol.37,n° 4, 1999, pp. 621-641.

<sup>273</sup> PIQUENAL, L. *op. cit.*

<sup>274</sup> NTAMABYALIRO, A., *Le peuple rwandais accuse*, Ministère rwandais de la Justice en exil, Bukavu, le 21 septembre 1994; KINTU, R., *The Truth Behind the Rwanda Tragedy*, A Document prepared upon request and presented to the U.N.Tribunal on Rwanda, Arusha, Tanzania, March 20, 2005. Cette guerre a été déclenchée quand Museveni présidait l'OUA. Cette organisation a donc couvert la guerre du FPR du début jusqu'à sa victoire militaire en juillet 1994.

<sup>275</sup> PRUNIER, G., «L'Ouganda et les guerres congolaises», *Politique africaine*, n° 75, Octobre 1999, pp. 43-59; CLARK, J.F., «Explaining Ugandan Intervention in Congo: Evidence and Interpretation», *The Journal of Modern African Studies*, vol. 39,n°2, 2001, pp.261-287;

<sup>276</sup> STRIZEK, H., «Central Africa: 15 Years after the End of the Cold War. The International Involvement», *Internationales Afrika Forum*, Vol.40, Issue n° 3, September 2004, pp.273-2888.

<sup>277</sup> KINTU, R., «Tutsi Invasion in Congo. A Report of a Visit to Congo in September 1998», Uganda Democratic Coalition, Washington, September 1998.

Zanzibar et de l'autre côté le Tanganyika. Ainsi, il faudrait en dire quelques mots avant de passer à la Tanzanie post-1964. Le Zanzibar était occupé par les arabes longtemps avant l'arrivée des premiers explorateurs Portugais dans la région à la fin de 15<sup>ème</sup> siècle. Après avoir été sous la domination des Portugais et du Sultanat d'Oman<sup>278</sup>, il passa sous le protectorat britannique en 1890. Cette éviction des arabo-swahili intervenait dans le cadre de la compétition européenne pour l'acquisition des territoires coloniaux dans l'après Berlin (1885) et mettait fin à un monopole du commerce de l'ivoire et des esclaves qui les conduisait à l'intérieur du continent jusqu'à l'Est de la RD Congo. Après avoir aboli l'esclavage en 1897, la Grande Bretagne soumit le Zanzibar à l'exploitation coloniale jusqu'à son indépendance le 10 décembre 1963; à l'indépendance, ce dernier a choisi la monarchie constitutionnelle<sup>279</sup>. Quant au Tanganyika, il fut d'abord une colonie allemande: il devint ensuite un territoire sous mandat britannique en 1919 et, enfin, un territoire sous tutelle britannique en 1945 (voir supra). La Grande Bretagne dut respecter l'une des obligations du Conseil sous tutelle de l'ONU (Organisation des Nations-Unies) qui consistait à conduire progressivement ce dernier vers l'autodétermination politique. Mais, elle ne l'a pas fait de gaieté de coeur. Les Africains de ce territoire ont dû revendiquer fort pour décrocher leur indépendance. L'un de ces leaders qui ont marqué le nationalisme du Tanganyika et l'histoire de la Tanzanie est Julius K. Nyerere, diplômé de l'Université d'Edinburg (Grande Bretagne), ancien enseignant (mwaliimu) et fondateur de la Tanganyika African National Union (TANU) le 7 juillet 1954<sup>280</sup> et premier président du Tanganyika indépendant le 9 décembre 1961. Inquiet de l'instabilité que le Zanzibar a connue dès son accession à l'indépendance en décembre 1963 et surtout attiré par les richesses du Zanzibar (le Tanganyika était plus pauvre et n'avait pas été développé par les Anglais), Julius K. Nyerere incorpora le Zanzibar pour former la République Unie de Tanzanie («*Tan*» de Tanganyika et «*Zan*» de Zanzibar) le 26 avril 1964. Dans la suite, il orienta son pays dans la voie d'un socialisme africain centré sur la famille («*ujamaa*»)<sup>281</sup>. Il créa en 1967 un nouveau parti politique appelé Chama cha Mapinduzi/CCM (union du parti au pouvoir à Dar-Es-Salaam, le TANU, et du parti au pouvoir à Zanzibar, The Afro-Shiraz Party) ou the Parti de la Révolution: voir «la déclaration d'Arusha du 5 février 1967 qui instaurait un Etat socialiste avec un rôle prédominant des collectivités rurales. Finalement, il vira progressivement dans le camp capitaliste: «By 1987, disenchantment was widespread and the end was near. Far from Tanzania being self-reliant, it was more dependent than ever. And Ujamaa had left the country poorer than it might otherwise have been. Liberalization, privatization and marketization were not far behind. But why did Ujamaa fail? Was it domestic factors? Was external pressures? Was Nyerere building socialism without socialists? We need a post-mortem on Ujamaa»<sup>282</sup>. Mais, il

---

<sup>278</sup> Pendant son apogée (1698-890), le Sultanat d'Oman étendait son influence sur les côtes de l'Afrique Orientale dont Mombassa (Kenya) et Dar-Es-Salaam (Tanganika), <http://fr.wikipedia.org/wiki/Zanzibar>.

<sup>279</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Zanzibar>.

<sup>280</sup> MAZRUI, A.A., «The Legacy of Julius K. Nyerere», *Africa Notes*, November 199, p. 1.

<sup>281</sup> Sa devise fut simple: «*self-reliance*» (autosuffisance alimentaire).

<sup>282</sup> MAZRUI, A.A., *op.cit.*, p. 2.

était un personnage ambigu. Il était présenté comme un chef d'Etat tantôt modèle tantôt vicieux. Certains admirateurs font état de son éthique et de son intelligence hors du commun: «Among East African politicians, Julius K. Nyerere was in a class by himself in the combination of ethical standards and intellectual power. In that combination, no other East African politician was in the same league. Some East African politicians might have been more intelligent than Nyerere. Others might have been more ethical than Nyerere. But none combined high thinking and high ethics in the way Nyere did»<sup>283</sup>. D'autres mettent l'accent tantôt sur son esprit visionnaire<sup>284</sup>, tantôt sur son rôle dans les négociations de paix au Burundi. Par contre, ses critiques en font le père de toutes les crises de la région des Grands Lacs car il passe pour parrain de Museveni, de Kagame, des Kabila<sup>285</sup> et autres Wamba Dia Wamba et Jacques Depelchin qu'on a vus à la tête du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Kisangani (RCD-Kisangani) dès janvier 1999 en RDC. Rath Andor ajoute ces commentaires: «Mr Nyerere's views on African development were an unmitigated disaster and turned his country into a pauper for decades and probably for decades to come»<sup>286</sup>. Enfin, la Tanzanie est la plaque tournante de la vente d'armes dans les pays en guerre, surtout le Rwanda, le Burundi et la RDC.

Julius K. Nyerere a dirigé la Tanzanie depuis le 1964 jusqu'à sa démission en 1985. Au cours de son règne, la Tanzanie a été marquée par une série d'événements: les tensions politiques et économiques entre les deux composantes de la République Unie de Tanzanie, c'est-à-dire la partie continentale (Tanganyika) et la partie insulaire (les deux îles de Zanzibar et Pemba), la co-fondation de la Communauté économique de l'Afrique de l'Est regroupant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie en décembre 1967, le transfert de la capitale de Dar-Es-salaam à Dodoma le 1er octobre 1973, l'invasion de l'Ouganda en mars 1979 et la destitution d'Idi Amin au profit de Yoweri Museveni, le coup d'état manqué en janvier 1983, l'accueil de plusieurs milliers des réfugiés tutsi rwandais et hutu burundais, et la médiation dans le conflit interne au Burundi. Il est resté le président du parti au pouvoir, le CCM, et très influent dans les affaires du pays jusqu'à sa mort le 14 octobre 1999: «Bien qu'ayant abandonné ses fonctions de chef de l'Etat en 1985, Julius Nyerere n'est pas resté absent des affaires; président du parti unique, le Chama Cha Mapinduzi, il a mis sous surveillance la succession gérée par ses anciens collaborateurs et dirigée par le candidat qu'il avait proposé, le zanzibarite Ali Hassan Mwinyi»<sup>287</sup>. Son successeur est Ali Hassan Mwinyi: «En 1985, Nyerere jette l'éponge. Las de diriger un pays obligé de mendier sa nourriture, il a passé la main le 5 novembre, en laissant son Premier ministre, Ali Hassan Mwinyi, procéder aux réformes structurelles souhaitées par le

---

<sup>283</sup> MAZRUI, A.A., *op.cit.*, p. 3.

<sup>284</sup> TUKUMBI, L.K., «Mwalimu Kambarage Nyerere: an African visionary», *Africa Notes*, November 1999, pp. 4-5.

<sup>285</sup> SPEED, D., *op.cit.*

<sup>286</sup> «Julius Nyerere: political messiah or false prophet?», *BBC News*, Monday, October 2005.

<sup>287</sup> «La Tanzanie de 1982 à 1987», <http://afriquepluriel.ruwenzori.net/tanzanie-c.htm>.

Fonds Monétaire International (FMI)»<sup>288</sup>. Originaire de Zanzibar et vice-président du CCM<sup>289</sup>, celui-ci avait été désigné par Julius Nyerere pour lui succéder car, avec ce choix, il voulait atténuer les mécontentements de Zanzibar qui n'a jamais accepté sa subordination vis-à-vis du Tanganyika. Durant tout le temps qu'il est resté au pouvoir (1985-1995), Ali Hassan Mwinyi a fait face à d'énormes problèmes: la gestion des effets du programme d'ajustement structurel imposé par le FMI (tenants de la libéralisation versus tenants de la tendance socialisante et la remise en cause subséquente de l'Union Tanganyika-Zanzibar/Pemba et la demande de plus en plus accrue de la sécession du Zanzibar, le clivage religieux (catholiques versus musulmans) et communautaire (Africains versus Arabes) aggravé par le fait qu'il s'est entouré de beaucoup de conseillers musulmans<sup>290</sup>, la gestion du multipartisme ouvert en 1992 consécutivement aux bouleversements qui secouèrent le continent depuis la disparition du mur de Berlin en 1989. C'est lui qui, avec Yoweri Kaguta Museveni, convoqua la réunion- piège de Dar-Es Salaam, le 6 avril 1994, à l'issue de laquelle les deux présidents rwandais (Juvénal Habyarimana) et burundais (Cyprien Ntaryamira) furent tués. Ce double assassinat programmé et couvert par la communauté internationale ouvrait la voie à la victoire militaire du FPR en juillet 1994 et à l'afflux massif des réfugiés hutu rwandais en Tanzanie. Aursha qui a été le lieu des négociations de paix entre le FPR et le gouvernement MRND de Juvénal Habyarimana d'une part (accord du 4 août 1993) et entre le gouvernement UPRONA de Pierre Buyoya et les rébellions armées hutu d'autre part (accord du 28 août 2000), fut choisi comme siège du TPIR (Tribunal Pénal International pour le Rwanda), une manne pour l'économie tanzanienne. En juillet 1995, Benjamin Mkapa, diplomate de carrière et candidat du CCM, remporta les élections à cause de «l'intervention décisive de l'ancien président Julius Nyerere, le père de l'indépendance»<sup>291</sup>. Ce troisième président tanzanien renforça sa mainmise sur les structures du pouvoir et combattit l'opposition, expulsa les réfugiés hutu rwandais en décembre 1996, enterra Julius Nyerere. Il abdiqua du pouvoir en décembre 2005 après trois mandats consécutifs. Il fut succédé à la tête du parti et du pays par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Jakaya Kikwete, position qu'il détient jusqu'à ce jour.

### 3. Afrique Occidentale et septentrionale

#### a. Afrique occidentale

##### o Généralités

C'était la région la plus paisible du continent jusqu' en 1990; entre 1960 et 1990, elle a connu deux cas de conflits: la guerre du Biafra, Est du Nigéria (1967-1970) et la guerre de sécession

---

<sup>288</sup> GESLIN, J.D., «Tanzanie: Orphelins de Nyerere», *Jeune Afrique.com* du 1er mai 2005.

<sup>289</sup> C'est en 1990 qu'il a pris la présidence de ce parti.

<sup>290</sup> Le rôle du religieux dans la politique tanzanienne est discutée par Lorraine Kihl, *Religion et Politique en Tanzanie: les organisations religieuses, de nouveaux acteurs politiques?* Mémoire de Master, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Septembre 2006.

<sup>291</sup> <http://afriquepluriel.ruwenzori.net/tanzanie-c.htm>.

casamançaise dont les débuts remontent à l'année 1982. Fortement islamisée depuis le 11<sup>ème</sup> siècle, l'Afrique occidentale est caractérisée, à l'exception du Nigeria (pays le plus peuplé de l'Afrique et aux conflits religieux récurrents), par des relations non-confliktuelles entre les musulmans et les non-musulmans et une multitude de petits Etats (ex-colonies françaises et anglaises à l'exception de la Guinée ex-espagnole ou Guinée Equatoriale et de l'ex-colonie portugaise du Cap Vert) dans lesquels se répartissent différentes ethnies. La partie nord est orientée vers l'Afrique du Nord et le monde arabo-musulman de l'Asie et du Moyen-Orient alors que la partie méridionale ou côtière est tournée vers l'Océan Atlantique et l'Outre-Atlantique (Europe et Amérique). Le Sahara a longtemps servi de trait d'union dans le premier cas et la côte atlantique de point de départ du commerce dit triangulaire (du trafic des esclaves noirs) vers l'Europe et les Amériques dans le deuxième cas. Les flux migratoires régionaux y sont constants et les pays sahéliens contrastent avec les pays côtiers en terme du climat, des ressources aquatiques et végétatives, bref de l'agro-élevage. Sur ce plan, la Côte d'Ivoire passait jusque récemment pour géant économique et point de convergence des flux migratoires de la région. Il faut signaler la particularité du Libéria: celui-ci n'a pas été occupé par les Européens au même titre que les autres Etats de la région. Il fut plutôt la terre de rapatriement des Noirs abandonnés par leurs maîtres, capturés auprès des navires négriers et des esclaves affranchis aux Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci imposèrent une domination aux populations locales; celle-ci est en partie la racine des tumultes politiques que ce pays connaît depuis les années 1980. Après 1990, l'Afrique Occidentale est tombée dans la tourmente post-guerre froide ou néolibérale<sup>292</sup>.

### ◦Crises majeures

Depuis 1990, la région a connu trois grandes crises. Ce sont, suivant l'ordre chronologique de leurs apparition et développement, les guerres du Libéria, du Sierra Leone et de la Côte d'Ivoire. A cela s'ajoutent évidemment des conflits de moindre intensité dont la rébellion casamançaise (Sénégal), la question Touareg qui préoccupe beaucoup de pays (en particulier le Niger et le Mali), les conflits interreligieux<sup>293</sup> sans oublier les fréquentes attaques menées contre les agents des multinationales pétrolières accusées de s'enrichir au détriment des populations locales au Nigéria. Située entre l'Ouest (ancien Soudan occidental) et l'Est (ancien Soudan oriental) de la zone saharienne, la région du lac Tchad est l'ilôt permanent d'instabilité:

---

<sup>292</sup> Pour quelques synthèses intéressantes, lire McGOMAN, P.J., «Coups and Conflict in West Africa, 1955-2004», *Armed Forces and Society*, vol. 32, n° 1, October 2005, pp. 5-23; KACOWICZ, A.M., «Negative International Peace and Domestic Conflicts, West Africa, 1957-1996», *The Journal of Modern African Studies*, vol. 35, n° 3, 1997, pp. 367-385; O'NEIL, W., «Conflict in West Africa: Dealing with Exclusion and Separation», *International Journal of Refugee Law*, n° 12, 2000, pp. 171-194.

<sup>293</sup> DE MONTCLOS, M.A.P., «Nigeria et Soudan: Y a-t-il une vie après la sharia?», *Etudes*, novembre 2001, p. 443-454; KANE, O., «Réflexion sur les émeutes interconfessionnelles du Nord du Nigeria», *politique étrangère*, 2202, n° 3, pp.749-764; NICOLAS, G., «Géopolitique et religions au Nigéria», *Géopolitique des religions*, 2002, vol. 106, n° 3, pp.1-33.

guerre civile, guerre entre le Tchad et la Lybie au sujet de la bande d'Aouzou, le conflit pour le contrôle du pouvoir à N'Djamena (ex-Fort-Lamy) qui trouve des ingrédients dans la géopolitique du pétrole et les rivalités franco-anglo/américaine actuelles.

#### ◊Libéria:

Le fond de la crise que le Libéria a connue entre 1990 et 2005 est double: clivage entre les Noirs affranchis devenus maîtres du pays depuis la première moitié du 19ème siècle et les Africains marginalisés et exploités d'un côté et la guerre de prédation de l'autre côté. En effet, c'est entre 1816 et 1847 que «l'American Colonization Association» a procédé au rapatriement et à l'installation des Noirs affranchis des Etats-Unis sur la côte occidentale africaine<sup>294</sup>. Cette région d'implantation fut appelée Libéria et sa capitale, Monrovia, rappelle le nom de James Monroe qui, à l'époque, présidait aux destinées des Etats-Unis. Il est mieux connu à travers la doctrine qui porte son nom, doctrine Monroe («L'Amérique aux Américains»), c'est-à-dire la politique qu'il a imposée et qui consistait à renforcer la mainmise des Etats-Unis sur le continent américain («panaméricanisme») au détriment de l'Europe. A la base se trouvait ce que les défenseurs de cette doctrine appelaient «the geographical predestination»<sup>295</sup>. Ayant le statut de colonie au départ, le Libéria obtint l'indépendance en 1847. Jusque là, les gouverneurs étaient tous des blancs, agents de la société américaine de colonisation. De 1947 à 1980, il fut soumis au régime afro-américain ou américano-libérien. Les Afro-américains ou Américano-libériens monopolisèrent tous les pouvoirs politiques et économiques à la frustration des populations africaines trouvées sur place dont les Mande, Kru, Mel<sup>296</sup>, etc. Une révolution intervint en 1980 lorsque le sergent Samuel Doe, un krahn de l'ethnie Kru, s'empara du pouvoir par la force après avoir assassiné le président Tolbert. Pour régner, il imposa un régime de terreur. Il vint à bout de plusieurs tentatives de déstabilisation jusqu'à son renversement en 1990 par Charles Taylor. Ce dernier était le chef d'une rébellion qui, ayant commencé en 1989, était appuyé par le président ivoirien Houphouët Boigny et le président burkinabé, Blaise Compaoré, et, bien sûr, une faction importante des leaders américains, afro-américains principalement. La victoire de Charles Taylor signifiait la revanche des Américano-libériens et plongeait les partisans de Samuel Doe et autres mécontents dans l'opposition armée. Ce fut le début d'une guerre civile qui fut aggravée par la lutte pour le contrôle du bois, du caoutchouc et

---

<sup>294</sup>Voir la section «L'antiesclavagisme et les sociétés de colonisation», in DUGNAN, P. et GANN, L.H., *Les Etats-Unis et l'Afrique. Une histoire*, Paris, Economica, 1984, pp. 106-119.

<sup>295</sup> WEIBERG, A.K., *Manifest Destiny. A study Nationalist Expansionism in American History*, Chicago, Quadrangle Books, 1963, pp. 43-71. La doctrine Monroe fut complétée et enrichie par celle du «manifest destiny» dans les années 1840; son postulat est que les Etats-Unis sont investis d'une mission divine: répandre et, au besoin, imposer par la force les institutions et valeurs démocratiques américaines («democracy, freedom, the spirit of American life») au reste du monde, voir le chapitre intitulé «extension of the area of freedom», in WEINBERG, A.K., *op. cit.*, pp.100-129.

<sup>296</sup> «Le Libéria», <http://www.urme.be>.

du diamant ou par le développement de l'économie de guerre<sup>297</sup>. Avec les larges sommes d'argent accumulées grâce au pillage des richesses du pays et au trafic illégitime d'armes, Charles Taylor était omniprésent sur les terrains d'affrontement en Afrique Occidentale notamment en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire: «Le gouvernement libérien est directement impliqué dans le conflit en Côte d'Ivoire par le biais du contrôle du MPIGO (Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest) et du MJP (Mouvement pour la Justice et la Paix), les deux groupes rebelles de l'Ouest ivoirien. L'objectif du président Charles Taylor est de maintenir une route de terre jusqu'au Burkina Faso, de déstabiliser le régime de Gbagbo, d'installer un plus favorable au Libéria et de créer un itinéraire d'évasion qui lui servirait s'il était menacé par la situation au Libéria»<sup>298</sup>. En Sierra Leone où un tribunal pénal ad hoc avait été créé, l'objectif de Charles Taylor était différent: payer les agents libériens présents dans ce pays, les éléments de l'ex-Front Révolutionnaire Uni (FRU) de Foday Sankoy et de l'armée régulière pour reconquérir le plein accès aux ressources lucratives du diamant et perturber les activités de ce tribunal d'exception en Sierra Leone qui lorgnait sur lui. Comme le Global Witness concluait au temps de Charles Taylor, «les stratégies transfrontalières du gouvernement, combinées au retrait continu de l'ONU de la Sierra Leone, sont en train de poser le décor de la turbulence régionale»<sup>299</sup>. C'est donc la flamme du Libéria qui a embrasé toute cette région

En 1999, la guerre connut un tournant décisif avec l'appui des Etats-Unis aux opposants de Charles Taylor regroupés au sein du LURD (Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie) et qui combattaient à partir de la Guinée-Conakry. Cet appui américain et l'embargo international sur les armes imposé au Libéria donnèrent un avantage militaire et politico-diplomatique aux opposants à Charles Taylor. Affaibli, celui-ci accepta un accord global de paix signé le 18 août 2003 à Accra (Ghana) par le gouvernement libérien et deux mouvements rebelles, à savoir le LURD et le MODEL (Mouvement pour la démocratie au Libéria)<sup>300</sup>. Quelques temps après, il fut contraint par la Communauté internationale de démissionner. Le Nigéria lui accorda l'exil; il y resta jusqu'au début de l'année 2006: il fut arrêté, remis au Tribunal Spécial pour la Sierra Leone le 19 mars 2006 et puis amené manu militari à la Haye (Pays-Bas)<sup>301</sup> où il est emprisonné jusqu'à ce jour<sup>302</sup>. Il doit répondre aux crimes de guerre. Son arrestation est intervenue au lendemain des élections présidentielles d'Octobre 2005 qui avaient vu la victoire d'une femme (premier cas en Afrique) liée à la Banque

---

<sup>297</sup> GLOBAL WITNESS, *Les Suspects habituels. Les armes et les mercenaires du Libéria, en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone*, Rapport du mois de mars 2003.

<sup>298</sup> GLOBAL WITNESS, *op. cit.*, p. 6.

<sup>299</sup> *Ibidem*.

<sup>300</sup> *L'Hebdomadaire du Burkina Faso*, n° 230 du 22 au 28 août 2003.

<sup>301</sup> Avant ce transfert, il avait déjà été prévenu qu'il purgerait sa peine en Grande Bretagne.

<sup>302</sup> AMNESTY INTERNATIONAL, *Etats-Unis/Libéria: Chuckie Taylor est inculpé de torture par les Etats-Unis*, Index AI: AMR 51/194/2006 du 12 décembre 2006.

mondiale, Ellen Johnson Sirleaf<sup>303</sup>. Depuis 2005, le Libéria est engagé sur la voie de la reconstruction post-conflit; il est encore très tôt pour apprécier les résultats de la politique de la réconciliation et du développement appliquée par le régime actuel<sup>304</sup>.

#### ◊Sierra Leone:

Colonie anglaise depuis 1787, la Sierra Leone (capitale: Freetown) est devenue indépendante le 27 avril 1961. Le pays fut dirigé alors par le «Sierra Leone People's Party» (SLPP); celui-ci fut évincé aux élections de 1967 par le «All People's Congress» de Siaka Stevens. La Sierra Leone devint une République le 19 avril 1971 et fut soumise à un régime à parti unique par Staka Stevens en 1978. Tous ces changements étaient le reflet de l'instabilité politique, caractérisée par les rivalités ethniques depuis l'indépendance. Il fut succédé à la tête du parti et du pays par Joseph Saidu Momoh en janvier 1986<sup>305</sup>. La situation devint pire à partir du mois de mars 1991, date de la naissance d'une rébellion<sup>306</sup>. Le fer de lance de cette rébellion était le Front Révolutionnaire Uni (FRU) de Foday Sankoy, soutenu par les libériens de Charles Taylor au pouvoir au Libéria depuis 1990. Elle créa des conditions favorables au renversement de Joseph Saidu Momoh par un coup d'état militaire en 1992. Le nouveau maître de Freetown, Valentine Strasser, dirigea le pays jusqu'en 1996. En effet, les élections qu'il avait autorisées furent remportées par Ahmad Tejan Kabbah. Renversé par un coup d'état militaire, puis remis au pouvoir en 1998 par la Force Ouest-africaine d'interposition (ECOMOG), il ne s'y maintint que grâce aux forces extérieures: celles de l'ECOMOG d'abord, et celles de la Mission d'Intervention des Nations-Unies en Sierra Leone (MINUSIL) ensuite. Alors que le Nigéria fournissait le gros du contingent de l'ECOMOG, la MINUSIL était constituée en grande partie par des contingents britanniques qu'appuyaient les services secrets de la Compagnie privée

---

<sup>303</sup> AMNESTY INTERNATIONAL, *Libéria. La nouvelle présidente doit agir sans délai: pour la justice et l'état de droit en Afrique de l'Ouest, Charles Taylor doit être remis au Tribunal spécial pour la Sierra Leone*, Index AI: AFR 34/003/2006 du 27 janvier 2006.

<sup>304</sup> Pour plus d'information lire STEPHEN, E., «Liberia 1989-1994: a study of ethnic and spiritual violence», *African Affairs*, vol. 94, n° 375, 1995, pp. 165-197; SAWYER, A.C., *The emergence of autocracy in Liberia: tragedy and challenge* (San Francisco, California, ICS Press, 1992) and *Beyond plunder: toward democratic governance in Liberia*, London, Lynne Rienner, 2005; SEYON, P.L.N., «Liberia's search for resolution to the governance puzzle», *Liberian Studies Journal*, vol. 25, n° 2, pp.3-24;

<sup>305</sup> LEYMARIE, P. et PERRET, T., *Les 100 clés de l'Afrique*, Paris, Hachette Littératures, 2006, pp.434-435; ABRAHAM, A., «War and Transition to Peace: A Study of State Conspiracy in Perpetuating Armed conflict», *Africa Development*, vol. XXII, n°s 3 et 4, 1997, pp., 101-102, 105-107.

<sup>306</sup> Pour plus d'information lire GBERIE, L., *A Dirty War in West Africa. The RUF and the Destruction of Sierra Leone*, Bloomington, Indiana University Press, 2005; DAVIES, V.A.B., «Sierra Leone: ironic tragedy», *Journal of African Economies*, vol. 9, n°3, 2000, pp. 349-369; KEEN, D., «Greedy elites, dwindling resources, alienated youths: the anatomy of protracted violence in Sierra Leone», *Internationale Politik und Gesellschaft*, 2003, H.3, pp. 67-94; FERME, M., «The violence of numbers: consensus, competition, and the negotiation of disputes in Sierra Leone», *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. 38, n° 150-152, 1998, pp. 555-580; ABDULLAH, I. (editor), *Between Democracy and Terror: the Sierra Leone Civil War*, Dakar, Codesria, 2004.

de sécurité, «Executive Outcomes»<sup>307</sup>. Un accord de paix signé à Lomé (Togo) en 2002 et prévoyant le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants mit fin à la guerre civile. La MINUSIL qui veillait à son application commença à retirer progressivement ses troupes à partir de 2003 alors qu'un tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL), de «juridiction et de composition mixtes (internationales et nationales)» venait d'être créé en 2002 pour juger les chefs rebelles du FRU (Foday Sankoy et consorts) et leurs alliés étrangers. C'est dans ce cadre qu'il inculpa Charles Taylor avant son transfert à la Haye. En attendant les élections prévues pour l'année 2007, Ahmed Tejan Kabbah reste le président du pays<sup>308</sup>.

Jusqu'à la signature de l'accord de paix, Arthur Abraham que nous avons cité ci-haut montre que le gouvernement de Freetown et les rebelles du FRU collaboraient pour piller le pays: «Diamonds were introduced into the war equation. Thereafter both parties to the conflict alternated military operations with alluvial diamonds mining activities. While the senior military officials were busy helping themselves to the resources of the state, the less privileged soldiers felt resentment and found ways of helping themselves as well. This was partly responsible for the rise of «sobel»phenomenon, i.e. government soldiers by day becoming rebels by night, and law abiding citizens by day transforming themselves into rebels under the cover of darkness and committing atrocities...(In many places and on many occasions), the rebels pick up the arms and extract loot and then themselves retreat. At this point, the government forces reoccupy the town and engage in their own looting, usually of property (which the rebels find hard to dispose of) as well as engaging in illegal mining. With this kind of collaboration, the government soldiers shared an interest not only in looting to enrich themselves, but in creating the (false) impression that the rebels were a formidable enemy. This way, the war would keep going to the benefit of both the NPRC (National Provisional Ruling Council) and the RUF (Revolutionary United Front)»<sup>309</sup>.

#### ◊Côte d'Ivoire:

Ancienne colonie française et membre de l'ex-Afrique occidentale française (AOF) dont la capitale était Dakar (Sénégal), la Côte d'Ivoire était, jusqu'au déclenchement de guerre actuelle, le poumon économique de la région<sup>310</sup>. Pays à longue histoire des migrations internes et externes en provenance de pays voisins<sup>311</sup>, la Côte d'Ivoire (capitale: Abidjan) a été secouée, depuis l'indépendance en 1960, par des conflits fonciers et politiques entre autochtones et

---

<sup>307</sup> LEYMARIE,P. et PERRET,T., *op. cit.*, p. 435.

<sup>308</sup> LEYMARIE, P. et PERRET,T., *op. cit.*, pp. 435-436.

<sup>309</sup> ABRAHAM, A., *op.cit.*, pp.103-104.

<sup>310</sup> On qualifiait même la Côte d'Ivoire d'éléphant, TCHANGARI,M., «Guerre civile en Côte d'Ivoire: L'éléphant s'effondre», *Alternatives* du 1er février 2003.

<sup>311</sup> BOSSARD,L., «Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest: une crise régionale en Côte d'Ivoire», *Afrique contemporaine*, Eté 2003, p. 151-164.

allochtones<sup>312</sup> (surtout en pays Bété d'où est originaire l'actuel président Laurent Gbagbo), conflits que le président Houphouët-Boigny a mal gérés. Il les a gérés par le biais du clientélisme et de la redistribution des privilèges sur base régionale, mais tout en consolidant l'hégémonie de son ethnie baoulé<sup>313</sup>. A sa mort le 7 décembre 1995, il fut succédé à la tête du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et du pays par son dauphin, Henri Konan Bédié, baoulé comme lui et alors président de l'Assemblée Nationale. En décembre 1999, celui-ci fut renversé par un coup d'état militaire qui porta au pouvoir le général Robert Gué<sup>314</sup>. Il assura la transition dont la fin était prévue pour le 31 octobre 2000. La crise politique, ethnique, religieuse et régionale consécutive à la mort d'Houphouët-Boigny fut aggravée par plusieurs facteurs, en particulier les rivalités franco-anglo/américaines dans lesquelles Blaise Compaoré et son pays<sup>315</sup>, le Burkina Faso, jouent un jeu déstabilisateur à l'instar de Paul Kagame et le Rwanda ou Yoweri Kaguta Museveni et l'Ouganda en RDC; la remise en cause de la nationalité d'Alassane Ouattara (un des prétendants sérieux à la succession du président défunt et président du Rassemblement des Républicains, RDR en sigle), un musulman du nord du pays accusé d'être d'origine burkinabé et fortement lié aux intérêts de la Banque mondiale, et l'émergence subséquente du discours sur l'ivoirité<sup>316</sup>; l'effet déstabilisateur des guerres du Libéria et de la Sierra Leone dans lesquels Charles Taylor, allié de Blaise Compaoré, était le grand manoeuvrier. Les résultats des élections de 2000 furent boycottés pour plusieurs raisons: l'écartement d'Alassane Ouattara pour question de nationalité, la défaite puis la mort du général Gué dans des circonstances jusqu'ici non encore élucidées et l'éviction de Bédié et du PDCI qui avait dirigé le pays pendant près de 40 ans. La victoire électorale de Laurent Gbagbo (bété du Sud) et de son parti, le FPI (Front Populaire Ivoirien) fut contestée et la légitimité de son pouvoir remise en cause. Celle-ci trouva sa matérialisation dans l'apparition des mouvements de rébellion dans l'Ouest et le Nord du pays dès septembre 2002<sup>317</sup>: les premiers

---

<sup>312</sup> CHAUVEAU, J.P., «Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'Etat», *Politique africaine*, 2000, n° 78, Spécial, Côte d'Ivoire; KOHLHAGEN, D., *Gestion foncière et conflits entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et étrangers dans la région de Korhogo (Côte d'Ivoire)*, Rapport de stage, 2004 (?).

<sup>313</sup> WIDNER, J.A., «Two leadership styles and patterns of political liberalization», *African Studies Review*, 1994, vol. 37, n° 1, pp. 151-174; FAURE, Y.A. et MEDARD, J. F (éditeurs), *Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982.

<sup>314</sup> LE PAPE, M., «Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire, 1999-2003», *Afrique contemporaine*, Eté 2003, pp. 29-38; COGNEAU, D., MESPLE-SOMPS, S. et ROUBAUD, F., «Côte d'Ivoire: histoire de la crise», *Afrique contemporaine*, Eté 2003, pp. 5-12; DECRAENE, P., «L'éviction du président Konan Bédié: une revue des faits», *Afrique contemporaine*, n°193, janvier-mars 2000, pp.3-8; SINDZINGRE, A., «Le contexte économique et social du changement politique en Côte d'Ivoire», *Afrique contemporaine*, n°193, janvier-mars 2000, pp. 27-37; ANONYME, «Le putsch en Côte d'Ivoire», *Afrique contemporaine*, n°89, Printemps 2000, pp. 29-35.

<sup>315</sup> Les connections ethniques transfrontalières et les enjeux géostratégiques et régionaux jouent un rôle primordial dans ces conflits politiques qui secouent la Côte d'Ivoire. Il est donc aberrant de les confiner dans le prisme de l'intolérance ethnique et de l'aveuglement identitaire ou de l'ethnicisme et de la xénophobie.

<sup>316</sup> DOZON, J.P., «La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité», *Afrique contemporaine*, n° 193, janvier-mars 2000, pp. 13-23; THIEMELE, R.L.B., *L'ivoirité entre culture et politique*, Paris, L'Harmattan, 2003.

<sup>317</sup> COULIBAY, T., «Lente décomposition en Côte d'Ivoire», *Le Monde diplomatique*, novembre 2002, pp.24-25.

bénéficiaient de l'appui de Charles Taylor et les seconds, galvanisant les partisans d'Alassane Ouattara et regroupés sous le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI)<sup>318</sup>, étaient appuyés par le Burkina Faso. Ce sont ces derniers qui constituèrent la véritable menace pour le régime Gbagbo et l'unité du pays. Pendant que le processus de la désintégration du pays se confirmait au fil des mois et que l'économie était frappée durement par la guerre<sup>319</sup>, les différents antagonistes exploitaient et pillaient les richesses du pays pour acheter les armes et payer des mercenaires. C'est ainsi que, par exemple, on fait état de la présence des troupes angolaises et mercenaires sud-africains aux côtés des troupes gouvernementales. Conscient de ne pas pouvoir gagner la guerre et répondant aux pressions extérieures, le président Laurent Gbagbo a accepté de signer l'accord de Marcoussis<sup>320</sup> avec le MPCI en 2003, élections qui, malheureusement, n'ont pas eu lieu. Cet accord mettait fin aux polémiques sur la nationalité et prévoyait les élections pour octobre 2006. Son application fait face aux blocages récurrents dans les deux camps et, en ce début de l'année 2007, il n'y a pas encore d'éclaircies sur l'avenir politique en Côte d'Ivoire<sup>321</sup>.

#### ◊Rébellion casamançaise (Sénégal)

C'est en 1982 que des nationalistes de la Casamance, région du Sud et à cheval sur le fleuve Sénégal, ont pris les armes, sous la bannière du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), pour réclamer l'indépendance de cette région<sup>322</sup> qui s'adosse sur la Guinée-Bissau au Sud. Il semble qu'ils voulaient unir la Casamance à ce dernier pays; les solidarités familiales, les liens tissés pendant la guerre de libération de la Guinée-Bissau et les trafics servirent d'ingrédients. C'est pourquoi, les relations entre le Sénégal et la Guinée-Bissau sont restées jusqu'ici tendues. Le Sénégal a toujours accusé la Guinée-Bissau «non seulement de servir de sanctuaire aux maquisards casamançais, mais aussi de leur apporter un soutien actif»<sup>323</sup>. Depuis 1982 jusqu'aujourd'hui, les partis au pouvoir à Dakar, le Parti socialiste du Sénégal (PS) de Léopold Sédar Senghor et d'Abdou Diouf (1982-2000) et le Parti démocratique sénégalais/PDS d'Abdoulaye Wade (de 2000 à nos jours) sont toujours aux prises avec ce

---

<sup>318</sup> LE PAPE, *op.cit.*; BASSETT, T.J., «Nord musulman et Sud chrétien: les modules médiatiques de la crise ivoirienne», *Afrique contemporaine*, Été 2003, pp. 13-26,

<sup>319</sup> COGNEAU, D. et MESPLE-SOMPS, S., «Les illusions perdues de l'économie ivoirienne et la crise politique», *Afrique contemporaine*, Été 2003, pp. 87-102

<sup>320</sup> DE GAUDUSSON, J.D.B., «L'accord de Marcoussis, entre droit et politique», *Afrique contemporaine*, Été 2003, pp.41-54.

<sup>321</sup> Pour plus d'information lire FAURE, Y.A., «Democracy and realism: reflections on the case of Côte d'Ivoire», *International African Institute*, 1993, vol. 63, n° 3, pp. 313-329; AKINDES, F., *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, Codesria, 2004; CONTAMIN, B. et MEMEL-FORE, H. (éditeurs), *Le modèle ivoirien en questions*, Paris, Karthala, 1997; HUGON, P., «La Côte d'Ivoire: plusieurs lectures pour une crise annoncée», *Afrique contemporaine*, Été 2003, pp. 105-126..

<sup>322</sup> MARUT, J.C., «La rébellion casamançaise peut-elle finir?», *Afrique contemporaine*, numéro spécial, 4ème trimestre 1996, pp.76 et 80.

<sup>323</sup> MARUT, J.C., *op.cit.*, p.77.

mouvement indépendantiste, à la fois social et identitaire. Dakar fait tout pour le diviser et l'affaiblir. Ce qui a été jusqu'ici payant.<sup>324</sup>: {Depuis l'accord de cessez-le-feu de 1991, la Casamance a vécu une situation de «ni guerre, ni paix», une alternance de violences et de négociations. Ni le MFDC ni l'armée sénégalaise ne semblent en mesure de remporter une victoire militaire et l'aile politique du MFDC, trop divisée, est incapable de garantir les accords qu'elle signe}<sup>325</sup>. En l'absence d'une solution militaire ou politique en vue, le gouvernement sénégalais s'orienterait vers une solution à la fois économique (régionalisation) et culturaliste (promotion de la tradition), «nouvelles illusions»<sup>326</sup>.

#### ◊Question Touareg

Les Touaregs sont des populations berbères nomades et de confession musulmane qui vivent dans plusieurs pays: Algérie, Libye, Niger, Mali et Burkina Faso<sup>327</sup>. Marginalisés politiquement (ils se considèrent en effet comme citoyens de seconde zone) et frappés de plein fouet par la sécheresse, elles ont pris les armes au Nord du Niger et au Nord du Mali en 1990. Les velléités indépendantistes n'étaient pas absentes dans leurs revendications. Ces soulèvements qu'on regroupe sous l'expression de «conflit touareg» ont commencé en mai 1990 au Niger et se sont étendus au Mali à partir de juin 1990<sup>328</sup>. Les gouvernements des deux pays ont recouru immédiatement aux méthodes répressives. Pour plusieurs raisons (changements des régimes politiques, absence de soutien extérieur aux Touaregs en dehors de la Libye, manque de cohésion au sein de la rébellion, actions positives de la communauté internationale), ils ont finalement opté pour des solutions négociées; le but final était de maintenir la crise à l'intérieur des frontières nationales. Au Mali, les accords de paix signés aux cours des années 1995-1996 et le vote d'un fonds d'aide à la réconciliation et la consolidation de la paix dans le Nord du pays ont marqué un pas significatif vers le retour à la paix. Le Niger a suivi la même voie une année après car l'accord de paix a été signé le 29 novembre 1997 grâce à la médiation de l'Algérie<sup>329</sup>; cet accord répondait aux revendications des Touaregs par l'adoption d'une forte décentralisation<sup>330</sup>.

---

<sup>324</sup>«Sénégal. Le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) semble éclaté en deux tendances. Récapitulatif de la guerre des chefs», *Afrique Express*, n° 240 du 30 novembre 2001.

<sup>325</sup> FOUCHER, F. <sup>325</sup> MARUT, J.C., *op.cit.*, p.77.

<sup>325</sup> , «Pas d'alternance en Casamance? Le nouveau pouvoir sénégalais face à la revendication séparatiste casamançaise», *Politique africaine*, n° 91, octobre 2003, p. 102.

<sup>326</sup> MARUT, J.C., *Y a-t-il un modèle sénégalais de résolution des conflits?* Dakar, le 15 janvier 2004, section 4.

<sup>327</sup> Voir la carte de Philippe Rekacewicz, *Le Monde diplomatique* du mois d'avril 1995.

<sup>328</sup> KEITA, M., *La résolution du conflit touareg au Mali et au Niger*, Note de recherche du GRIPCI (Groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits intra-étatiques), n° 10, juillet 2002, p. 4.

<sup>329</sup> OUZANI, C., «Mali: Quand l'Algérie s'implique», *Jeuneafrique.com* du 11 juin 2006.

<sup>330</sup> KEITA, M., *op. cit.* Pour plus d'information lire aussi DIDA, B. et BELLIL, R., Les migrations actuelles des Touaregs du Mali vers le Sud, Alger, le 6 mai 2005.

### ◊Cas particulier: Mauritanie

A cheval sur l'Afrique du Nord et l'Afrique occidentale, la Mauritanie est un pays qui a connu une forte arabisation et qui, de ce fait, est une zone charnière entre deux influences, celle du Maghreb d'une part et celle de l'ancien Soudan occidental («Bilad es Sudan», pays des Noirs ou Soudan) d'autre part<sup>331</sup>. Ancienne colonie française, la Mauritanie (capitale: Nouakchott) a obtenu l'indépendance le 28 novembre 1960. Les régimes qui se sont succédés depuis lors ont développé une politique raciale basée sur la distinction entre les Arabes et les Noirs, et, partant, la pratique de l'esclavage<sup>332</sup>. En plus de ce grand défi qu'est la coexistence entre les Arabes et les Noirs, la Mauritanie doit faire face aux conflits à ses frontières (conflit du Sahara occidental, guerre civile en Algérie, affrontements touaregs au Mali, tensions avec le Sénégal)<sup>333</sup>. Cet «environnement géopolitique très agité» et la racisme anti-noir font de la Mauritanie un pays instable.

### b. Afrique du Nord

#### ◊ Généralités

De par son histoire, l'Afrique du Nord est caractérisée par la dualité entre les arabes et peuples non-arabes (berbères); elle a connu l'implantation de tous les différents courants religieux qui se sont développés tout au long l'histoire musulmane depuis le 7ème siècle après JC (le christianisme y est faible). Certaines mouvances islamiques radicales y ont élu domicile, notamment en Egypte et en Algérie. Les régimes politiques actuels (Egypte, Tunisie, Algérie, Maroc et Lybie) diffèrent l'un de l'autre pour des raisons de politique interne, des raisons historiques, idéologiques et géostratégiques. Mais tous sont, sans exception, affectés par les crises du Moyen-Orient, en particulier le conflit israélo-palestinien. Comme partout ailleurs dans le monde arabe, à la modération des uns s'oppose le radicalisme des autres.

#### ◊ Crises majeures

►**Maroc: la question du Sahara Occidental.** Le Maroc, ancienne colonie française, accéda à l'indépendance en 1956 et opta pour une monarchie constitutionnelle où, cependant, l'islam est resté moins radical et agité qu'ailleurs. En 1957, ses dirigeants remirent en cause les frontières coloniales. Faisant prévaloir ses droits historiques, il revendiqua l'annexion à son territoire du

---

<sup>331</sup> «Histoire de la Mauritanie», <http://fronto.free.fr/Histoire.htm>.

<sup>332</sup> *Mauritanie: L'esclavage*, Centre d'Information Géopolitique (CRR), 2005.

<sup>333</sup> CALLIES DE SALIES, B., «Guerres et tensions à toutes les frontières. La Mauritanie cernée par les conflits», *Le Monde diplomatique*, février 1997, p.6. Pour les tensions avec le Sénégal, lire SCHMITZ, J., «Anthropologie des conflits fonciers et hydraupolitiqess du fleuve Sénégal (1975-1991)», *Cahier des Sciences Humaines*, 1993, vol. 29, n° 4, pp. 591-623.

Sahara occidental et de la Mauritanie en vue de reconstituer le «Grand Maroc ou Maroc historique»<sup>334</sup>. Comme les événements ultérieurs l'ont démontré, il adopta deux attitudes différentes vis-à-vis de ces deux territoires. Il abandonna vite ses prétensions sur la Mauritanie alors qu'il les maintenait sur le Sahara occidental, cette ancienne colonie espagnole riche en minerais. Cette politique annexionniste du Maroc mis en branle avant même le retrait de l'Espagne poussa certains nationalistes sahraouis à créer un parti politique en 1967: c'est le Mouvement de Libération Sahraoui (MLS) qui, en 1973, se transforma en Front Polisario (Frente Popular para la Liberacion de Saguia el-Hamra de Rio de Oro. Pendant que le Polisario pressait pour un référendum sur l'autodétermination, le Maroc de Hassan II organisa en 1975 une marche verte (une sorte de croisade religieuse) qui contraignit l'Espagne à mettre fin à sa domination sur le Sahara occidental<sup>335</sup>. L'Espagne se retira sans aucun accord clair sur l'avenir de celui-ci alors qu'il devait aller dans le sens de la décolonisation: «Le 24 novembre 1975, le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne signent à Madrid (Espagne) les accords (tripartites) de Madrid. Ceux-ci voient l'Espagne octroyer à la Mauritanie et au Maroc l'administration conjointe du territoire du Sahara occidental. Partant du territoire quelques mois après, l'Espagne devait signifier aux Nations-Unies sa démission de titre de puissance administrative du Sahara occidental, titre que les Nations-Unies n'ont pas eu à octroyer à un autre Etat»<sup>336</sup>. Depuis 1975 jusqu'aujourd'hui, c'est pratiquement le statu quo car le référendum sur l'autodétermination du Sahara occidental n'a jamais eu lieu. Pourquoi le plan de l'ONU et d'autres propositions (ex. Plan Baker)<sup>337</sup> ont échoué? C'est là le noeud du problème<sup>338</sup>. Entre temps, cette question du Sahara Occidental continue à diviser l'Afrique entre les pro- et anti-position du Maroc au sein de l'OUA/UA.

►**Algérie: l'intégrisme islamique.** L'Algérie est un pays au passé colonial particulier (colonie de peuplement) et à la décolonisation agitée (guerre de 1954 à 1962)<sup>339</sup>. De l'indépendance en 1962 à la fin des années 1980, la vie politique fut dominée par le Front de Libération Nationale (FLN), le parti unique. Ce pays qui fut dirigé tour à tour par Ahmed Ben Bella (1962-1965) Houari Boumedienne (1965-1978) et Chadli Bendjedid (1979-1992) et a défié la France, sa puissance colonisatrice, à bien d'égard, fut le porte-étendard de la révolution tiers-mondiste dans les années 1960 et 1970 si bien que la plupart des grands révolutionnaires du continent (Robert Mugabe, Nelson Mandela et autres s'y sont ressourcés). Vers la fin des années 1980

---

<sup>334</sup> PAX CHRISTI-WALLONIE, *Le Sahara Occidental: Un conflit oublié*, Bruxelles, Décembre 2005, p. 10.

<sup>335</sup> PAX CHRISTI-WALLONIE, *op.cit.*, pp. 11-13.

<sup>336</sup> «Origines, enjeux et perspectives de paix du conflit du Sahara occidental», <http://www.irenees.net/fiches-analyse-18.html>.

<sup>337</sup> «Tractation autour du Plan Baker», *Le journal-hebdo.com* du 13 septembre 2006.

<sup>338</sup> Pour quelques pistes de réponse à cette question, lire CHIKI, D., *op. cit.*; MOHSEN- FINAN, K., «Le règlement du conflit du Sahara occidental à l'épreuve de la nouvelle donne régionale» (*Politique africaine*, n° 76, décembre 1999, pp. 95-105) et «Des manifestations qui bousculent le statu quo. Inextricable, le conflit du Sahara occidental rebondit», *Le Monde diplomatique*, janvier 2006, pp. 6-7.

<sup>339</sup> STORA, B., *Histoire de guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, La Découverte, 2004.

et suite à une récession économique due à la chute du dollar, le régime de Chadli Bendjedid fut confronté aux premières revendications populaires et contraint de faire des concessions politiques en 1988: «la révision de la Constitution, l'instauration du multipartisme et un régime de libéré de la presse»<sup>340</sup>. Les islamistes profitèrent de cette ouverture démocratique et de la persistance de la crise économique pour monter en force. Le Front Islamique du Salut (FIS) remporta les élections municipales en 1990 et du premier tour des élections législatives en décembre 1991. Suite à la pression de la communauté internationale, notamment la France de François Mitterrand, le gouvernement algérien dut interrompre le processus électoral. Frustré de voir sa victoire électorale volée, le FIS entra en guerre ouverte: «Le FIS était une formation politique algérienne militant pour la création d'un Etat islamiste. Elle a été dissoute en mars 1992 par le tribunal administratif d'Alger... Le FIS s'engage alors dans des activités terroristes contre l'Etat algérien au travers de sa branche armée, l'Armée Islamique du salut (AIS)»<sup>341</sup>. Avec le Groupe islamique armé (GIA) et la tendance dissidente de ce dernier, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC)<sup>342</sup>, il vise l'instauration d'un Etat islamiste. Les attaques répétées du FIS et les contre-attaques des forces gouvernementales ont plongé le pays dans le chaos qui est loin de s'estomper malgré la politique pragmatique de l'actuel président Abdelaziz Bouteflika<sup>343</sup>.

#### ►Cas de stabilité: Tunisie, Egypte et Lybie

●**Tunisie:** Ce pays a connu deux régimes depuis son indépendance en 1956: celui de Bourguiba et celui de Ben Ali. Le régime est resté pro-occidental et lui pose moins de problème ou reste effacé dans les tumultes politiques moyen-orientales.

●**Egypte:** ancienne colonie anglaise, elle a accédé à l'indépendance en 1922. Et c'est dans sa capitale, le Caire, que la Ligue arabe fut créée en 1945. Avec l'apparition de la confrérie des Frères musulmans dans les années 20, ce pays avait basculé petit à petit dans l'islamisme radical et dur. Vers les années 50 et 60, Nasser mit fin à leur ardeur en engageant l'Egypte dans une autre voie, celle du pan-arabisme. Il devint l'ennemi d'Israël et de certains pays Occidentaux, notamment les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France; le point culminant des hostilités fut la nationalisation du Canal de Suez en 1956 et l'intervention armée de ces pays. Détesté pour cela et pour ses liens avec des grands révolutionnaires comme Kwame Nkrumah et Patrice-Eméry Lumumba<sup>344</sup>, il fut renversé par des forces inféodées aux Américains au début des années 1970. Son successeur, Anouar Al-Sadate dut signer avec le

---

<sup>340</sup>«Histoire de l'Algérie», [http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_l'Alg%C3%A9rie](http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l'Alg%C3%A9rie).

<sup>341</sup> «Front islamique du salut», [http://fr.wikipedia.org/wiki/Front\\_islamique\\_du\\_salut](http://fr.wikipedia.org/wiki/Front_islamique_du_salut).

<sup>342</sup> «Guerre civile algérienne», [http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre\\_civile\\_alg%C3%A9rienne](http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_alg%C3%A9rienne).

<sup>343</sup> Pour plus d'information lire STORA, B., *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance. Tome I: 1962-1988*, Paris, La Découverte, 2004; MARTINEZ, L., *La guerre civile en Algérie (1990-1998)*, Paris, Karthala, 1998.

<sup>344</sup> FAYEK, M., *Abdel Nasser et la révolution africaine*, Beyrouth, Dar-al-wihda, 1980.

premier ministre israélien; Begin, un accord de paix avec Israël au Camp David en 1979. Depuis lors, l’Egypte fut domestiquée par Israël et les Etats-Unis. Assassiné en 1981 par des islamistes opposés à cette ouverture en direction de Tel-Aviv, Sadate fut remplacé par son vice-président, Hosni Moubarak, qui est toujours au pouvoir. Désormais, l’Egypte reçoit des Etats-Unis une aide militaire, financière, politique et diplomatique importante après celle accordée à Israël. En plus, beaucoup d’islamistes ont commencé à rejoindre les réseaux d’Al-Quaïda en Afghanistan et ailleurs au Moyen-Orient. Le régime de Moubarak vit donc sous les craintes quotidiennes d’une révolution islamiste sanglante, non seulement à cause de l’importance croissante des Frères musulmans dans le paysage politique égyptien, mais aussi et surtout des actions terroristes éventuelles des réseaux d’Al-Quaïda<sup>345</sup>.

●**Lybie**: ancienne colonie italienne, la Libye est devenue indépendante en 1952. Ce pays est resté quasi effacé jusqu’à l’avènement de Moamar Kadhafi au pouvoir en 1969. Depuis lors, il est devenu la plaque tournante du nationalisme arabe (révolution rouge à l’image de Mao-Tsé-Toung) et de l’instabilité de certains pays de l’Afrique noire (Tchad, Côte d’Ivoire, RDC etc.). Derrière, Kaddafi s’est converti en devenant le chouchou de l’Occident ou mieux des Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes nucléaires. Mais, la lutte pour le contrôle des richesses, notamment du pétrole libyen, par les Occidentaux n’est pas exclue dans la sympathie qu’ils éprouvent à l’égard de celui qui passait jusque là comme un chef d’Etat renégat dans le monde. Si les relations de la Libye avec l’Italie respectifs. C’est un signe évident que les dirigeants italiens continuent à considérer l’Italie comme un pays ami sur le continent étant donné que l’ex- Somalie italienne a été fondue dans la Somalie en 1960.

Trois problèmes sont restés un potentiel d’explosion en Afrique du Nord au cours de ces trois dernières décennies:

- la divergence idéologique et politique entre le Maroc et l’Algérie;
- le conflit israélo-palestinien et la politique subséquente à mener vis-à-vis d’Israël et de l’Occident;
- la question des frontières nationales pour lesquelles le Maroc, obnubilé par la question du Sahara occidental, réclame la révision contrairement aux autres pays qui s’en tiennent au principe de leur intangibilité tel que reconnu par la Charte de l’OUA/UA.

---

<sup>345</sup> GUIBAL, C., «L’Egypte, nouvel eldorado islamiste pour les salafistes d’Occident», *Le Monde* du 4 décembre 2006.